



Nations Unies

Rapport financier et états financiers vérifiés

**pour la période de 12 mois allant
du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

et Rapport du Comité des commissaires aux comptes

**Volume II
Opérations de maintien de la paix
des Nations Unies**

Assemblée générale

Documents officiels

Cinquante-troisième session

Supplément N° 5 (A/53/5)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 5 (A/53/5)

Rapport financier et états financiers vérifiés

pour la période de 12 mois allant
du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

et Rapport du Comité
des commissaires aux comptes

Volume II
Opérations de maintien de la paix
des Nations Unies



Nations Unies • New York, 1999

Nations Unies – Rapport financier et états financiers vérifiés pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997
au 30 juin 1998 et rapport du Comité des commissaires aux comptes (53 – Suppl. No 5, Vol. II)



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations		x
Lettres d'envoi		xii
I. Opérations de maintien de la paix : rapport financier pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1-34	1
A. Aperçu général	3-7	1
B. Opérations de maintien de la paix en cours	8-20	2
C. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	21	6
D. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	22-23	7
E. Opérations de maintien de la paix achevées	24-31	7
Annexe		
Informations complémentaires		9
II. Rapport du Comité des commissaires aux comptes	1-144	10
Résumé		10
A. Introduction	1-11	12
1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été entièrement appliquées	8-9	13
2. Principales recommandations	10-11	13
B. Questions financières	12-40	14
1. Normes comptables pour le système des Nations Unies	12	14
2. Passif non comptabilisé	13-16	15
3. Contributions mises en recouvrement et non acquittées	17-19	15
4. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix	20-24	16
5. Engagements non réglés	25-28	17
6. Bordereaux interservices	29	17
7. Erreur dans la comptabilisation des dépenses	30-34	18
8. Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de biens au compte des profits et pertes	35-39	18
9. Paiements <i>ex gratia</i>	40	20

C.	Questions de gestion	41–143	20
1.	Achats	41–46	20
2.	Matériel appartenant aux contingents	47–82	21
3.	Dossiers des marchés	83–86	29
4.	Enregistrements des fournisseurs	87–90	29
5.	Émission de bons de commande pour l'engagement de personnel recruté pour des périodes de courte durée	91–94	29
6.	Application de clauses de pénalités	95–96	30
7.	Gestion des marchés	97–111	30
8.	Système de contrôle des avoirs sur le terrain	112–129	33
9.	Demandes de remboursement	130–142	36
10.	Cas de fraude ou de fraude présumée	143	39
D.	Remerciements	144	40
	Annexes		
I.	Liste des missions dont les comptes ont été vérifiés		41
II.	Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport portant sur l'exercice financier achevé le 30 juin 1997		42
III.	Opinion des commissaires aux comptes		48
IV.	Certificat attestant l'exactitude des états financiers		49
V.	États financiers pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		51
	État I. État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix : état, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		52
	Tableau 1.1. État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : état des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		53
	État II. État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix : état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		54
	État III. État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : flux nets de trésorerie, au 30 juin 1998, pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		56
	État IV. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds		57
	Tableau 4.1. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998		59

État V. Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	60
Tableau 5.1. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	62
État VI. Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	63
Tableau 6.1. Force intérimaire des Nations Unies au Liban : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 ..	65
État VII. Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	66
Tableau 7.1 Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	68
État VIII. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	69
Tableau 8.1. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	71
État IX. Quartier général des Forces de paix des Nations Unies (FPNU) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	72
Tableau 9.1 Forces de paix des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	74
État X. Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	75
Tableau 10.1. Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	77
Tableau 10.2 Groupe d'appui à la Police civile des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 16 janvier au 30 juin 1998	79

État XI. Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	80
Tableau 11.1. Force de déploiement préventif des Nations Unies : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 ..	82
État XII. Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	83
Tableau 12.1. Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	85
État XIII. Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	86
Tableau 13.1. Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	88
État XIV. Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	89
Tableau 14.1. Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	91
État XV. Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) et Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	92
Tableau 15.1. Mission d'observation des Nations Unies en Angola : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	94
État XVI. Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	95
Tableau 16.1. Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	97
Tableau 16.2. Mission d'observation des Nations Unies au Libéria : processus électoral : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	98

État XVII. Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH) et Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	99
Tableau 17.1. Mission d'appui des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er au 31 juillet 1997	101
Tableau 17.2. Mission de transition des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er août au 30 novembre 1997 ...	102
Tableau 17.3. Mission de police civile des Nations Unies en Haïti : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er décembre 1997 au 30 juin 1998	103
État XVIII. Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 avril au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	104
Tableau 18.1. Mission des Nations Unies en République centrafricaine : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 15 avril au 30 juin 1998	106
État XIX. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	107
État XX. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	109
État XXI. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	111
Tableau 21.1 Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi) : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	113
État XXII. Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 février au 31 mai 1997, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	114
État XXIII. Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 15 novembre 1994, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	116

État XXIV. Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 22 juin 1993 au 19 avril 1996, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	118
Tableau 24.1. Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998	120
État XXV. Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 23 septembre 1993 au 31 juillet 1996, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	121
État XXVI. Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 31 mars 1995, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	123
État XXVII. Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 28 février 1995, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	125
État XXVIII. Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 31 mars 1994, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	127
État XXIX. Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 31 mai 1995, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	129
État XXX. Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1988 au 30 juin 1991, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	131
État XXXI. Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 31 mars 1991, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	133
État XXXII. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1964, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	135
Tableau 32.1. Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo : état des contributions non acquittées au 30 juin 1998	137
État XXXIII. Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) (1956) : état récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1967, et état, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds	139

Tableau 33.1.	Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : état, au 30 juin 1998, des contributions non acquittées	141
Notes relatives aux états financiers des opérations de maintien de la paix (période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998)		143
Annexes		
I.	Opérations de maintien de la paix financées au moyen du budget ordinaire	153
II.	Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale	154

Abréviations

APRONUC	Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge
ATNUSO	Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations Unies
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
FPNU	Forces de paix des Nations Unies
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GANUPT	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
MANUH	Mission d'appui des Nations Unies en Haïti
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
MINUBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
MINUHA	Mission des Nations Unies en Haïti
MINUGUA	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MIPRENUC	Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge
MITNUH	Mission de transition des Nations Unies en Haïti
MONUA	Mission d'observation des Nations Unies en Angola
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUOR	Mission d'observation des Nations Unies en Ouganda-Rwanda
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MONUT	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
ONUC	Opération des Nations Unies au Congo
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale
ONUMOZ	Opération des Nations Unies au Mozambique

ONUSAL	Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador
ONUSOM	Opération des Nations Unies en Somalie
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNAVEM	Mission de vérification des Nations Unies en Angola
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Lettres d'envoi

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du Règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes de l'Organisation des Nations Unies (opérations de maintien de la paix) pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés par le Contrôleur.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Secrétaire général
(*Signé*) Kofi A. **Annan**

M. Vijay K. Shunglu
Président du Comité des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Février 1999

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, qui ont été soumis par le Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période considérée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana et
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Osei Tutu **Prempeh**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

Chapitre premier

Opérations de maintien de la paix : rapport financier pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. Les comptes reproduits dans le présent volume se composent des 33 états financiers correspondant à la période se terminant le 30 juin 1998, accompagnés de tableaux et de notes, et couvrent toutes les opérations de maintien de la paix financées par les quotes-parts des États Membres ainsi qu'au moyen du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et du compte de la Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi) (voir chap. V).

2. Comme stipulé dans l'article 2.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix financées au moyen de comptes spéciaux est annuel et va du 1er juillet au 30 juin, conformément à la résolution 49/233 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994. Les informations relatives à certaines opérations de maintien de la paix financées dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation, telles que l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) ainsi que d'autres, qui sont financées sur le budget ordinaire de l'Organisation, figurent dans les états financiers. Les dépenses encourues au titre de ces opérations sont détaillées à l'annexe I du présent volume. Les informations relatives aux activités ayant trait au maintien de la paix financées à l'aide de fonds généraux d'affectation spéciale figurent au volume I du rapport financier et des états financiers de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à l'annexe II du présent volume.

A. Aperçu général

3. Les états I, II et III qui figurent dans le présent volume résument les résultats financiers des activités de maintien de la paix des Nations Unies pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. L'état I indique les différentes catégories de recettes et le montant des dépenses engagées. Le tableau 1.1 fait apparaître les différentes catégories de dépenses engagées par les missions en activité au cours du cycle budgétaire. L'état II présente un tableau récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes inutilisés au 30 juin 1998. L'état III récapitule les mouvements nets de fonds relatifs aux activités de maintien de la paix de l'Organisation au cours de la période considérée. Le montant des dépenses engagées au titre des activités de maintien de la paix s'élève à 879,3 millions de dollars au cours des 12 mois considérés, contre 1 166 400 000 dollars au cours des 12 mois précédents. Cette diminution n'a pas eu d'incidences sur le volume de travail nécessaire pour tenir et mettre à jour les registres financiers, dans la mesure où les transactions ont dû être enregistrées tant pour les missions en activité que pour les missions en phase de liquidation, pour lesquelles il y a des arriérés importants en ce qui concerne les transactions interservices et pour les missions achevées.

4. Au cours de la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, la situation financière des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies a subi le contrecoup de graves insuffisances de trésorerie. Il a fallu emprunter de l'argent sur les fonds créés aux fins du financement des opérations de maintien de la paix. En outre, les montants à rembourser aux États Membres au titre des contingents et du matériel, qui restent impayés, sont considérables. Les carences d'un certain nombre d'États Membres qui n'ont pas payé la

totalité de leur quote-part, ou bien ne l'ont pas payée à temps – tant en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix que le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et celui des tribunaux internationaux – sont à l'origine de crises de trésorerie récurrentes et ont exacerbé les difficultés de l'Organisation à honorer ses engagements financiers.

5. On trouvera au tableau 1 les dépenses, exprimées en millions de dollars des États-Unis, pour chacun des trois derniers exercices biennaux dont le dernier a pris fin en décembre 1995, pour la période de six mois allant du 1er janvier au 30 juin 1996, pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, pour chacune des opérations de maintien de la paix financées par des quotes-parts. À compter du 1er juillet 1996, l'Assemblée générale a autorisé un nouveau cycle budgétaire de 12 mois allant du 1er juillet au 30 juin.

6. Au 30 juin 1998, le total des contributions aux opérations de maintien de la paix non acquittées s'élevait à 1 739 900 000 dollars, contre 2 180 700 000 dollars au 30 juin 1997. Le tableau 2 montre les montants des contributions non acquittées pour chacune des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à la fin des trois derniers exercices biennaux dont le dernier a pris fin en décembre 1995, ainsi qu'au 30 juin 1996, au 30 juin 1997 et au 30 juin 1998.

7. Le tableau 3 fait apparaître l'écart, au 30 juin 1998, entre le montant des liquidités disponibles pour chacune des opérations de maintien de la paix et le montant des engagements exigibles, y compris les sommes dues aux États Membres. Le montant total des liquidités disponibles pour l'ensemble des opérations était de 647,6 millions de dollars, tandis que le montant total des engagements exigibles, presque trois fois supérieur, était de 1 783 200 000 dollars.

B. Opérations de maintien de la paix en cours

8. Les états IV à XVIII présentent la situation financière de chacune des opérations de maintien de la paix en cours pendant la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, accompagnée de tableaux de dépenses détaillées.

9. L'état IV contient les comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui sont différents de ceux des autres opérations de maintien de la paix. Jusqu'au 16 juin 1993, les opérations de la Force étaient financées uniquement à l'aide de contributions volontaires en nature ou en espèces. Aussi, aucun engagement n'a pu être inscrit dans les comptes jusqu'à cette date, sauf si des contributions volontaires d'un montant suffisant pour les couvrir avaient été annoncées ou versées. En conséquence, des engagements d'un montant total de 186,6 millions de dollars envers les États Membres, exigibles pour la période antérieure au 16 juin 1993, ne figurent pas au passif. Dans sa résolution 47/236 du 14 septembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les dépenses de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, engagées à compter du 16 juin 1993, seraient à considérer comme des dépenses de l'Organisation devant être supportées par tous les États Membres. Des contributions ont été mises en recouvrement auprès des États Membres à chaque renouvellement de mandat, depuis le 16 juin 1993. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin 1998 s'élevait à 52,7 millions de dollars, contre 45 millions de dollars au cours des 12 mois antérieurs.

10. La FUNU (1973) et la FNUOD (état V) avaient conservé un excédent autorisé de 49,6 millions de dollars, y compris 36 millions de dollars transférés sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 septembre 1981. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au

30 juin 1998 s'élevait à 32,5 millions de dollars, soit un niveau presque identique au montant enregistré pour les 12 mois antérieurs, qui était de 32,4 millions de dollars.

11. La FINUL (état VI) avait conservé un excédent autorisé de 82,9 millions de dollars, y compris 19,6 millions de dollars transférés sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 s'élevait à 125 millions de dollars, soit un montant légèrement inférieur aux dépenses des 12 mois antérieurs, qui étaient de 126,7 millions de dollars.

Tableau 1

Dépenses totales

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>1990- 1991</i>	<i>1992- 1993</i>	<i>1994- 1995</i>	<i>1er janv. - 30 juin 1996^a</i>	<i>1er juill. 1996- 30 juin 1997^b</i>	<i>1er juill. 1997- 30 juin 1998^b</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	42,2	48,5	96,7	19,2	45,0	52,7
FNUOD	82,2	65,1	62,1	14,4	32,4	32,5
FINUL	297,9	284,9	263,9	54,4	126,7	125,0
MONUIK	65,9	93,9	114,2	23,9	48,0	48,1
MINURSO	52,8	54,6	86,7	20,5	29,3	40,9
FPNU	—	1 359,7	3 039,5	240,3	46,8	1,2
ATNUSO	—	—	—	69,2	265,1	119,9
FORDEPRENU	—	—	—	19,3	50,4	39,6
MINUBH	—	—	—	33,7	118,2	157,1
MONUG	—	1,0	21,2	7,6	15,9	20,9
MONUT	—	—	6,6	3,1	5,7	13,9
UNAVEM	58,0	103,6	253,5	147,5	302,3	170,5
MINUAR	—	9,9	375,0	48,1	2,4	—
MONUL	—	6,4	45,6	9,3	26,1	10,0
MANUH	—	1,2	226,3	77,5	48,2	29,4
MINURCA	—	—	—	—	—	17,6
MINUGUA	—	—	—	—	3,9	—
ONUMOS	—	199,8	292,7	—	—	—
ONUSOM	—	788,1	860,5	—	—	—
ONUSAL	92,4	68,7	30,8	—	—	—
APRONUC	4,1	1 584,5	16,1	—	—	—
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	—	0,1	0,5	—	—	—
GANUPT	59,0	0,0	0,0	—	—	—
GOMNUII	63,4	0,0	0,0	—	—	—
ONUC	(0,2)	(0,5)	0,2	—	—	—
FUNU	1,4	(2,9)	2,8	—	—	—
Total	819,1	4 666,6	5 794,9	788,0	1 166,4	879,3

^a Rend compte des activités de maintien de la paix pendant une période de six mois.

^b Rend compte des activités de maintien de la paix pendant une période de 12 mois.

Tableau 2
Contributions mises en recouvrement et non acquittées au 30 juin 1997

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Au 31 décembre 1991</i>	<i>Au 31 décembre 1993</i>	<i>Au 31 décembre 1995</i>	<i>Au 30 juin 1996</i>	<i>Au 30 juin 1997</i>	<i>Au 30 juin 1998</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	–	4,6	8,1	9,5	13,6	15,7
FNUOD	37,0	21,7	37,1	27,5	15,3	14,9
FINUL	264,1	208,3	203,8	230,2	254,6	112,8
MONUIK	41,3	25,0	31,3	21,6	11,4	11,1
MINURSO	55,4	20,4	45,9	47,7	58,7	64,0
FPNU	–	437,6	803,4	734,9	942,8	693,8
ATNUSO	–	–	–	84,6	56,3	50,7
FORDEPRENU	–	–	–	22,4	13,0	11,1
MINUBH	–	–	–	38,8	29,8	54,4
MONUG	–	2,5	1,1	1,5	6,3	6,6
MONUT	–	–	4,9	0,7	2,6	7,0
UNAVEM	14,9	39,9	62,4	120,9	158,2	122,6
MINUAR	–	50,7	59,4	85,1	34,7	26,7
MONUL	–	39,8	7,9	11,0	21,4	6,2
MANUH	–	1,4	120,3	95,8	43,9	26,0
MINURCA	–	–	–	–	–	18,4
MINUGUA	–	–	–	–	2,4	0,3
ONUMOZ	–	141,9	41,2	40,1	39,2	24,3
ONUSOM	–	224,0	315,1	314,9	300,9	301,1
ONUSAL	25,1	28,4	20,9	20,5	10,1	12,0
APRONUC	13,4	322,8	49,9	49,0	48,3	43,2
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	–	0,8	–	–	–	–
GANUPT	3,5	2,3	0,6	0,5	0,5	0,4
GOMNUII	1,2	0,9	0,2	0,2	0,1	0,1
ONUC	75,4	75,4	73,9	73,9	73,9	73,9
FUNU	43,0	42,7	42,7	42,7	42,7	42,6
Total	574,3	1 691,1	1 930,1	2 074,0	2 180,7	1 739,9

Tableau 3
Liquidités disponibles et engagements exigibles au 30 juin 1998
 (En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Liquidités disponibles</i>	<i>Engagements exigibles</i>
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	20,4	28,0
FNUOD	35,4	27,0
FINUL	98,4	114,1
MONUIK	43,3	28,9
MINURSO	3,7	46,1
FPNU	3,3	491,7
ATNUSO	92,4	96,5
FORDEPRENU	61,9	60,7
MINUBH	23,7	44,4
MONUG	4,8	8,2
MONUT	4,0	7,1
UNAVEM	54,1	136,0
MINUAR	36,3	32,4
MONUL	7,4	6,9
MANUH	105,8	145,5
MINURCA	1,0	17,8
MINUGUA	0,1	0,3
ONUMOZ	15,4	55,2
ONUSOM	1,5	287,5
ONUSAL	5,2	15,0
APRONUC	3,5	41,7
Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	0,3	0,2
GANUPT	20,6	2,8
GOMNUII	5,1	2,4
ONUC	—	46,6
FUNU (1956)	—	40,2
Total	647,6	1 783,2

12. L'état VII retrace les résultats financiers de la MONUIK. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 s'élève à 48 millions de dollars, soit un montant identique à celui des 12 mois précédents.

13. L'état VIII présente les résultats financiers de la MINURSO. Les dépenses totales pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 ont atteint 40,9 millions de dollars, contre 29,3 millions de dollars au cours des 12 mois qui ont précédé, à la suite de l'extension des activités de la Mission.

14. Les états IX à XII font apparaître la situation financière des forces de maintien de la paix des Nations Unies qui ont opéré dans la région de l'ex-Yougoslavie. Il s'agit des FPNU, créées pendant l'exercice biennal 1992-1993, de l'ATNUSO, de la FORDEPRENU et de la MINUBH. Le montant total des dépenses imputables aux quatre missions pour la période de 12 mois prenant fin le 30 juin 1998 s'élevait à 317,8 millions de dollars, soit un montant inférieur de 162,7 millions de dollars à celui des 12 mois précédents, qui était de 480,5 millions de dollars. Cette forte diminution des dépenses est due à l'achèvement du mandat de

l'ATNUSO et des FPNU, qui sont en phase de liquidation. L'ATNUSO a été remplacée par une unité de surveillance beaucoup plus légère, le Groupe d'appui de la police civile des Nations Unies.

15. L'état XIII retrace la situation financière de la MONUG. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 a atteint 20,9 millions de dollars contre 15,9 millions de dollars au cours de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les besoins de financement supplémentaire liés aux activités de soutien aux opérations aériennes.

16. L'état XIV présente la situation financière de la MONUT. Le montant total des dépenses pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 s'élevait à 13,9 millions de dollars soit plus du double des 5,7 millions de dollars engagés au cours des 12 mois précédents. Cette augmentation est due au développement des activités de la Mission et notamment au nouveau programme spécial d'assistance au désarmement et à la démobilisation.

17. L'état XV fait apparaître la situation financière de l'UNAVEM et de la MONUA. Les dépenses correspondant à la période de 12 mois qui a pris fin le 30 juin 1998 s'élevaient à 170,4 millions de dollars, soit une diminution de 131,9 millions de dollars par rapport au montant de 302,3 millions de dollars rapporté pour les 12 mois précédents. Cette diminution substantielle s'explique par la réduction des dépenses militaires qui accompagne le remplacement de l'UNAVEM par la MONUA, mission d'observation, à compter du 1er juillet 1997.

18. L'état XVI fait apparaître les résultats financiers de la MONUL. Le montant total des dépenses de cette mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 se chiffrait à 10 millions de dollars, soit un montant inférieur de 16,1 millions de dollars au chiffre de 26,1 millions de dollars rapporté pour les 12 mois précédents. Cette diminution des dépenses est imputable à la fin des élections au Libéria et à l'achèvement du mandat de la MONUL, le 30 septembre 1997.

19. L'état XVII retrace la situation financière combinée de la MANUH, de la MITNUH et de la MIPONUH. Pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, les dépenses totales de ces missions se sont élevées à 29,4 millions de dollars, soit un montant inférieur de 17,6 millions de dollars à celui des 12 mois précédents, qui était de 47 millions de dollars. Cette diminution des dépenses s'explique par la fin du processus électoral à Haïti et par une nouvelle réduction des effectifs de la Mission de police civile.

20. L'état XVIII présente la situation financière de la Mission des Nations Unies en Afrique centrale (MINURCA). Les dépenses totales de la période allant du 15 avril au 30 juin 1998 ont atteint 17,6 millions de dollars.

C. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix

21. Le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (état XIX) a été établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, en tant que facilité de trésorerie devant permettre à l'Organisation de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix. Conformément à cette résolution, le montant initial du Fonds avait été fixé à 150 millions de dollars, dont 49,2 millions ont été financés par transfert de l'excédent cumulé du compte du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), 18,2 millions de dollars par prélèvement sur le compte du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et pour l'Iraq (GOMNUII) et 82,6 millions de dollars par prélèvement sur l'excédent cumulé du Fonds général de l'Organisation

des Nations Unies. Sur le montant autorisé pour le financement du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix, les prélèvements suivants n'ont encore pu être effectués par manque de disponibilités : 2,2 millions sur le compte GANUPT, 0,9 million de dollars sur le compte GOMNUII et 57,6 millions de dollars sur le Fonds général de l'Organisation des Nations Unies.

D. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

22. L'appui administratif que les services centraux fournissent à toutes les opérations de maintien de la paix est financé au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (état XX). Le compte d'appui tire ses recettes des charges imputées à chacune des opérations de maintien de la paix en cours, conformément à la décision de l'Assemblée générale. Pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin 1998, le montant total des dépenses d'appui administratif aux opérations de maintien de la paix, correspondant pour la plupart à des dépenses de personnel, a atteint 29 millions de dollars, contre 28,1 millions de dollars au cours des 12 mois précédents.

23. L'état XXI fait apparaître la situation financière de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi qui a été créée pour recevoir, inspecter, réparer, distribuer et entreposer le matériel en surplus provenant de missions achevées et/ou réduites et pour assembler et entretenir les équipements de départ des missions. Le financement de la Base de soutien logistique est assuré par prélèvement sur le budget des opérations de maintien de la paix en cours. Le montant total des dépenses de la Base de soutien logistique s'est élevé à 9,5 millions de dollars pour l'exercice considéré.

E. Opérations de maintien de la paix achevées

24. L'état XXII présente la situation financière de la MINUGUA. Aucune dépense n'a été engagée au cours de l'exercice dans la mesure où la Mission a cessé ses activités en mai 1997. La variation du solde du fonds est imputable aux intérêts, à des recettes diverses et à des économies réalisées sur des engagements de la période précédente, ou du fait de leur annulation.

25. L'état XXIV présente la situation financière de la MINUAR et de la MONUOR. Ces missions étant en liquidation, le total des dépenses de la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 n'était que de 0,2 million de dollars.

26. L'état XXV fait apparaître la situation financière de la MANUH qui a achevé son mandat le 30 juin 1996. La nette diminution du solde du fonds au cours de la période se terminant le 30 juin 1998 est due au remboursement de crédits aux États membres (8,2 millions de dollars), compensé en partie par des revenus provenant d'intérêts et des revenus divers de 5,3 millions de dollars.

27. L'état XXVI présente la situation financière de l'ONUMOZ qui est en phase de liquidation. La nette diminution du solde du fonds au cours de la période se terminant le 30 juin 1998 est due à des ajustements sur exercices antérieurs s'élevant à 2,9 millions de dollars, en partie compensés par des revenus provenant d'intérêts et des revenus divers de 2,5 millions de dollars, des économies réalisées du fait de l'annulation d'engagements contractés au cours d'exercices antérieurs, soit 1,6 million de dollars, ainsi qu'au remboursement de crédits aux États Membres de 52,3 millions de dollars.

28. L'état XXVII retrace les variations des soldes du fonds de l'ONUSOM qui est en phase de liquidation. Plusieurs dettes n'ont pu être réglées, dans la mesure où certains États n'ont pas encore acquitté la totalité de leur contribution au titre de cette opération. Les variations mineures du solde du compte pour la période qui a pris fin le 30 juin 1998 sont dues à des ajustements sur exercices antérieurs s'élevant à 0,6 million de dollars, en partie compensés par des revenus provenant d'intérêts et des revenus divers de 0,5 million de dollars et les économies réalisées sur des engagements au titre d'exercices antérieurs, ou du fait de l'annulation de ces engagements, d'un montant de 0,3 million de dollars.

29. L'État XXVIII présente les comptes de l'APRONUC, dont la plupart des activités ont pris fin en novembre 1993. La MIPRENUC a précédé l'APRONUC et l'Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge (état XXVIII) a été mise en place après la cessation des principales activités de l'APRONUC. Les variations des soldes des deux états auxquels il est fait référence pour la période considérée résultent principalement des revenus provenant d'intérêts et de revenus divers de 0,2 million de dollars, d'ajustements sur exercices antérieurs de 0,1 million de dollars, d'économies réalisées sur des engagements au titre d'exercices antérieurs, ou du fait de leur annulation, de 3,2 millions de dollars, et de remboursements de crédits aux États Membres de 8,7 millions de dollars.

30. L'état XXIX retrace les activités de l'ONUSAL. L'augmentation du solde du compte est imputable au revenu provenant des intérêts perçus au cours du cycle budgétaire.

31. Les états XXX à XXXIII présentent la situation financière du GANUPT (état XXX), du GOMNUII (état XXXI), le compte ad hoc de l'ONUC (état XXXII) et les comptes relatifs au Compte spécial de la FUNU (1956) (état XXXIII). Le compte ad hoc de l'ONUC et les comptes relatifs au Compte spécial sont toujours ouverts car plusieurs dettes ne peuvent être réglées, certains États Membres n'ayant pas encore acquitté la totalité de leurs contributions au titre de ces opérations.

Annexe

Informations complémentaires

1. La présente annexe comprend des tableaux et des informations complémentaires que le Secrétaire général est prié de soumettre.

Inscription de pertes de numéraire et d'effets à recevoir au compte des profits et pertes

2. Conformément à la règle de gestion financière 110.14, le Contrôleur ou, le cas échéant, le Secrétaire général a autorisé, après enquête approfondie, à passer par profits et pertes un montant de 272 000 dollars correspondant aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice financier allant du 1er janvier 1997 au 30 juin 1998. Dans chaque cas, il a été conclu, à la lumière des faits qui avaient pu être établis alors que : a) la responsabilité pour les pertes ne pouvait être imputée à un fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies; b) tous les moyens disponibles avaient été employés pour recouvrer les montants dus; et c) tout nouvel effort à cet égard serait infructueux.

Inscription de pertes de biens au compte des profits et pertes

3. Les pertes de biens survenues lors d'opérations de maintien de la paix, qui ont été déclarées au Comité du contrôle du matériel du Siège et approuvées par le Contrôleur, s'élevaient à 2,6 millions de dollars (montant calculé sur la base du prix d'achat), lesquelles ont été passées par profits et pertes pour l'exercice financier correspondant conformément à la règle de gestion financière 110.15. En conséquence, les soldes enregistrés pour les biens ont été ramenés au même niveau que ceux inscrits en comptabilité matières pour les quantités effectivement disponibles. Les détails des sommes passées par profits et pertes ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 110.10 b).

Chapitre II

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Siège, de 3 missions sur le terrain financées sur le budget ordinaire, de 13 missions spéciales et de 4 missions en cours de liquidation. Le Comité a également vérifié les états financiers des opérations de maintien de la paix relevant de comptes spéciaux couvrant l'exercice financier qui a pris fin le 30 juin 1998 et, à la demande de l'Assemblée générale, il a mené un audit spécial sur l'application des nouvelles procédures de remboursement du matériel appartenant aux contingents.

Principales conclusions du Comité :

a) Les demandes de remboursement présentées par les pays fournisseurs de contingents n'ont pas été consignées dans les comptes. Une vérification a révélé qu'il n'y avait pas de documents d'engagement de dépenses pour des demandes de remboursement dont le montant est évalué à 60,3 millions de dollars;

b) Le total des engagements non réglés, soit 1 milliard 210 millions de dollars, comprenait des engagements d'un montant de 97,4 millions de dollars qui pourraient n'être plus valables ou devoir être réimputés;

c) Dans le cadre du nouveau système de location de matériel appartenant aux contingents, avec ou sans services, la FORDEPRENU a engagé, pour l'exercice financier qui a pris fin le 30 juin 1998, des dépenses dépassant d'environ 1 million de dollars celles qui auraient été encourues dans le cadre de l'ancien système. Cette augmentation est principalement imputable à l'augmentation des valeurs génériques qui ont été retenues pour les différents articles dans le cadre du nouveau système;

d) Le Département des opérations de maintien de la paix n'a pas entretenu des relations suffisamment étroites avec les pays fournisseurs des troupes de la FORDEPRENU aux fins de déterminer les besoins en matériel;

e) Sur les 42 pays qui ayant fourni des contingents, 15 avaient signé un mémorandum d'accord et des accords pertinents avec l'Organisation tandis que les 27 autres n'avaient pas encore conclu de tels accords en octobre 1998;

f) Les nouvelles procédures relatives à la détermination des montants à rembourser aux États Membres pour le matériel appartenant aux contingents ne devaient pas entraîner d'augmentation des coûts des missions de maintien de la paix. Leur application rétroactive a toutefois entraîné des coûts supplémentaires pour l'Organisation;

g) La performance de l'un des fournisseurs des services d'appui à la MONUA n'a pas donné satisfaction et 50 membres du personnel de l'ONU ont continué à assurer des tâches qui auraient dû être exécutées par ce fournisseur, pour un coût de 300 000 dollars par mois. Le fournisseur n'a pas fourni la garantie de bonne exécution de 1 620 000 dollars;

h) Bien que le fournisseur des rations de la MONUA ait à plusieurs reprises manqué à ses obligations relatives à la quantité et à la qualité des aliments fournis, et opéré des substitutions de produits non autorisés, son contrat a été renouvelé quatre fois. Le contrat ne contenait pas de clause engageant la responsabilité du fournisseur en cas de mauvaise performance, et la garantie de bonne exécution, d'un montant de 343 745 dollars n'a pas été invoquée.

Principales recommandations du Comité des commissaires aux comptes :

a) Les états financiers des opérations de maintien de la paix enregistrant les dépenses selon la méthode de la comptabilité d'exercice, l'Administration devrait veiller à ce que toutes les dépenses se rapportant à un exercice financier soient enregistrées dans les comptes afin que les rapports financiers donnent des informations plus exactes;

b) L'Administration devrait examiner les 97,4 millions de dollars d'engagements non réglés qui pourraient n'être plus valables afin d'en déterminer la validité et de prendre les mesures appropriées. L'Administration devrait veiller à ce que les agents certificateurs effectuent des examens périodiques afin de confirmer que seuls des engagements valables restent consignés dans les comptes;

c) Le Département des opérations de maintien de la paix devrait réexaminer la juste valeur générique de marché des matériels majeurs, conformément aux prescriptions du Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement et au contrôle du matériel appartenant aux contingents et, le cas échéant, soumettre à l'Assemblée générale des propositions de révision;

d) L'Administration devrait conclure des mémorandums d'accord avec les 27 pays fournisseurs de contingents qui ne l'ont pas encore fait conformément aux procédures établies;

e) L'Administration devrait réexaminer les dispositions concernant l'application rétroactive de la nouvelle procédure de remboursement du matériel appartenant aux contingents et présenter à l'Assemblée générale des propositions visant à limiter le surcoût qui semble devoir en découler vraisemblablement;

f) La Division de l'administration et de la logistique des missions devrait résoudre dans les plus brefs délais les problèmes relatifs au marché passé pour la fourniture de services d'appui à la MONUA et obtenir d'urgence une garantie de bonne exécution pour s'assurer que le prestataire s'acquittera convenablement de ses obligations;

g) La Division de l'administration et de la logistique des missions devrait lancer un nouvel appel d'offres pour assurer l'approvisionnement de la MONUA en rations à des prix compétitifs. Le marché devrait comporter une clause engageant la responsabilité du fournisseur en cas de mauvaise exécution. Enfin, l'Administration devrait procéder à des retenues pour substitutions de marchandises non autorisées, non-respect des normes de qualité et livraisons incomplètes.

On trouvera au paragraphe 10 la liste complète des recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

A. Introduction

1. Comme il y est tenu aux termes des résolutions 74 (I), en date du 7 décembre 1946, 47/211, en date du 23 décembre 1992, et 49/233 A, en date du 23 décembre 1994, de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998. Cette vérification est effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement, ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA. Les normes en question exigent que le Comité organise et mène la vérification des comptes de manière à s'assurer, avec un degré raisonnable de certitude, qu'il n'y a pas d'erreur importante dans les états financiers.

2. Le Comité s'est attaché avant tout à déterminer si les dépenses enregistrées dans les états financiers pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 avaient servi à atteindre les objectifs approuvés par les organes directeurs : si les recettes et dépenses avaient été correctement répertoriées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financières; et si les états financiers des opérations de maintien de la paix donnaient une image fidèle de la situation financière au 30 juin 1998. Les vérificateurs ont procédé à un examen général des systèmes financiers et des contrôles internes ainsi qu'à une vérification par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives, dans toute la mesure jugée nécessaire par le Comité pour la formulation d'une opinion sur les états financiers.

3. Comme l'Assemblée générale l'y a invité au paragraphe 6 de sa résolution 47/211, le Comité a continué à élargir la portée de ses opérations de vérification des comptes tant au Siège qu'auprès des missions. Des vérifications ont été réalisées au Siège de l'ONU ainsi qu'auprès des missions de maintien de la paix et d'observation énumérées à l'annexe I du présent rapport du Comité, ainsi qu'à la Base de soutien logistique de l'ONU à Brindisi (Italie).

4. Outre qu'il a vérifié les comptes et les opérations financières, le Comité a examiné, comme l'article 12.5 du Règlement financier l'y autorise, l'efficacité des procédures financières, les contrôles financiers internes et la gestion des opérations de maintien de la paix. L'Assemblée générale a prié le Comité des commissaires aux comptes de suivre l'application de ses recommandations antérieures et de lui soumettre des rapports à ce sujet. Le présent rapport tient compte également, aux paragraphes 47 à 79, de la demande spéciale formulée dans la résolution 52/245 de l'Assemblée générale, en date du 26 juin 1998, concernant l'application des nouvelles procédures de remboursement du matériel appartenant aux contingents.

5. Le Comité a, comme par le passé, fait rapport sur les résultats de vérifications spécifiques dans des notes de gestion contenant des observations et des recommandations détaillées à l'intention de l'Administration.

6. Le présent rapport aborde des questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Toutes les observations et conclusions figurant dans le rapport ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration, dont les vues ont été présentées lorsqu'il y avait lieu.

7. Les principales recommandations du Comité sont récapitulées au paragraphe 10. Les conclusions détaillées sont exposées aux paragraphes 12 à 143.

1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été entièrement appliquées

8. Conformément au paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997, le Comité des commissaires aux comptes a indiqué ci-après celles de ses recommandations formulées dans ses rapports relatifs à l'exercice biennal 1994-1995¹ dont l'application par l'Administration laisse à désirer :

a) Il faudrait élaborer des procédures standard concernant le transfert et la réception de biens afin d'accélérer les opérations et de rendre le processus de cession des actifs plus transparent [recommandation 10 d)];

Les observations de l'Administration et du Comité des commissaires aux comptes figurent dans les sections pertinentes du présent rapport.

b) Lorsqu'un gouvernement n'est pas en mesure de fournir gratuitement des locaux appropriés conformément à l'accord sur le statut des forces, la mission devrait solliciter son aide pour obtenir des locaux commerciaux à un loyer raisonnable et équitable [recommandation 10 e)];

L'Administration a informé le Comité qu'un projet révisé d'accord modèle sur le statut des forces prenant en compte les recommandations du Comité avait été distribué pour commentaires en novembre 1998 et qu'un projet révisé serait présenté pour approbation à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-troisième session. L'Administration a également informé le Comité que pour obtenir des locaux commerciaux à un loyer raisonnable, les missions de maintien de la paix demandaient l'aide des gouvernements concernés. Toutefois, la participation des gouvernements à des négociations commerciales ne pouvait être que limitée quand elle n'était pas impossible. Le Comité a reconnu que des mesures avaient été prises dans ce domaine et qu'il garderait cette question à l'étude.

9. En application de la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, le Comité a examiné les mesures prises par l'Administration pour donner suite aux recommandations qu'il a formulées dans son rapport sur l'exercice se terminant le 30 juin 1997. Les mesures adoptées par l'Administration sont exposées en détail à l'annexe II du présent rapport. À cet égard, le Comité a pris note de l'observation de l'Administration selon laquelle, en matière de planification des achats, la mise en oeuvre des recommandations du Comité devrait permettre de réaliser des économies d'un montant estimatif d'au moins 18 millions de dollars au cours de l'exercice biennal 1998-1999.

2. Principales recommandations

10. Les principales recommandations du Comité sont les suivantes :

a) **L'objet des états financiers des opérations de maintien de la paix étant de comptabiliser les dépenses sur la base de l'exercice, l'Administration devrait faire en sorte que toutes les dépenses relatives à un exercice donné soient inscrites dans les comptes de l'exercice pour une plus grande exactitude des rapports financiers (par. 16);**

b) **L'Administration devrait vérifier la validité des engagements non réglés, d'un montant de 97,4 millions de dollars, mentionnés par les auditeurs et prendre les mesures qui s'imposent. Elle devrait veiller à ce que les agents certificateurs examinent périodiquement les engagements non réglés pour que seuls les engagements valables subsistent dans les comptes (par. 26);**

c) **L'Administration devrait examiner sans tarder les écritures rejetées par le SIG afin de procéder rapidement aux ajustements voulus. Les crédits ouverts pour**

l'exercice en cours ne devraient pas servir à régler des dépenses engagées lors d'un exercice précédent (par. 31);

d) Le Département des opérations de maintien de la paix devrait revoir la juste valeur marchande générique des matériels majeurs fixée dans le Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement et au contrôle du matériel appartenant aux contingents fournis par les États aux missions de maintien de la paix et soumettre des propositions de révision à l'Assemblée générale selon qu'il conviendra (par. 57);

e) Le Département des opérations de maintien de la paix devrait procéder à des évaluations sur le lieu des missions pour déterminer les besoins effectifs en matériel appartenant aux contingents (par. 62);

f) L'Administration devrait signer des mémorandums d'accord avec les 27 pays ayant fourni des contingents mentionnés par les auditeurs, conformément aux procédures établies (par. 70);

g) L'Administration devrait réexaminer les dispositions concernant l'application rétroactive de la nouvelle procédure de remboursement du matériel appartenant aux contingents et présenter à l'Assemblée générale des propositions visant à limiter le surcoût qui semble devoir en découler (par. 79);

h) Le Département des opérations de maintien de la paix et la FNUOD devraient s'assurer que les procédures de recrutement arrêtées par le Bureau de la gestion des ressources humaines sont respectées (par. 94);

i) La Division de l'administration et de la logistique des missions doit régler dans les plus brefs délais les problèmes relatifs au marché passé pour la fourniture de services d'appui à la MONUA et, pour s'assurer de la qualité de ces services, obtenir d'urgence la garantie de bonne exécution demandée au fournisseur (par. 101);

j) La Division de l'administration et de la logistique des missions devrait lancer un nouvel appel d'offres pour assurer l'approvisionnement de la MONUA en rations à des prix compétitifs et inclure dans le contrat une clause engageant la responsabilité du fournisseur en cas de mauvaise exécution. L'Administration devrait procéder à des retenues pour substitutions non autorisées de marchandises, non respect des normes de qualité et livraisons incomplètes (par. 109).

11. Les autres recommandations du Comité figurent aux paragraphes 12 a) et b), 24, 29, 33, 39, 43, 82, 85, 90, 101, 104, 117, 120, 128, 129, 134, 137 et 140.

B. Questions financières

1. Normes comptables pour le système des Nations Unies

12. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié si les états financiers des opérations de maintien de la paix pour l'exercice se terminant le 30 juin 1998 étaient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies. Il a constaté qu'ils y étaient généralement conformes en ce qui concernait la présentation, mais qu'il y avait beaucoup à faire pour qu'ils concordent parfaitement avec elles. Les améliorations doivent principalement porter sur les éléments suivants :

a) État des crédits ouverts. Il n'y avait pas, dans les états financiers, d'état ou de tableau récapitulatif des crédits ouverts au titre des opérations de maintien de la paix indiquant les crédits ouverts, les dépenses et les soldes des fonds. **Le Comité recommande que les états financiers comportent un état ou tableau récapitulatif des crédits ouverts,**

conformément au paragraphe 7 des normes comptables pour le système des Nations Unies;

b) Principes comptables essentiels. La définition des dépenses ne figurait pas dans l'exposé des principes comptables essentiels indiqués dans la note 2 afférente aux états financiers. L'Administration se propose de faire figurer une note séparée concernant les dépenses dans les futurs états financiers. **Le Comité recommande que la note afférente aux états financiers relative aux principes comptables essentiels comprenne la définition des dépenses.**

2. Passif non comptabilisé

13. Le Comité a constaté que certaines demandes de remboursement soumises par des pays qui fournissent des contingents n'avaient pas été comptabilisées. Dans certains cas, les demandes de remboursement n'étaient pas assorties de lettres d'attribution, dans d'autres, des lettres d'attribution avaient été émises, mais les dépenses engagées correspondantes ne figuraient pas dans les comptes, et dans d'autres encore, les fonds disponibles n'étaient pas suffisants pour rembourser les sommes demandées.

14. Le montant total des sommes dues au titre de ces demandes de remboursement ne peut être déterminé avec précision que si les demandes sont examinées et vérifiées rapidement et si elles concordent avec les engagements non réglés apparaissant dans les comptes. On trouvera ci-après deux exemples de demandes de remboursement soumises par des pays qui fournissent des contingents :

a) Des demandes de remboursement d'un montant de 19,4 millions de dollars soumises par des pays ayant fourni des contingents à l'ONUSOM et à la FORPRONU n'avaient pas été comptabilisées faute d'engagement de dépenses. En outre, la Division de l'administration et de la logistique des missions évaluait à 37,6 millions de dollars le montant de demandes de remboursement pour lesquelles aucun engagement n'avait été prévu;

b) Une demande de remboursement d'un montant de 1,4 million de dollars concernant des services d'hélicoptère fournis à l'ONUSOM n'était pas assortie de la lettre d'attribution la justifiant. De même, une demande d'un montant de 1,9 million de dollars concernant la MINUAR, soumise au mois d'octobre 1997, avait été examinée et approuvée par la Division de l'administration et de la logistique des missions au mois de mars 1998. Dans les deux cas, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité n'avait pas remboursé les sommes demandées, aucun fonds n'ayant été réservé à cet effet.

15. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a fait savoir au Comité qu'il se proposait de soumettre à l'Assemblée générale une proposition concernant les ressources nécessaires pour financer les demandes non remboursées pour lesquelles le Département des opérations de maintien de la paix n'a pas prévu de réserve dans les comptes des missions intéressées.

16. L'objet des états financiers des opérations de maintien de la paix étant de comptabiliser les dépenses sur la base de l'exercice, le Comité recommande que l'Administration fasse en sorte que toutes les dépenses relatives à un exercice donné soient inscrites dans les comptes de l'exercice pour une plus grande exactitude des rapports financiers.

3. Contributions mises en recouvrement et non acquittées

17. Le Comité a constaté que, sur le total de l'actif à court terme – 2 milliards 751 millions de dollars – au 30 juin 1998 (état II), 1 milliard 807 millions de dollars (soit 66 %)

représentaient des contributions mises en recouvrement à recevoir d'États Membres. Dans ces 1 milliard 807 millions de dollars de contributions mises en recouvrement et non acquittées se trouve un montant de 227,6 millions de dollars (13 %) que, pour les diverses raisons exposées dans la note 4 afférente aux états financiers, certains États Membres ont déclaré ne pas vouloir acquitter. Sur les 227,6 millions de dollars, 67,5 millions ont été transférés au compte spécial pour les contributions mises en recouvrement et non acquittées, conformément aux résolutions que l'Assemblée générale a adoptées sur la question ces 16 dernières années, et 108,8 millions se rapportant à deux missions terminées (l'ONUC et la FUNU 1956) étaient restés dans des comptes pour contributions mises en recouvrement à recevoir pour des périodes allant de 31 à 34 ans.

18. Le Comité a réservé son opinion sur cette question en ce qui concerne les périodes financières se terminant le 31 décembre 1993, le 31 décembre 1995 et le 30 juin 1997, considérant qu'il était contraire au principe de prudence régissant la présentation des états financiers d'inclure des sommes dues de longue date dans les contributions mises en recouvrement à recevoir. Il considère aussi que cela fausse le calcul de l'état des liquidités des opérations de maintien de la paix.

19. Rien n'est prévu dans les normes comptables pour le système des Nations Unies au sujet de la prise en compte des contributions mises en recouvrement que les États Membres ont déclaré ne pas vouloir acquitter. Le Comité note que le Comité consultatif pour les questions administratives (finances et budget) examinera la norme comptable qui s'y rapporte en 1999 et il pense, comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, que la priorité devrait être donnée à cet examen aux fins de l'amélioration de la présentation des rapports financiers. Le Comité a décidé d'attendre les résultats de l'examen pour donner son opinion sur la question.

4. Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix

20. Le Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, en tant que facilité de trésorerie devant permettre de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix, en particulier au moment de la phase de démarrage de missions nouvelles ou élargies, en attendant la rentrée des contributions mises en recouvrement. Le montant du Fonds a été fixé à 150 millions de dollars, à prélever sur le Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (82,6 millions de dollars), sur le compte du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (49,2 millions de dollars) et sur celui du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (18,2 millions de dollars).

21. Au 30 juin 1998, les deux missions susmentionnées, qui étaient achevées, et le Fonds général de l'Organisation des Nations Unies devaient au Fonds 3 140 000 dollars et 57,6 millions de dollars respectivement. Voilà plus de trois ans que ces sommes sont dues. Au 30 juin 1998, le montant du Fonds s'élevait à 105,5 millions de dollars, compte tenu des 12,9 millions de dollars d'intérêts accumulés entre 1996 et 1998.

22. L'Administration a informé le Comité que le Fonds général n'était pas encore en mesure de transférer au Fonds le montant de 57,6 millions de dollars, conformément à la résolution 47/217, en raison du fait que quelques États Membres n'avaient pas encore acquitté leur quote-part à l'Organisation.

23. Le Comité a noté que le Fonds avait avancé 2,5 millions de dollars pour le financement initial de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA) pendant l'exercice se terminant le 30 juin 1998. Par suite d'une erreur d'opération lors du dernier versement de l'avance de 635 000 dollars faite au mois de juillet 1998, le montant a été entré à tort dans l'état financier du Fonds (état XIX) au 30 juin 1998 sous comptes créditeurs et

sous comptes débiteurs. En conséquence, les deux comptes ont été «gonflés» de 635 000 dollars.

24. Étant donné que cette opération concerne l'exercice se terminant le 30 juin 1999, **le Comité recommande que l'Administration prenne les mesures voulues pour que l'avance de 635 000 dollars soit correctement inscrite dans les comptes du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix.**

5. Engagements non réglés

25. Il ressort des états financiers que le montant des engagements non réglés s'élevait à 1 milliard 200 millions de dollars au 30 juin 1998. Les agents certificateurs sont tenus de procéder périodiquement à des examens des engagements non réglés pour vérifier s'ils sont toujours valables. Le Comité a constaté que ces examens laissaient parfois à désirer. Ainsi, il a vérifié les dépenses engagées en 1996 par trois missions (UNAVEM, FINUL et FPNU) pour un montant de 421,2 millions de dollars, qui n'était pas réglé au 30 juin 1998. Il a constaté que des engagements d'un montant de 97,4 millions de dollars pourraient ne plus être valables ou pourraient devoir être réimputés dans les comptes.

26. **Le Comité recommande que l'Administration vérifie la validité de ces engagements non réglés, d'un montant de 97,4 millions de dollars, et prenne les mesures qui s'imposeront. Il recommande aussi qu'elle veille à ce que les agents certificateurs examinent périodiquement les engagements non réglés pour que seuls les engagements valables subsistent dans les comptes.**

27. Selon l'Administration, certains engagements non réglés continuaient à figurer dans les comptes même après avoir été acquittés en raison de retards dans le traitement des bordereaux interservices, en particulier en ce qui concerne les FPNU, dont les engagements non réglés s'élèvent à environ 75 millions de dollars. En outre, des affaires en litige et des problèmes non résolus avec des fournisseurs dans des bureaux extérieurs ont fait que certains des engagements ont dû être reportés dans les comptes. L'Administration a fait savoir au Comité qu'elle s'occupait de la question de l'arriéré des bordereaux interservices ainsi que de l'examen des engagements non réglés afin que les modifications voulues soient apportées aux comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice en cours.

28. Le Comité a examiné plusieurs cas d'engagements non réglés concernant les Forces de paix des Nations Unies (FPNU). En février et mars 1993, une entreprise a envoyé des factures d'un montant total de 159 214 marks allemands (environ 91 000 dollars). Ces factures n'ont pas été payées pendant cinq ans, d'abord à cause d'une différence de 122 marks entre le prix facturé et celui des marchandises livrées, et ensuite parce que la Mission avait égaré les factures originales. L'entreprise a finalement sollicité l'intervention de la Mission permanente de son pays auprès de l'Organisation des Nations Unies pour se faire payer. Le Comité note que la facture a été réglée, mais il déplore qu'il ait fallu tant de temps pour le faire.

6. Bordereaux interservices

29. Sur la base d'une vérification par sondage des bordereaux interservices dans certaines missions, le Comité a constaté qu'au 31 décembre 1997, 51,9 millions de dollars correspondant à des bordereaux interservices non approuvés figuraient dans les comptes des Forces de paix des Nations Unies. Il s'agissait des dépenses occasionnées par la mise en place et l'administration des nouvelles missions dans l'ex-Yougoslavie – Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental, Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine et Force de déploiement préventif des Nations Unies – et la plupart de ces dépenses avaient été engagées pendant le premier semestre de 1996. Les

FPNU attendaient que le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité les autorise à approuver ces dépenses. **Le Comité recommande qu'en consultation avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, le Département des opérations de maintien de la paix mette tout en oeuvre pour autoriser toutes les dépenses faisant l'objet de bordereaux interservices qui attendent d'être approuvés depuis 1996.**

7. Erreur dans la comptabilisation des dépenses

30. Dans le cas de la MONUA, sur les 12 230 000 dollars inscrits au titre des dépenses relatives aux rations destinées aux contingents militaires au 30 juin 1998, 2 490 000 dollars (20 %) se rapportaient à des exercices comptables précédents à l'occasion desquels les paiements avaient été refusés par le SIG faute d'engagements suffisants. Le Comité considère que le montant des dépenses inscrites dans l'état financier a été gonflé de 2 490 000 dollars. De même, sur les 14 330 000 dollars représentant les dépenses au titre de la location/affrètement d'avions, 980 000 dollars (7 %) ont été inscrits à tort dans les engagements non réglés de l'exercice précédent.

31. **Le Comité recommande que l'Administration examine sans tarder des écritures rejetées par le SIG afin de procéder rapidement aux ajustements voulus. Les crédits ouverts pour l'exercice en cours ne devraient pas servir à régler des dépenses engagées lors d'un exercice précédent.**

32. La vérification des comptes de la MONUG a fait apparaître un déficit de trésorerie de 35 642 dollars. La MONUG a fait savoir au Comité que le coffre-fort du caissier qui contenait cette somme avait été volé au mois de mai 1998. Le Comité a constaté que le bureau du caissier n'était pas suffisamment bien protégé et que la sécurité du coffre-fort n'avait pas été suffisamment bien assurée pour éviter ce vol. Autre manquement à la sécurité, le solde de trésorerie journalier n'avait pas été rapporté par le caissier pour être conservé dans la chambre forte de la Mission. Bien que la MONUG ait procédé à une enquête, les auteurs du vol n'avaient pas pu être retrouvés et le coffre-fort et son contenu n'avaient été retrouvés qu'au mois d'octobre 1998. La Mission a porté l'affaire à la connaissance du Siège pour qu'il y soit donné suite.

33. Le Comité a noté que le montant volé (35 642 dollars) avait été classé comme charge différée dans les états financiers de la MONUG pour l'exercice se terminant le 30 juin 1998. Étant donné que les charges différées ne devraient comprendre que les dépenses dont le règlement n'est pas exigible pendant l'exercice en cours, **le Comité recommande qu'un compte «fonds manquants» soit ouvert pour les sommes volées tant qu'il n'a pas été définitivement constaté qu'elles ont été récupérées ou qu'elles n'ont pas été passées par profits et pertes.**

34. L'Administration étudie la question de savoir quelle serait la meilleure façon de procéder pour faire figurer ce genre d'opération dans l'état financier.

8. Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de biens au compte des profits et pertes

35. Conformément à la règle de gestion financière 111.10 b), le Comité a reçu un état détaillé des pertes de numéraire, de marchandises et d'autres avoirs qui ont été passés par profits et pertes pendant l'exercice se terminant le 30 juin 1998. Un montant total de 271 982 dollars a été passé par profits et pertes dans les états financiers par suite de pertes de numéraire, d'effets à recevoir et de créances, conformément à la règle 110.14 a). Pour la

période de 18 mois comprise entre le 1er janvier 1996 et le 30 juin 1997, le montant correspondant s'élevait à 3 938 771 dollars.

36. En outre, des articles endommagés (du fait notamment d'accidents de véhicules, d'incendies ou de tempêtes) et manquants (écart d'inventaire, pertes et vols), d'une valeur de 2 575 652 dollars concernant 13 missions ont été passés par profits et pertes, conformément à la règle de gestion financière 110.15, pendant l'exercice se terminant le 30 juin 1998, selon les indications données par le Comité de contrôle du matériel du Siège (voir tableau ci-dessous).

Montants passés par profits et pertes pour la période comprise entre le 1er juillet 1997 et le 30 juin 1998

(En dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Montant</i>
FINUL	689 018
FNUOD	14 655
FPNU	1 420 640
MANUH	163 729
MINUAR	57 076
MINUBH	18 007
MINURSO	11 368
MONUIK	71 956
MONUL	24 135
MONUT	35 731
ONUSOM	52 788
UNAVEM	1 705
UNFICYP	14 844
Total	2 575 652

37. Dans son rapport portant sur la période de 18 mois se terminant le 30 juin 1997, le Comité s'était dit préoccupé par le temps qu'il fallait pour que le Siège donne son approbation définitive aux passations par profits et pertes et des incidences que cela avait pour l'inscription des montants en question dans les états financiers. Il a constaté, au cours de la présente vérification des comptes, qu'il n'y avait pas eu d'amélioration véritable dans ce domaine et il a noté avec préoccupation que des montants que des missions avaient passés par profits et pertes en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués, n'avaient pas été portés à sa connaissance. Par exemple, il a constaté que les FPNU avaient passé par profits et pertes des montants d'une valeur totale de 24,7 millions de dollars, mais qu'il n'en avait rien su. L'Administration a reconnu qu'il y avait une faille dans la comptabilisation des montants que les missions passaient par profits et pertes et qu'elle allait donc revoir les dispositions applicables en la matière.

38. Dans le présent rapport, sous le titre «Questions de gestion» ci-dessous, le Comité se déclare préoccupé par la lenteur avec laquelle sont examinés les cas soumis au Comité de contrôle du matériel, le temps pouvant avoir des conséquences fâcheuses sur la valeur des biens durables indiquée dans la note 9 relative aux états financiers.

39. **Le Comité recommande que l'Administration indique aussi dans la note 9 relative aux états financiers la valeur des biens durables dont l'inscription au compte des profits et pertes est en attente.**

9. Paiements *ex gratia*

40. L'Administration a informé le Comité qu'aucun paiement *ex gratia* n'avait été fait pendant l'exercice se terminant le 30 juin 1998.

C. Questions de gestion

1. Achats

41. Pendant la période comprise entre le 1er juillet 1997 et le 30 juin 1998, la Division des achats a délivré 494 bons de commande d'une valeur totale de 143,3 millions de dollars pour l'achat des 25 principaux biens et services destinés aux opérations de maintien de la paix, contre 83,5 millions de dollars (430 bons de commande) pour l'exercice se terminant le 30 juin 1997, soit une augmentation de 61 %. Cette tendance à la hausse est imputable principalement à l'augmentation des dépenses relatives aux opérations aériennes (59 %), aux véhicules automobiles, aux pièces de rechange et accessoires (434 %) et à l'appui logistique (1 057 %).

42. Le Comité a constaté que le nombre d'opérations de maintien de la paix en cours avait diminué. Pendant les 12 mois compris entre le 30 juin 1997 et le 30 juin 1998, il a été prévu de réduire de 33 % l'effectif des forces opérationnelles, de 15 % le nombre des observateurs militaires et des agents de la police civile, de 17 % le nombre des fonctionnaires recrutés sur les plans international et local et de 22 % l'effectif des contingents sur le terrain.

43. Le Comité recommande que l'Administration suive de près l'augmentation du volume des achats destinés aux opérations de maintien de la paix, en particulier en ce qui concerne les opérations aériennes, les véhicules à moteur, les pièces de rechange et accessoires et l'appui logistique, compte tenu de la diminution générale de l'ampleur des opérations de maintien de la paix.

44. L'Administration a informé le Comité que la Division de l'administration et de la logistique des missions et la Division des achats s'étaient efforcées de mettre au point une politique plus cohérente et plus rationnelle pour la surveillance du volume des achats destinés aux opérations de maintien de la paix, en particulier en ce qui concernait les opérations de transport aérien, l'acquisition de véhicules et de pièces de rechange et les marchés relatifs aux moyens logistiques. L'Administration a ajouté qu'il existait, pour chacun de ces domaines, des programmes très complets que l'on perfectionnait encore actuellement en vue de les incorporer dans le système de soutien logistique des missions, qui serait prêt pour le passage à l'an 2000.

45. Le nombre des dossiers soumis a posteriori au Comité des marchés du Siège – soit 111, représentant des marchés d'une valeur totale de 81,7 millions de dollars pendant le précédent exercice de 18 mois compris entre le 1er janvier 1996 et le 30 juin 1997 – est passé à cinq, représentant des contrats d'une valeur totale de 3,5 millions de dollars pendant l'exercice financier de 12 mois qui s'est terminé le 30 juin 1998. Le nombre des dossiers présentés en partie a posteriori, qui avait été de 123, représentant des contrats d'une valeur totale de 106,7 millions de dollars pendant l'exercice de 18 mois s'étant terminé le 30 juin 1997, a diminué lui aussi, passant à six, représentant des contrats d'une valeur totale de 4,3 millions de dollars pour l'exercice s'étant terminé le 30 juin 1998.

46. L'Administration a attribué la réduction considérable du nombre et de la valeur des dossiers soumis en tout ou en partie a posteriori au Comité des marchés du Siège essentiellement au fait que les niveaux auxquels le pouvoir d'autoriser des achats était délégué avaient été revus, que la Division des achats planifiait davantage les achats et que l'Administration

veillait à ce que soient strictement respectées les règles applicables en l'espèce. Le Comité prend note avec satisfaction de la réduction considérable du nombre de marchés examinés a posteriori.

2. Matériel appartenant aux contingents

47. Dans son rapport sur le financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (A/52/860/Add.1), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait noté que les dépenses prévues pour le remboursement du matériel appartenant aux contingents pour la période considérée étaient passées de 6 807 600 dollars conformément à l'ancien système de remboursement à plus du double conformément au nouveau système. Il avait constaté avec préoccupation que le processus de négociation du montant des remboursements avec les pays qui fournissent des contingents était inapproprié et que les Nations Unies avaient peut-être été contraintes de payer pour plus de matériel qu'il n'était nécessaire.

48. Conformément à la résolution 52/245 de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à une vérification des comptes relatifs aux sommes remboursées aux États Membres qui utilisent leur matériel. Ses conclusions sont exposées ci-après.

49. L'Organisation a pour politique de rembourser aux pays le coût des contingents et du matériel qu'ils fournissent pour les opérations de maintien de la paix. Jusqu'en 1997, les pays étaient remboursés selon un système fondé sur la valeur effective après amortissement des biens amenés par les contingents et de tous articles consommables qu'ils avaient utilisés. Les pays qui fournissent des contingents pouvaient fournir un appui supplémentaire – des pièces de rechange pour le matériel, par exemple – moyennant accord avec les Nations Unies. Ces accords étaient officialisés sous forme de lettres d'attribution, qui servaient ensuite aux pays à se faire rembourser par l'Organisation. La mission faisait un inventaire du matériel à l'arrivée et au départ des contingents et c'est sur la base de ces inventaires qu'était négocié le montant du remboursement lorsqu'un pays cessait de participer à une mission.

50. De l'avis de tous les protagonistes, ce système était pesant, coûteux et difficile à gérer, si bien qu'après de longues discussions entre les États Membres, l'Assemblée générale a adopté un nouveau système de remboursement, entré en vigueur au mois de juillet 1996, conformément auquel, selon la formule de la «location avec services» (remboursement de la location et de l'entretien du matériel appartenant aux contingents) et de la «location sans services» (remboursement de la location du matériel appartenant à des contingents), l'Organisation payait un montant forfaitaire pour chaque type de biens, indépendamment de la valeur d'origine et de la valeur après amortissement. En outre, la formule de la location avec services rendait les lettres d'attribution inutiles, puisque les pays étaient réputés avoir conclu un marché avec l'Organisation pour la fourniture de services et non de biens. C'était donc aux pays qu'il appartenait de veiller à ce que le matériel soit bien entretenu et pleinement opérationnel. Avant le déploiement d'un contingent, le pays qui le fournissait et les Nations Unies étaient tenus de s'entendre sur le matériel et les services qui seraient fournis et ce dont ils étaient convenus faisait l'objet d'un memorandum d'accord officiel.

a) Matériel appartenant aux contingents constituant la FORDEPRENU

51. On trouvera ci-après un état récapitulatif des prévisions de dépenses concernant la location du matériel appartenant aux contingents constituant la FORDEPRENU pour la période de 18 mois se terminant le 30 juin 1997 :

Prévisions initiales (ancien système) : 6 807 600 dollars

Prévisions révisées (ancien système) : 7 358 160 dollars

Prévisions définitives (ancien système) : 13 300 000 dollars

Prévisions définitives (nouveau système) : 14 300 000 dollars

Augmentation (différence entre l'ancien et le nouveau système) : 1 000 000 dollars

Les différences entre ces diverses prévisions de dépenses sont examinées ci-après.

52. Dans son rapport du 16 janvier 1998 (A/52/768), le Secrétaire général fixait à 6 807 600 dollars le montant initial à inscrire au budget pour le remboursement de la location du matériel appartenant à des contingents. Ce chiffre avait été calculé par le Département des opérations de maintien de la paix comme équivalent à 10 % par an de la valeur de l'inventaire à l'arrivée (45 538 400 dollars) appliqué à la période de 18 mois sur laquelle portait le budget. Le chiffre de 10 % était une approximation qu'utilisait le Département des opérations de maintien de la paix pour calculer les dépenses afférentes à la location du matériel appartenant à des contingents à inscrire au budget selon l'ancien système de remboursement. La Division de l'administration et de la logistique des missions s'est aperçue, après la publication du rapport, qu'elle avait omis des biens appartenant au contingent d'un Etat Membre et que la valeur exacte du total des biens était de 49 054 400 dollars. Calculées à l'aide du taux de 10 %, les dépenses à inscrire au budget pour le remboursement selon l'ancien système auraient été de 7 358 160 dollars et non de 6 807 600 dollars pour la période de 18 mois.

53. Si la mission avait effectivement appliqué l'ancien système de remboursement, la Division de l'administration et de la logistique des missions estime que le montant effectif des dépenses aurait été de 13,3 millions de dollars, soit beaucoup plus que le montant de 6,8 millions de dollars initialement inscrit au budget, ou même du montant révisé de 7,4 millions de dollars. Le montant effectif des dépenses prévu par la Division conformément à l'ancien système, fondé sur le barème des taux figurant dans le Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement et au contrôle du matériel appartenant aux contingents fournis par les États aux missions de maintien de la paix, comprenait 11,8 millions de dollars pour le remboursement après amortissement et environ 1,5 million de dollars pour le remboursement des biens consommables qui auraient été remboursables au titre de lettres d'attribution.

54. La Division de l'administration et de la logistique des missions estime que, conformément au nouveau système de remboursement, le montant total des dépenses relatives au matériel sera d'environ 12,7 millions de dollars et le coût du soutien logistique autonome d'environ 3,1 millions de dollars, soit, au total, 15,8 millions de dollars. Il ressort de la vérification initiale du matériel fourni par le bataillon mentionné plus haut à laquelle la mission a procédé que des erreurs dans le classement du matériel réduiraient le coût d'environ 1,5 million de dollars pour la période considérée. La Division estime donc maintenant à environ 14,3 millions de dollars le coût total du remboursement calculé selon le nouveau système pour la période comprise entre le 1er janvier 1996 et le 30 juin 1997.

Raisons de l'augmentation

55. Le Comité a cherché à savoir pourquoi le nouveau système de calcul du remboursement, tel qu'appliqué à la FORDEPRENU, entraînerait des dépenses d'un montant total de 14,3 millions de dollars, soit près d'un million de plus que si elles avaient été calculées selon l'ancien système. Il a constaté que c'était la location des véhicules qui était responsable de l'augmentation; les véhicules constituent en effet près de 97,5 % du matériel lourd faisant l'objet d'accords de location avec services avec la FORDEPRENU. Selon l'ancien système, la valeur des véhicules après amortissement était d'environ 9,4 millions de dollars, alors que selon la nouvelle formule de location avec services, elle passerait probablement à 11,2 millions de dollars, soit une augmentation de 1,8 million de dollars.

56. Le Comité a sélectionné 20 types de véhicules détenus par les bataillons et en a comparé la valeur lors de l'inventaire à l'arrivée et la juste valeur marchande générique fixée pour la location, avec et sans services. La juste valeur marchande générique était supérieure à la valeur lors de l'inventaire à l'arrivée pour 14 des types de véhicule et inférieure pour les six autres. C'est pour les véhicules blindés de transport de troupes que la différence entre ces deux valeurs était la plus grande. Le contingent d'un État Membre avait 28 véhicules blindés de transport de troupes, dont chacun valait 235 900 dollars lors de l'inventaire à l'arrivée. Le contingent d'un autre État Membre en avait 33, dont chacun valait 239 489 dollars lors de l'inventaire à l'arrivée. La juste valeur marchande générique de ces véhicules est de 554 313 dollars dans le cadre de la location avec services et de la location sans services. C'est dire que, selon la formule de la location, avec et sans services, la valeur des véhicules blindés de transport de troupes est supérieure de près de 19,3 millions de dollars à ce qu'elle aurait été selon l'ancien système de remboursement. Le Comité a calculé les montants qui seraient payés selon l'un et l'autre système à partir de ces valeurs. Pour la période de 18 mois se terminant le 30 juin 1997, les Nations Unies paieront, pour les véhicules blindés de transport de troupes, près de 1,4 million de plus selon la formule de la location avec services qu'elles n'en auraient payé selon l'ancien système.

57. Il y a aussi de grandes différences entre la juste valeur marchande générique et la valeur lors de l'inventaire à l'arrivée dans le cas d'autres types de véhicule – les véhicules utilitaires, par exemple – mais ces différences sont particulièrement sensibles dans le cas des véhicules blindés de transport de troupes en raison du nombre de véhicules et des différences de valeurs. **Le Comité recommande donc que le Département des opérations de maintien de la paix revoie la juste valeur marchande générique des matériels majeurs fixée dans le Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement du matériel appartenant à des contingents fournis par les États aux missions de maintien de la paix et soumette des propositions de révision à l'Assemblée générale selon qu'il conviendra.**

Négociation des mémorandums d'accord

58. Après que l'Assemblée générale eut décidé, dans sa résolution 50/222 du 11 avril 1996, d'adopter le nouveau système de remboursement, on a donné aux pays qui fournissent des contingents aux opérations en cours le choix d'être remboursé selon l'ancien ou le nouveau système. En outre, conformément à la disposition 2.2.7 du Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement du matériel appartenant à des contingents, les pays qui fournissent des contingents et les Nations Unies sont tenus de conclure et de signer un mémorandum d'accord avant l'envoi des contingents sur le théâtre d'une opération de maintien de la paix. Dans le cas des pays qui ont opté pour le nouveau système de remboursement alors qu'ils avaient déjà des contingents sur le terrain, il n'était manifestement pas possible que des négociations aient lieu avant l'envoi des contingents comme le prévoient les nouvelles dispositions. C'est pourquoi, dans le cas des FPNU, de l'ATNUSO et de la FORDEPRENU, les Nations Unies ont dû négocier les mémorandums d'accord à partir des données figurant dans les inventaires à l'arrivée établis conformément à l'ancien système de remboursement.

59. La FORDEPRENU a communiqué des inventaires à l'arrivée pour tous les bataillons à la Division de l'administration et de la logistique des missions le 5 décembre 1996. Toutefois, dans le cas d'un État Membre, ce n'est qu'au mois de mai 1997 que le Département des opérations de maintien de la paix a soumis un projet de mémorandum d'accord, qui n'a été définitivement accepté et signé qu'au mois de novembre 1998. Dans le cas d'un autre État Membre, un projet de mémorandum d'accord n'a été soumis qu'au mois d'août 1997 et signé seulement au mois de juin 1998.

60. En 1997, c'est le Service de la planification des missions du Département des opérations de maintien de la paix qui était chargé d'établir les projets de mémorandums d'accord et la liste de l'équipement lourd. L'effectif du Service est composé presque exclusivement de personnel militaire détaché à titre gracieux et c'est ce personnel qui s'est occupé de la question du matériel appartenant à des contingents de la FORDEPRENU. Un des quatre militaires qui ont participé à l'établissement du mémorandum d'accord de la mission était originaire d'un pays qui avait fourni un contingent. À la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix, c'est aussi du personnel militaire détaché à titre gracieux qui était chargé d'établir le mémorandum, mais généralement sous la supervision de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. La partie du mémorandum relative au soutien logistique autonome a été préparée par le Service de la logistique et des communications de la Division de l'administration et de la logistique des missions. Les deux personnes qui en étaient directement chargées faisaient partie du personnel militaire détaché à titre gracieux et étaient l'une et l'autre originaires de pays qui avaient fourni des contingents à la FORDEPRENU. Le Service de gestion financière et d'appui de la Division de l'administration et de la logistique des missions était chargé de donner des avis sur les incidences budgétaires du mémorandum et de mener une partie des négociations avec les pays qui fournissent des contingents. Des deux personnes directement chargées de ces tâches, l'une faisait partie du personnel militaire détaché à titre gracieux et l'autre était un fonctionnaire détaché par un État Membre.

61. Au mois de novembre 1997, le Département des opérations de maintien de la paix a décidé que le Service de gestion financière et d'appui serait chargé de coordonner la préparation de tous les mémorandums d'accord. Les militaires qui en étaient chargés jusqu'ici dans le Service ont déjà été remplacés par des fonctionnaires des Nations Unies, mais, dans le Service de la logistique et des communications et dans le Service de la planification des missions, c'est toujours du personnel militaire détaché à titre gracieux qui en est chargé. Le Département a l'intention de remplacer la majeure partie de ce personnel par des fonctionnaires des Nations Unies qui seront recrutés, sous réserve des possibilités budgétaires.

62. Les négociations étaient menées par le Département des opérations de maintien de la paix à New York et le rôle de la mission se limitait à fournir les données des inventaires à l'arrivée et à donner son avis sur les divers projets de mémorandum établis par le Département. Des membres du personnel militaire détaché à titre gracieux auprès du Service de la planification des missions s'étaient rendus à diverses reprises dans la zone de la mission pour se mettre au courant des opérations et connaissaient donc le terrain et la situation militaire qui y régnait. Aucun de ces militaires, pas plus que des représentants officiels de la Division de l'administration et de la logistique des missions ne se sont rendus auprès de la mission pour examiner la question de la quantité de matériel appartenant aux pays qui fournissaient des contingents et de son utilisation ou pour étudier en détail avec le commandant de la force ou les contingents la question des besoins en matériel. Le Comité est d'avis que le Département des opérations de maintien de la paix aurait dû avoir des contacts plus étroits avec les pays qui fournissent des contingents à la FORDEPRENU pour déterminer plus exactement les besoins en matériel. **Il recommande qu'à l'avenir, le Département des opérations de maintien de la paix procède à des évaluations sur le lieu des missions de maintien de la paix pour déterminer les besoins effectifs en matériel appartenant aux contingents.**

Clauses des mémorandums d'accord

63. Dans le cas de deux États Membres, le facteur applicable à la mission utilisé était de 0,3 %, ce qui représentait une majoration de remboursement pour tenir compte du fait que le terrain était difficile dans la zone de la mission. Les facteurs applicables aux missions peuvent aller jusqu'à 5 % et les pays qui fournissaient des contingents à la FORDEPRENU

estimaient que le facteur de 0,3 % proposé n'était pas suffisant. Après une étude interne, la mission a recommandé au Département des opérations de maintien de la paix, au mois de janvier 1998, d'appliquer à la mission un facteur de 1,5 %. Le Service de planification des missions a procédé de son côté à une étude en se fondant sur les informations dont il disposait sur la mission et, au mois de mai 1998, a fixé le facteur à 1 %. La Division de l'administration et de la logistique des missions a approuvé cette décision au mois de mai 1998. Or, le Comité a constaté que c'était encore le facteur de 0,3 % et non le coefficient révisé de 1 % autorisé au mois de mai 1998 qui figurait dans les mémorandums d'accord, qui avaient pourtant été signés à la mi-juin et au mois de juillet. Le Département des opérations de maintien de la paix a informé le Comité que les deux États Membres avaient décidé d'accepter que le facteur révisé soit appliqué rétroactivement et que c'était bien le nouveau facteur qui figurait dans le mémorandum d'accord signé par un troisième États Membre au mois de novembre 1998.

64. Pour la FORDEPRENU, comme pour les autres missions, la composition des forces armées a été fixée par le plan d'opérations établi par le commandant de la Force. Ce plan, ainsi que les estimations initiales relatives aux contingents et au matériel, a été examiné par le Service de la planification des missions et la Division de l'administration et de la logistique des missions. L'un et l'autre se sont livrés à un examen poussé des demandes de matériel à l'aide de critères d'analyse objectifs – rapport contingents/véhicules, par exemple – mais en se fondant essentiellement sur les données militaires et les données relatives au contexte de la mission.

65. L'effectif de la FORDEPRENU au moment de sa création était de 1 050 hommes. Il a été ramené à 750 hommes par le Conseil de sécurité, qui a décidé, dans sa résolution 1110 (1997) du 28 mai 1997, de réduire de 150 hommes chacun des contingents de deux États Membres. Ces derniers ont procédé à la réduction des effectifs de manière différente. L'un a rapatrié une grande quantité de matériel, dont 15 de ses 28 véhicules blindés de transport de troupes, 45 % de ses véhicules utilitaires et 21 % de ses jeeps, tandis que, dans le cas de l'autre, la réduction des effectifs n'a pas entraîné de rapatriement de matériel. Le Comité craint que les Nations Unies ne soient tenues de payer pour du matériel qui n'était pas nécessaire du fait que l'effectif de la mission a été réduit. Le Département des opérations de maintien de la paix a informé le Comité qu'au mois de décembre 1997, il avait procédé à un examen poussé des besoins en matériel du contingent du pays qui n'avait pas rapatrié de matériel et il avait été tenu compte des résultats de cet examen dans le mémorandum d'accord arrêté au mois de novembre 1998; en outre, la quantité de matériel requise pour ce contingent continuait de faire l'objet de négociations.

66. Par suite des difficultés de caractère politique et militaire au Kosovo, les Nations Unies se préparent à porter à 1 050 l'effectif de la FORDEPRENU. Il est prévu que les contingents supplémentaires seront fournis par les pays nordiques. Le nouveau mandat a pris effet le 1er septembre 1998 et les contingents et le matériel supplémentaires devaient arriver au début du mois d'octobre 1998.

67. Le Comité insiste sur l'importance qu'il y a à revoir les besoins en matériel appartenant aux pays qui fournissent des contingents chaque fois qu'il se produit une modification importante des effectifs.

b) Matériel appartenant aux contingents affecté à d'autres missions

Signature des mémorandums d'accord avant le déploiement des contingents

68. Dans sa résolution 51/218 E du 17 juin 1997, l'Assemblée générale a donné aux pays qui avaient déployé des contingents avant l'approbation de la nouvelle procédure de remboursement la possibilité d'opter pour celle-ci. Le Comité a constaté que 42 pays ayant fourni des contingents à sept missions terminées et quatre missions encore en activité avaient

demandé que la nouvelle méthode leur soit appliquée à titre rétroactif. Huit d'entre eux avaient signé des mémorandums d'accord avec l'Organisation et sept pays ayant fourni des contingents aux FPNU (mission terminée) avaient signé des accords par lesquels ils approuvaient les montants déterminés selon la nouvelle méthode. Les 27 pays restants n'avaient pas signé de mémorandum d'accord autorisant l'Organisation à utiliser celle-ci. Le montant total des sommes réclamées par les 42 pays en question, y compris les 27 n'ayant pas signé d'accord, s'élevait à 643 millions de dollars pour les matériels majeurs loués avec ou sans services et le soutien logistique autonome.

69. L'Administration a justifié par les contraintes opérationnelles le fait que la plupart des pays n'aient pas pu signer le mémorandum d'accord avant de déployer leur contingent. Elle a précisé que la négociation d'accords avec les pays ayant opté pour l'application des nouvelles procédures était en cours mais que le départ programmé des officiers mis à sa disposition à titre gracieux, sans que ceux-ci soient remplacés par du personnel civil, avait retardé le règlement des demandes de remboursement.

70. Considérant que l'objet des mémorandums d'accord est de définir les modalités administratives, logistiques et financières de l'appui apporté par des gouvernements, sous forme de personnel, de matériel et de services, aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, **le Comité recommande que l'Administration conclue des mémorandums d'accord avec les 27 pays concernés, conformément aux procédures établies.**

Incidences du choix de la méthode de calcul des sommes à rembourser

71. Le Comité estime comme le Secrétaire général (voir A/50/807) que la modification des procédures suivies pour le remboursement aux États Membres du matériel appartenant aux contingents ne devrait pas alourdir les budgets des opérations de maintien de la paix. En fait, l'Organisation espérait que l'adoption de la nouvelle méthode entraînerait des économies, en réduisant les besoins en personnel dans les sections des missions chargées de l'administration et des marchés.

72. Or, le Comité a constaté que l'application à titre rétroactif des nouvelles procédures avait entraîné un surcroît de dépenses. Ainsi, en suivant l'ancienne procédure, on avait déterminé que les sommes à rembourser à neuf pays ayant fourni du matériel à l'ONUMOZ s'élevaient à 19 782 939 dollars, soit 10,4 % par an en moyenne de la valeur totale d'inventaire à l'arrivée, qui était de 116 151 916 dollars. Toujours avec l'ancienne méthode, on avait établi à 70 482 779 dollars le montant à rembourser au titre du matériel fourni par 21 pays ayant mis des contingents à la disposition de l'APRONUC, ce qui représentait 12,5 % par an en moyenne du montant total de la valeur d'inventaire du matériel à l'arrivée (373 027 462 dollars). La Section des demandes de remboursement et de la gestion de l'information de la Division de l'administration et de la logistique des missions a réalisé une étude comparative des résultats obtenus avec la nouvelle et l'ancienne procédure dans le cas de neuf pays ayant fourni des contingents à l'ATNUSO qui avaient opté pour la méthode révisée. Calculé avec celle-ci, le montant total annuel des remboursements a été estimé à 55 842 546 dollars, soit 19,8 % de la valeur du matériel (282 742 346 dollars). Il représente près de deux fois le montant prévu dans le budget sur la base de l'ancienne méthode qui aboutissait à un montant annuel de 35 342 793 dollars, soit 12,5 % de la valeur du matériel.

73. Le Comité a également examiné les chiffres produits par la Section des demandes de remboursement et de la gestion de l'information, qui a estimé selon les deux méthodes les sommes à rembourser à un État Membre pour le matériel mis à la disposition de deux missions dont le mandat s'était achevé avant le 1er juillet 1996, l'ONUSOM et l'ONUMOZ. Cette étude a confirmé que les montants dus étaient plus importants lorsqu'on appliquait à titre rétroactif la nouvelle méthode : ils passaient de 19 125 772 dollars avec l'ancienne méthode

à 31 738 308 dollars dans le cas de l'ONUSOM et de 6 843 691 dollars à 11 887 573 dollars dans le cas de l'ONUMOZ, soit des augmentations de 12 612 536 dollars (66 %) et de 5 043 882 dollars (74 %) respectivement.

74. L'Administration a expliqué que pour pouvoir comparer précisément les deux formules, il fallait disposer de toutes les informations nécessaires et attendre que le plus grand nombre possible de demandes de remboursement aient été traitées. Lorsque ces conditions seraient réunies, les taux de remboursement seraient recalculés et confirmés pour toutes les missions, et l'on pourrait alors, en calculant le taux moyen, se faire une idée plus exacte du coût de l'application rétroactive de la nouvelle procédure. L'Administration a ajouté qu'il n'était pas vraiment possible de comparer les deux méthodes de remboursement en procédant de manière rétroactive dans la mesure où les résultats ainsi obtenus avec la nouvelle méthode ne tenaient pas compte de certaines des économies attendues de la réduction des frais généraux afférents aux services d'appui.

75. L'examen de la demande de réaffectation de fonds en faveur de l'ATNUSO formulée par la Division de l'administration et de la logistique des missions dans le cadre de la clôture des comptes de l'exercice terminé le 30 juin 1997 a également montré que, pour la période du 15 janvier 1996 au 30 juin 1997, le montant à rembourser pour le matériel appartenant aux contingents était passé de 29 146 700 dollars – montant initialement prévu au budget sur la base de l'ancienne méthode – à 70 547 800 dollars – montant correspondant à l'application rétroactive de la nouvelle méthode.

76. Le nouveau Manuel des politiques et procédures applicables au remboursement et au contrôle du matériel appartenant aux contingents fourni par les États aux missions de maintien de la paix définit les taux de remboursement standard des matériels majeurs. Ces taux sont fonction du prix d'achat initial, de la valeur des améliorations importantes et des effets de l'inflation.

77. Comme on l'a rapporté plus haut, la comparaison effectuée entre la juste valeur marchande générique des matériels majeurs, calculée comme indiqué dans le Manuel, et celle attribuée à des matériels identiques par certains des pays ayant fourni des contingents a révélé des écarts importants. Ainsi, la juste valeur générique marchande approuvée dans le Manuel pour un véhicule blindé polyvalent est de 505 000 dollars. Partant, le taux de remboursement standard est de 2 104 dollars par mois en cas de location sans services et de 4 838 dollars par mois en cas de location avec services (location plus entretien). Trois pays ayant fourni des véhicules de ce type leur ont attribué, respectivement, une valeur de 247 000 dollars, 70 000 dollars et 290 000 dollars, soit beaucoup moins que les 505 000 dollars ayant servi de base de remboursement. Autre exemple, dans le cas d'un véhicule lourd, la valeur attribuée par le Manuel était de 220 000 dollars alors que celle mentionnée par un pays n'était que de 117 000 dollars. Le Comité considère que les montants servant à déterminer les taux de remboursement mensuels dans le cadre du nouveau système sont trop élevés.

78. L'un des inconvénients de l'application rétroactive de la nouvelle méthode est que l'ONU n'a aucun contrôle sur le matériel affecté aux missions par les États, ceux-ci en déterminant unilatéralement la valeur. Étant donné que le matériel a été déployé avant l'adoption des nouvelles procédures, l'Organisation ne peut pas revoir les montants déjà fixés en vue de déterminer les taux de remboursement appropriés. Dans ces conditions, l'ONU n'a d'autre solution que d'appliquer les taux de remboursement approuvés à la valeur déclarée pour le matériel, ce qui contribue à gonfler les sommes à rembourser.

79. Compte tenu de l'accroissement des dépenses résultant de l'application rétroactive de la nouvelle méthode et du fait qu'avant son adoption l'Organisation a fourni des éléments de soutien logistique à la plupart des contingents **le Comité recommande que l'Administration réexamine les dispositions concernant l'application rétroactive de la nouvelle**

procédure de remboursement du matériel appartenant aux contingents et présente à l'Assemblée générale des propositions visant à limiter le surcoût qui semble devoir en découler.

Transport du matériel appartenant aux contingents

80. En octobre 1997, le Comité des marchés du Siège a approuvé deux marchés d'un montant total de 2,5 millions de dollars, portant sur la fourniture de services de transport à l'ATNUSO, tout en exprimant de sérieuses réserves sur la nature de l'opération. Alors que l'appel d'offres publié par la mission spécifiait que le transport devait se faire uniquement par rail, l'une des sociétés soumissionnaires a proposé un transport combiné rail-barge. Un marché d'un montant plafond de 1,5 million de dollars a été passé avec cette société pour les deux types de transport, sans que la mission ait étudié le coût du transport de matériel par barge. Le Comité des marchés du Siège et la mission pouvaient donc difficilement dire si la soumission acceptée représentait le meilleur rapport qualité-prix.

81. L'ATNUSO a reconnu qu'un changement aussi important par rapport aux spécifications initiales donnait généralement lieu à un nouvel appel d'offres mais qu'en l'occurrence cette option n'avait pu être retenue en raison des délais fixés pour la liquidation de la mission. Le Comité a cependant noté qu'il s'était écoulé quatre mois entre le moment où la mission avait demandé à passer un marché localement et celui où la recommandation du Comité des marchés du Siège lui avait été notifiée. Il a notamment constaté qu'il s'était écoulé :

- a) 42 jours entre le moment où la mission avait demandé que le Comité des marchés local soit saisi et celui où la Division des achats locale avait donné son autorisation;
- b) 45 jours entre l'ouverture des plis et la présentation de leur évaluation par le fonctionnaire habilité, plus deux semaines pendant lesquelles celui-ci avait modifié à plusieurs reprises la liste du matériel à transporter;
- c) 16 jours entre la date où le Comité des marchés du Siège avait fait sa recommandation et celle où la Division de l'administration et de la logistique des missions avait notifié la mission.

82. Compte tenu de la lenteur avec laquelle le dossier a été présenté au Comité des marchés local et au Comité des marchés du Siège, l'intervention de ces deux organes ne présentait guère d'intérêt. Considérant que s'il rejetait les soumissions présentées par l'ATNUSO, il en coûterait quelque 500 000 dollars par semaine à l'Organisation, le Comité des marchés du Siège s'est jugé contraint de donner un avis favorable. **Le Comité recommande que les missions de maintien de la paix saisissent le Comité des marchés local et le Comité des marchés du Siège suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent effectivement examiner les dossiers.**

3. Dossiers des marchés

83. À l'occasion des vérifications intérimaires effectuées en 1996 et 1997, le Comité avait signalé des carences dans le système de classement de la Division des achats et recommandé que celle-ci revoie le système de suivi du transfert et de l'archivage des dossiers d'achat afin d'en faciliter la consultation.

84. Lors de sa vérification de l'automne 1998, le Comité a constaté qu'il n'avait pas été remédié aux insuffisances du système de classement. Sur les 123 dossiers ayant fait l'objet d'un sondage, 28 (23 %) n'ont pu être retrouvés. Les 95 dossiers qui lui ont été soumis étaient pour la plupart incomplets et ne contenaient pas les documents nécessaires pour suivre les opérations d'achat en détail, de bout en bout (copies des demandes de fournitures de biens ou de services, contrats et bordereaux de réception et d'inspection) .

85. **Le Comité recommande que la Division des achats revoie son système de classement afin de faciliter la consultation des dossiers et d'établir une piste de vérification facile à suivre.**

86. L'Administration a déclaré avoir entrepris, en janvier 1999, de remédier d'urgence aux carences du système de classement de la Division des achats relevées par le Comité.

4. Enregistrement des fournisseurs

87. Conformément au Manuel de passation des marchés, un fournisseur non encore enregistré avec lequel l'ONU passe un marché est inscrit sur le registre pour une période de six mois ou pour la durée du contrat si celle-ci est plus longue. Pour rester inscrit sur le fichier, le fournisseur doit accomplir les démarches voulues dans le délai fixé.

88. Le Comité a examiné les dossiers de 84 fournisseurs avec lesquels l'Organisation avait passé des marchés d'une valeur totale de 81,9 millions de dollars entre octobre 1997 et mars 1998. Il a constaté que neuf d'entre eux avaient décroché des contrats à plusieurs reprises sans avoir jamais avoir accompli les démarches nécessaires à leur enregistrement.

89. L'Administration a l'intention de revoir la procédure d'enregistrement temporaire à partir des constatations du Comité et de manière à répondre aux besoins opérationnels, sa conviction étant que la décision de l'appliquer ou non doit être dictée par les intérêts de l'Organisation. Elle estime que la procédure d'enregistrement ne doit pas faire obstacle à la sélection de fournisseurs potentiels et doit plutôt être considérée comme un moyen d'enrichir constamment une base de données qui constitue la principale source de fournisseurs qualifiés. L'Administration a ajouté que la Division des achats réexaminerait la question dans le cadre de la conception et de la mise en service de la base de données commune des Nations Unies sur les fournisseurs.

90. Le Comité partage les vues de l'Administration mais **recommande qu'un fournisseurs enregistré à titre temporaire ne soit admis à soumissionner pour un second marché que s'il a accompli les démarches nécessaires à son enregistrement définitif, conformément au Manuel de passation des marchés.**

5. Émission de bons de commande pour l'engagement de personnel recruté pour des périodes de courte durée

91. Sur présentation de demandes de fourniture de services émanant des services des transmissions et du génie de la FNUOD, la Section des achats a émis, entre juillet 1997 et juin 1998, 43 bons de commande d'une valeur de 41 460 dollars pour s'assurer les services de personnel temporaire (électriciens, agents d'entretien et un ingénieur), contrairement aux procédures établies.

92. Au lieu d'être inscrit à la rubrique Personnel temporaire, le coût des services fournis a été imputé au compte des services d'entretien. Les demandes de fourniture de services ayant été renouvelées chaque mois et des bons de commande émis en conséquence, le personnel en question a travaillé en permanence de juillet 1997 à septembre 1998, date de l'audit.

93. Les responsables de la FNUOD ont expliqué que des suppressions de postes touchant le personnel local et le personnel international avaient été décidées en 1992, sur la base des prévisions établies lorsque le quartier général de la Force se trouvait à Damas. Le déménagement au camp Faouar a entraîné un surcroît de travail qui a exigé des renforts, d'où le recrutement de personnel temporaire.

94. Le Comité estime qu'il est anormal d'utiliser des bons de commande pour engager du personnel temporaire **et recommande que le Département des opérations de maintien**

de la paix et la FNUOD s'assurent que les procédures de recrutement arrêtées par le Bureau de la gestion des ressources humaines sont respectées.

6. Application de clauses de pénalités

95. La MINUBH a acheté des lampes-torches et des menottes pour un montant de 394 000 dollars imputable sur le Fonds d'affectation spéciale pour le programme d'assistance à la police en Bosnie-Herzégovine. Le bon de commande a été émis le 26 septembre 1997. Les marchandises ont été livrées en deux fois, près de cinq mois après l'émission du bon de commande – le premier lot le 16 février 1998 et le second le 23 février. Une nouvelle commande, d'un montant de 279 360 dollars, passée auprès du même fournisseur pour l'achat de matraques a subi un retard d'au moins trois mois. Alors que le bon de commande émis le 24 octobre 1997 spécifiait que la livraison aurait lieu le 22 janvier 1998 au plus tard, les marchandises ne sont arrivées que le 3 juin.

96. Le Comité a noté que le Manuel de passation des marchés révisé exigeait d'inclure dans les contrats une clause instituant des pénalités de retard mais ne prévoyait rien pour sa mise en oeuvre. Le Comité vérifiera que les nouvelles dispositions sont suffisantes et sont effectivement appliquées.

7. Gestion des marchés

a) Marché passé pour la fourniture de services d'appui à la Mission d'observation des Nations Unies en Angola

97. Pour la fourniture de services d'appui à la MONUA, l'ONU a passé un marché d'un montant plafonné à 16,9 millions de dollars et portant sur une période de 12 mois commençant en janvier 1998. Le Comité a noté plusieurs carences dans l'exécution de ce contrat :

a) Alors que l'appel d'offres précisait que le prix devait être fixé de façon définitive pour deux ans et qu'aucune proposition ne serait étudiée si le soumissionnaire n'avait pas procédé à l'examen des lieux, l'entreprise qui a emporté le marché, et qui était la seule à soumissionner, n'a rempli aucune de ces conditions. Le fournisseur ne s'est pas rendu sur place, mais deux jours seulement avant l'ouverture des plis, il a informé l'Administration que l'un des associés de son prédécesseur l'avait représenté lors de la visite des lieux organisée trois semaines plus tôt. Une fois le marché conclu, il a demandé à majorer les prix sous prétexte que sa soumission initiale contenait des erreurs et des omissions. Le Comité a estimé que l'entreprise intéressée avait sous-estimé l'ampleur des travaux et donc les ressources nécessaires;

b) L'entreprise retenue a débuté ses opérations le 19 janvier 1998, mais s'est révélée incapable de fournir les services prévus avec les effectifs mentionnés dans sa proposition. La Mission a estimé qu'une cinquantaine de fonctionnaires des Nations Unies avaient continué à exécuter des tâches expressément indiquées sur la liste des prestations dues, et qu'il en avait coûté 300 000 dollars par mois à l'Organisation;

c) L'Administration n'a pas réclamé le paiement de la pénalité de 20 000 dollars que l'entreprise aurait dû verser faute d'avoir fourni avant le 28 janvier 1998 la garantie d'exécution de 1 620 000 dollars prévue par le contrat; en fait, le 16 octobre 1998, cette caution n'avait toujours pas été donnée;

d) Au 16 octobre 1998, le fournisseur avait émis 16 factures, d'un montant total de 8 140 000 dollars. Aucune de ces factures n'a encore été certifiée car la MONUA, qui a avancé 6 060 000 dollars au fournisseur, n'est pas en mesure d'attester que celui-ci a rempli ses obligations contractuelles.

98. L'Administration a indiqué qu'elle n'avait pas exigé le paiement de la pénalité de 20 000 dollars parce que l'entreprise menaçait de tout abandonner, en invoquant la force majeure. Elle essayait d'obtenir la garantie de bonne exécution.

99. Aux termes d'une série de discussions entre la Mission, le Siège de l'ONU et l'entreprise, il a été décidé que celle-ci pourrait accroître ses effectifs, qu'elle réduirait les frais de main-d'oeuvre exigibles en cas de non-exécution du contrat, qu'elle éliminerait les frais généraux et frais administratifs compris dans le coût de la main-d'oeuvre et les autres coûts directs et qu'elle appliquerait le programme d'assurance de la qualité, qui établit un barème de retenues pour prestations non conformes. Les responsables de la Mission ont accepté un accroissement des effectifs autorisés pour permettre l'exécution de nouvelles prestations et de toutes celles initialement prévues. Le montant du marché a été porté d'un maximum de 16 190 000 dollars à 17 730 000 dollars. L'offre révisée a été approuvée par le Comité des marchés du Siège le 29 juillet 1998, mais en octobre, l'avenant n'avait toujours pas été signé par le Siège. La Mission a informé celui-ci qu'elle disposait des crédits nécessaires pour financer les dépenses résultant de l'augmentation des effectifs de l'entreprise et que le marché contenait des clauses préservant les intérêts de l'Organisation en cas de clôture de la Mission.

100. En raison du retard pris par la signature de l'avenant, l'entreprise n'a pas pu engager les renforts nécessaires. Selon les responsables de l'opération, les domaines d'activité qui en ont le plus pâti sont le contrôle des mouvements dans tous les aéroports et de la circulation aérienne à Luanda, l'entretien des groupes électrogènes, les communications par le réseau à satellites, les réparations, les services de communication par radio et l'appui aux services d'entretien à l'échelon régional. Plusieurs membres du personnel des Nations Unies ont dû continuer à exécuter des tâches incombant au fournisseur. Le programme d'assurance de la qualité n'a pas été officiellement mis en oeuvre, faute d'un accord entre la Mission et le fournisseur quant à son contenu et à ses modalités d'application. Enfin, le fournisseur ne voulait pas que ses services soient évalués avant qu'il ait pu déployer les renforts requis.

101. Le Comité recommande que la Division de l'administration et de la logistique des missions règle dans les plus brefs délais les problèmes relatifs au marché passé pour la fourniture de services d'appui à la MONUA et, pour s'assurer de la qualité de ces services, obtienne d'urgence la garantie de bonne exécution demandée au fournisseur.

102. Parmi les secteurs couverts par la liste des prestations faisant l'objet du marché figuraient des services techniques et des travaux d'entretien du matériel. Or, le 29 juin 1998, la MONUA a émis, dans le cadre de la procédure de commande accélérée, un bon de 25 250 dollars pour la révision de trois groupes électrogènes Cummins de 170 kVA qui devaient être expédiés immédiatement à la base aérienne de Pretoria où le fournisseur devait en prendre livraison.

103. L'expédition du matériel a été refusée en juillet 1998, l'administration de la Mission ayant constaté que sa révision faisait partie des services d'appui couverts par le contrat. Le travail n'avait toujours pas été commencé en octobre 1998, le fournisseur n'ayant pas encore établi de devis. L'administration de la Mission a reconnu qu'il était nécessaire de définir clairement, à l'intention des différentes divisions de la Mission, le rôle incombant au fournisseur dans chacun de ses domaines d'activité.

104. Le Comité recommande que l'Administration exige du fournisseur qu'il s'acquitte de toutes les tâches répertoriées dans la liste des prestations dues et subordonne ses paiements à leur bonne exécution.

b) Marché pour la fourniture de rations à la Mission d'observation des Nations Unies en Angola

105. Le marché pour la fourniture de rations aux différentes unités militaires de l'UNAVEM/MONUA est entré en vigueur le 25 septembre 1995 pour une période initiale d'un an. Il a été prorogé à quatre reprises, en novembre 1996, mars 1997, octobre 1997 et mars 1998. Le dernier avenant couvrait la période allant du 1er mars 1998 au 28 février 1999. Le montant du marché, qui était de 25 780 000 dollars la première année, représentait un montant cumulé de 46 940 000 dollars au 28 février 1999. Au 6 octobre 1998, les paiements effectués sur la base de factures certifiées s'élevaient à 43 940 000 dollars.

106. Pendant toute la durée du contrat, l'approvisionnement des unités militaires a posé des difficultés. À plusieurs reprises, le fournisseur n'a pas fourni les quantités requises, ni respecté les normes de qualité et a procédé à des substitutions non autorisées, en dépit des plaintes réitérées de la Mission et des trois lettres de blâme que l'Administration lui a adressées depuis juillet 1996.

107. Le Comité a constaté que ce marché considérable avait été renouvelé à plusieurs reprises au cours des trois dernières années, avec un relèvement des prix, sans que l'on ait procédé à de nouveaux appels d'offres. Le contrat conclu ne contient aucune clause de pénalité pour mauvaise exécution. L'Administration n'a pas fait jouer le cautionnement de bonne fin, qui s'élève à 343 745 dollars.

108. L'Administration a informé le Comité que, depuis mai 1997, elle réduisait le montant des factures pour tenir compte des substitutions non autorisées, mais que pour la période d'octobre 1996 à avril 1997, les surfacturations seraient déterminées avant l'expiration du contrat et viendraient en déduction du paiement final. Le contrat en cours expirant le 28 février 1999, elle prenait des dispositions pour le proroger de trois mois, le temps de passer un nouveau marché.

109. Le Comité recommande que la Division de l'administration et de la logistique des missions lance un nouvel appel d'offres pour assurer l'approvisionnement de la MONUA en rations à des prix compétitifs et que le contrat comporte une clause engageant la responsabilité du fournisseur en cas de mauvaise exécution. Le Comité recommande également à l'Administration de procéder à des retenues pour substitutions non autorisées de marchandises, non-respect des normes de qualité et livraisons incomplètes.

c) Marché pour la fourniture de services de blanchissage et de nettoyage à sec à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

110. En février 1998, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre a lancé un appel d'offres pour la fourniture de services de blanchissage et de nettoyage à sec, le marché, d'un montant estimé à 205 870 dollars portant sur la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999. L'Administration a reçu neuf offres, mais au lieu d'accepter la plus basse pour l'ensemble de la mission (0,29 livre chypriote par kilogramme), elle a scindé le marché en deux et confié l'autre partie à un soumissionnaire venant d'une autre région, au taux de 0,45 livre chypriote par kilogramme. Le Comité a estimé à 35 226 dollars (17 % de la valeur totale du marché) le surcoût dû à cette décision. Les responsables de la Force ont justifié celle-ci par l'obligation de faire preuve d'impartialité dans un contexte politique très délicat.

111. Le Comité des marchés du Siège n'a pas été saisi du dossier sous prétexte que la valeur de chacune des composantes du marché était inférieure au seuil de 200 000 dollars. Le Comité considère que dans la mesure où l'appel à la concurrence a été fait pour un seul marché d'un montant total supérieur à 200 000 dollars, le dossier aurait dû être soumis au Comité des marchés du Siège pour examen.

8. Système de contrôle des avoirs sur le terrain

112. En octobre 1997, l'Assemblée générale a approuvé une proposition de l'Administration visant à mettre en place un système de contrôle des avoirs sur le terrain pour faciliter la gestion et le contrôle des biens durables de toutes les missions de maintien de la paix. Ce système, qui doit également aider le Siège à évaluer tous les biens durables comptabilisés par les missions opérationnelles, devait être installé et fonctionner dans toutes les missions en juin 1998 au plus tard.

113. En octobre 1998, les vérificateurs ont constaté que le système avait été installé et mis à l'essai dans trois missions (MONUG, Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et ONUST), ainsi qu'à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, mais pas dans les 11 autres missions encore en activité. À cette date, les données saisies pour les trois missions concernées et la Base de Brindisi portaient sur 14 504 articles non fongibles ayant une valeur d'inventaire de 25,9 millions de dollars. L'Administration explique par le manque d'effectifs le fait que, loin d'être installé dans toutes les missions en juin 1998 comme prévu, le système ne fonctionnait que dans quelques-unes et qu'au 30 juin 1998, le montant saisi n'ait été que de 25,9 millions de dollars alors que la valeur totale des biens durables des opérations de maintien de la paix s'élevait à 446,7 millions de dollars.

114. L'Assemblée générale a approuvé quatre nouveaux postes pour la mise en place du système de soutien logistique des missions dont le système de contrôle des avoirs sur le terrain est l'une des principales composantes. Le Comité compte qu'une fois pleinement opérationnel, ce dernier permettra de mieux gérer et contrôler les mouvements de biens durables dans les missions opérationnelles.

a) Base de données centrale sur les avoirs

115. Fin 1997, la MINUBH a entrepris d'améliorer la qualité des données d'inventaire sur les avoirs de la Mission. Le projet consistait à créer une nouvelle base de données centrale sur les avoirs, à y regrouper les comptes tenus par les agents certificateurs et à les rapprocher de ceux tenus par le Groupe de contrôle du matériel et des stocks, et à procéder à un inventaire physique du matériel. En dépit des améliorations dues à cette initiative, le Comité a constaté que les informations saisies dans la base de données n'étaient pas toujours complètes. Pour certains articles, il manquait des éléments tels que le numéro d'immatriculation, le code à barres, le nom de l'utilisateur auquel l'article avait été attribué, le numéro de série ou l'emplacement. Ainsi, 26 % environ des articles faisant partie du matériel de transmissions étaient enregistrés dans la base de données sans mention de code à barres, alors que, selon la Mission, 8 % seulement de ce type d'articles en étaient effectivement dépourvus. La Mission était consciente du problème et de la nécessité de compléter tous les champs prévus dans la nouvelle base de données centrale sur les avoirs.

116. Dans le cadre de la constitution de cette base de données, le Groupe de contrôle du matériel et des stocks a essayé de rapprocher ses propres données d'inventaire de celles communiquées par les agents certificateurs. Cette opération a révélé des écarts entre les deux sources d'information, surtout dans le cas du matériel de transmissions. Dans un premier temps, plus d'un millier d'articles de cette catégorie n'ont pu être localisés. L'unité de transmissions a pris conscience du problème et s'est efforcée de le résoudre. En août 1998, le nombre d'articles dont on ne connaissait pas l'emplacement avait été ramené à 388. Le Comité a également été informé que le Groupe de contrôle du matériel et des stocks avait entrepris, avec la collaboration des agents certificateurs concernés, un nouvel inventaire physique destiné à résoudre les problèmes encore en suspens. Le Comité se félicite des mesures qui sont prises pour améliorer la qualité des informations.

117. Le Comité a examiné un échantillon d'articles dont il a retrouvé la trace dans la base de données centrale sur les avoirs. Il a également examiné un échantillon d'articles inscrits à l'inventaire, pour contrôler leur existence. Pour huit des 25 articles retenus, l'identité de l'utilisateur auquel le matériel avait été attribué ne figurait pas dans la base de données. Or, ce type de lien est important en comptabilité; c'est pourquoi **le Comité recommande que la MINUBH s'assure que la signature du destinataire d'un bien soit systématiquement exigée à la remise de l'article et que toutes les informations pertinentes soient enregistrées dans la base de données centrale sur les avoirs.**

b) Accusés de réception d'avoirs transférés

118. La MONUA a transféré à une vingtaine d'organismes et missions de maintien de la paix des Nations Unies 246 types de biens durables, d'une valeur d'achat totale de 3 490 000 dollars, mais en octobre 1998, elle n'avait reçu d'accusé de réception que pour 103 d'entre eux, d'une valeur totale de 870 000 dollars. Sur les 143 éléments d'une valeur de 2 620 000 dollars pour lesquels elle attendait encore un avis, 39, d'une valeur d'achat de 260 000 dollars, avaient été transférés avant le 31 décembre 1996.

119. Le Comité a noté que les bases de données sur les avoirs gérées par le Groupe de contrôle du matériel et des stocks ne contenaient aucune information sur l'arrivée des bordereaux de réception et d'inspection des avoirs transférés à d'autres missions, bien qu'il incombe aux unités concernées d'obtenir ces documents des missions destinataires et d'entrer les informations nécessaires dans la base dont ils sont chargés.

120. Le Comité recommande que la MONUA fasse le nécessaire pour obtenir les accusés de réception de tous les biens transférés à d'autres missions ou organismes des Nations Unies et saisisse dans la base de données centrale du Groupe de contrôle du matériel et des stocks les informations concernant la réception des bordereaux de réception et d'inspection, pour permettre un suivi et un contrôle centralisés des transferts de biens.

c) Dossiers soumis au Comité de contrôle du matériel

121. Pendant les 21 mois allant de janvier 1997 à octobre 1998, 25 missions opérationnelles (dont cinq missions terminées) ont saisi le Siège de l'ONU de 1 605 dossiers, portant sur 81,6 millions de dollars environ, pour qu'ils soient examinés par la Division de l'administration et de la logistique des missions et, le cas échéant, transmis au Comité de contrôle du matériel du Siège pour décision. En octobre 1998, la Division avait renvoyé 664 dossiers au Comité, mais n'avait pas encore traité les 941 autres, d'une valeur totale de 16,7 millions de dollars. Le Comité s'était prononcé sur 93 dossiers, représentant 43,1 millions de dollars à la valeur d'inventaire. Autrement dit, en octobre 1998, 1 512 dossiers représentant une valeur d'inventaire de 37,5 millions de dollars, étaient dans l'attente d'une décision de la Division de l'administration et de la logistique des missions ou du Comité de contrôle du matériel du Siège.

122. Sur ces 1 512 dossiers, 518 portaient sur la passation éventuelle par profits et pertes de biens durables endommagés, perdus ou volés, dont la valeur d'inventaire s'élevait à 23 millions de dollars. Ces biens étaient inscrits à l'inventaire des missions concernées et leur valeur est comprise dans celle des biens durables figurant dans les états financiers pour la période terminée le 30 juin 1998.

123. Le Comité a vérifié par sondage 19 dossiers soumis par quatre missions (MINUGUA, UNAVEM, MINUBH et MONUL) au Comité de contrôle du matériel par l'intermédiaire de la Division de l'administration et de la logistique des missions. Il a constaté qu'il avait

fallu de 5 à 12 mois pour les traiter. Le Comité considère que le délai de traitement des dossiers soumis au Siège par les missions opérationnelles est excessif.

124. Le Comité a également examiné le fonctionnement des comités locaux de contrôle du matériel et s'est plus particulièrement intéressé au délai moyen qui s'écoule entre le moment où un incident se produit et l'annonce officielle de la décision du comité concerné. Une vérification par sondage lui a permis d'établir que ce délai moyen était de 3,5 mois à la MINUBH et de 5,2 mois à l'ONUST, le délai le plus long étant de neuf mois environ dans chacune des deux missions.

125. Le Comité a constaté que ces délais s'expliquaient dans certains cas, par l'insuffisance des justificatifs produits, ou par des lacunes dans les enquêtes menées par les missions, ou bien encore par le décalage entre la collecte de l'information et la présentation des dossiers au comité local de contrôle du matériel. Ainsi, faute des justificatifs nécessaires, le Comité de contrôle du matériel au Siège n'a pas pu se prononcer sur 11 dossiers présentés par le Bureau des Nations Unies pour la transition dans l'ex-Yougoslavie.

126. L'Administration a attribué les retards au manque de formation du personnel des missions chargé des dossiers à soumettre aux comités de contrôle du matériel. Elle a donc fait des propositions budgétaires visant à financer un programme de formation en cours d'emploi de ce personnel. Elle a précisé que le nombre d'affaires renvoyées au Comité du Siège devrait diminuer du fait que les comités locaux sont maintenant habilités à statuer sur les dossiers d'un montant inférieur à 25 000 dollars et les affaires non litigieuses concernant le personnel. Ayant moins de travail, le Comité du Siège pourra lui-même statuer plus rapidement sur les affaires dont il est saisi. Le Comité examinera l'incidence de ces mesures lors de ses prochaines vérifications.

127. Comme indiqué dans le rapport du Comité relatif aux opérations de maintien de la paix pour les 18 mois terminés le 30 juin 1997, le comité local de contrôle de matériel des FPNU avait eu à se prononcer sur la passation par profits et pertes de 16 096 éléments d'actif évalués à 67,7 millions de dollars au coût historique. Comme on l'a indiqué plus haut, le Comité a donné son accord dans le cas de 6 952 articles d'une valeur de 24,7 millions de dollars et soumis les 9 144 dossiers restants, d'un montant de 43 millions de dollars, à la Division de l'administration et de la logistique des missions pour présentation au Comité de contrôle du matériel du Siège. Une fois ces dossiers transmis à la Division, le comité local n'a généralement pas cherché à savoir si le Comité du Siège avait autorisé la passation par profits et pertes des avoirs en question.

128. La section concernées de la Division n'enregistrait dans sa base de données que la date de transmission des dossiers au Comité du Siège et non la date de leur arrivée à la Division. Les données relatives à la valeur du matériel ne semblaient pas cohérentes : dans certains cas, la Division saisissait le prix d'achat, dans d'autres, elle enregistrait la valeur résiduelle ou une variante. **Le Comité recommande que la Division de l'administration et de la logistique des missions s'assure que la base de données contienne, pour toutes les missions, le montant exact du prix d'acquisition et de la valeur résiduelle du matériel dont le Comité de contrôle du matériel du Siège est invité à autoriser la passation par profits et pertes.**

129. L'équipe de liquidation des FPNU a déterminé par la suite qu'en février 1998 la situation était la suivante : sur les 43 millions de dollars d'articles dont la Division de l'administration et de la logistique des missions avait demandé la passation par profits et pertes, le Comité de contrôle du matériel du Siège avait donné son accord pour 20 millions de dollars environ mais ne s'était pas encore prononcée sur les 23 millions de dollars restants. Certains des dossiers étaient en souffrance depuis plus de quatre ans. **Le Comité recommande que la Division de l'administration et de la logistique des missions fasse le**

nécessaire pour régler le plus rapidement possible les dossiers de demandes de passation par profits et pertes de matériel durable encore en suspens.

9. Demandes de remboursement

a) Demandes présentées par les gouvernements

130. Au 28 février 1998, les FPNU étaient saisies de demandes de remboursement d'une valeur avoisinant 80 millions de dollars. La réclamation la plus importante avait été présentée par le Gouvernement bosniaque au sujet des dégâts causés par la mission à différents biens lui appartenant, pour un montant d'environ 68 millions de dollars. Le dédommagement demandé avait trait au déboisement du mont Igman et aux dégâts causés aux casernes, à l'aéroport de Sarajevo et à certains axes routiers à l'intérieur du pays. Comme le Comité l'a indiqué dans son rapport sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour la période de 18 mois allant jusqu'au 30 juin 1997, la mission n'avait pas établi d'état des lieux avant d'emménager et ne disposait donc d'aucune donnée objective pour évaluer les dégâts dont elle était responsable. Dans le cas d'une demande de remboursement concernant les dégâts causés à une caserne, elle n'avait procédé à aucun état des lieux au moment de son départ. Insuffisamment détaillés, les rapports d'inspection produits ne permettaient pas d'évaluer le bien-fondé des réclamations. La première demande présentée par le Gouvernement datait de mai 1996, mais la mission n'avait commencé à inspecter les installations et les sites concernés qu'au deuxième semestre 1997, soit plus d'un an après le dépôt de la réclamation. À cause de ce retard, l'équipe de la mission chargée d'inspecter les biens nationaux pouvait difficilement établir, en connaissance de cause, la responsabilité des dégâts. Le Comité estime que la mission devrait s'assurer que toutes les inspections de dégâts qui auraient été causés par les contingents des Nations Unies soient effectuées le plus tôt possible après la réception d'une demande de remboursement.

131. Les évaluations que l'équipe d'inspection des biens nationaux a fini par réaliser indiquent que, par rapport au montant total de 68 millions de dollars réclamé par le Gouvernement bosniaque, l'ONU ne pouvait être considérée redevable que d'une somme inférieure à un million de dollars. L'équipe de liquidation a sollicité l'avis du Département des opérations de maintien de la paix et du Bureau des affaires juridiques sur la suite à donner. L'affaire n'était toujours pas réglée en janvier 1999.

b) Réclamation de loyers rétroactifs

132. Les FPNU ont reçu une quarantaine de demandes de remboursement de loyers rétroactifs concernant des biens que la mission avait occupés après qu'ils aient été abandonnés par leurs propriétaires. Le montant réclamé pour 33 de ces cas s'élevait au total à 6,2 millions de dollars, les sept autres requérants ne demandant qu'un «loyer raisonnable». La politique suivie par la mission dans cette affaire a été conforme aux avis officiels du Bureau des affaires juridiques, qui a indiqué que l'ONU était tenue de dédommager les propriétaires dont les biens avaient été utilisés sans leur autorisation, dès lors que le requérant avait prouvé son droit de propriété.

133. En juillet 1997, le Conseiller juridique de la mission a tenu à faire savoir, au sujet de l'ex-Yougoslavie, qu'il serait très difficile d'établir les droits de propriété des requérants ou de déterminer dans quelles circonstances la mission avait été amenée à occuper les biens visés. Ceci s'expliquait par le fait qu'en matière de propriété la plus grande confusion avait régné pendant la guerre et par le caractère fragmentaire et contradictoire des pièces justificatives disponibles.

134. Dans la majorité des cas, les demandes ont été présentées après les offensives militaires de mai et août 1995. Bien qu'elle ait reçu un avis officiel du Bureau des affaires juridiques

en septembre et octobre 1996, la mission n'a pris aucune mesure avant mars 1997, date à laquelle son Groupe des réclamations a sollicité un nouvel avis du Conseiller juridique des FPNU. Reçu en mars 1997, cet avis a été suivi d'un nouvel avis du Bureau des affaires juridiques en mai 1997 et du Conseiller juridique des FPNU en juin et juillet 1997. Le Comité juge regrettable qu'il ait fallu tant de temps pour régler cette affaire et **recommande à la Division de l'administration et de la logistique des missions d'examiner les demandes de remboursement pour décider s'il y a lieu d'effectuer les paiements.**

c) Sommes dues à des entreprises commerciales

135. Cinq sociétés ont présenté des demandes de remboursement aux FPNU, pour une valeur de 3,8 millions de dollars. Trois des demandes concernent des dommages causés à des véhicules loués par la mission entre octobre 1992 et décembre 1995. Le règlement a été reporté en attendant que la mission confirme l'existence des dégâts et établisse la responsabilité contractuelle.

136. Une autre demande a été déposée par une société ayant formé un bataillon de la mission à l'utilisation des véhicules blindés de transport de troupes. Au départ, la société ne souhaitait pas assurer cette formation en mai 1995 car elle connaissait les retards avec lesquels l'ONU payait ses factures; toutefois, après avoir reçu toutes les assurances du Département des opérations de maintien de la paix, elle a accepté de le faire. Le Directeur de la Division de l'administration et de la logistique des missions a autorisé les activités de formation en mai 1995, mais aucun contrat n'a été signé entre l'Organisation et la société et aucune obligation n'a été définie. Le Comité local des marchés a approuvé l'arrangement, mais le Comité du Siège n'a jamais été saisi de la demande car les différents services du Département ne sont pas parvenus à s'entendre sur qui supporterait les frais. En octobre 1995, la société avait soumis des factures d'un montant total de 2,1 millions de deutsche mark (environ 1,4 million de dollars) et, malgré ses efforts et ceux de la mission, aucun service du Département n'avait accepté la responsabilité des paiements. Après l'intervention de la Mission permanente du pays concerné auprès de l'ONU, l'affaire a été soumise au Comité local d'examen des réclamations, pour paiement de la somme due.

137. Le comité local a autorisé le paiement du montant total en février 1998, c'est-à-dire près de trois ans après le début des activités de formation. **Le Comité recommande au Département des opérations de maintien de la paix de faire en sorte qu'un contrat en bonne et due forme soit établi avant d'autoriser les entrepreneurs à commencer les travaux.**

d) Violation de l'accord sur le statut des forces

138. L'ONU a négocié un accord sur le statut des forces avec le gouvernement de chacun des pays hôtes dans l'ex-Yougoslavie. Établis sur la base du modèle d'accord soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale le 9 octobre 1990 (A/45/594, annexe), ces accords définissent les rapports que l'ONU et les gouvernements entretiennent sur le plan administratif. Dans son rapport sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice biennal 1994-1995¹, le Comité des commissaires aux comptes a déploré le nombre de violations des accords par les pays hôtes. L'Assemblée générale s'en est inquiétée à son tour dans sa résolution 51/12 du 4 novembre 1996 et, en mai 1997, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a invité le Secrétaire général à proposer des mesures de nature à garantir que les accords sur le statut des forces soient pleinement respectés (A/51/892, par. 23).

139. Le 31 juillet 1997, les FPNU ont publié un recueil des violations de l'accord sur le statut des forces par les gouvernements des pays hôtes dans l'ex-Yougoslavie. On y constatait que

la mission avait versé un montant excédentaire de 93 millions de dollars au Gouvernement croate. Sur ce montant, les sommes les plus importantes concernaient la location de biens (49 millions de dollars) et les taxes relatives à des services (37,5 millions de dollars). Pour les péages routiers, les taxes d'aéroport et les services des intérêts, les montants payés par la mission étaient moins importants. Aux termes de l'accord, l'ONU aurait dû être exemptée de toutes ces taxes. Par ailleurs, une somme excédentaire de 34 millions de dollars a été demandée par le Gouvernement bosniaque, et des montants moins élevés ont été versés aux Gouvernements de la Yougoslavie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Lorsqu'elle a effectué ces paiements, la mission savait que les services visés ne devaient pas être payés. Cependant, comme ces services n'auraient pas été fournis sans paiement, elle a été contrainte de s'exécuter, non sans protester, afin de conserver toute son efficacité opérationnelle.

140. L'ONU a adressé des lettres officielles de protestation aux Gouvernements croate et bosniaque en décembre 1995. Elle a toutefois omis d'y préciser les montants trop perçus ou les services rendus. Le Département des opérations de maintien de la paix doit encore envoyer des lettres aux Gouvernements de la Yougoslavie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Le 3 novembre 1997, le Bureau des affaires juridiques a conseillé au Département d'informer chaque gouvernement du montant des sommes à rembourser. En janvier 1999, rien n'avait été fait. **Le Comité recommande au Département des opérations de maintien de la paix d'informer par écrit les gouvernements intéressés de la nécessité de respecter les dispositions des accords sur le statut des forces et, par ailleurs, de soulever la question auprès des missions permanentes de ces pays auprès de l'ONU.**

e) Agences internationales de service

141. Comme le Comité l'a indiqué dans ses rapports sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice biennal 1994-1995¹ et pour la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997², les FPNU ont employé du personnel contractuel international pour pallier leurs pénuries d'effectifs. À la mi-1996, ces fonctionnaires étaient fournis par cinq agences internationales de service. À l'expiration des contrats passés avec ces dernières, la mission a retenu un montant d'environ 872 000 dollars pour couvrir le coût des dommages, d'une valeur estimée à environ 800 000 dollars, causés au matériel de l'ONU par le personnel contractuel international et celui relatif à d'autres réclamations concernant ces fonctionnaires. Les agences se sont opposées à cette mesure, au motif que les contrats passés avec la mission n'autorisent pas celle-ci à récupérer les coûts en question.

142. L'affaire a été réglée en juin et juillet 1997, après d'intenses négociations entre la mission et les agences. Les FPNU ont versé 660 000 dollars à ces dernières et retenu 212 000 dollars, soit environ 27 % du montant demandé à l'origine (800 000 dollars). Le niveau modeste de la retenue s'explique en partie par le fait que les données sur lesquelles la mission avait fondé ses réclamations étaient imparfaites. La mission a considéré que seules des réclamations portant sur un montant de 263 000 dollars étaient suffisamment étayées par des pièces justificatives pour résister à un examen extérieur, quand bien même le Comité local de contrôle du matériel avait appuyé toutes les demandes. Tout en se félicitant du règlement de la question, le Comité regrette que la mission ait dû renoncer au remboursement d'un montant de 588 000 dollars alors que le Comité local avait considéré valables ses réclamations.

10. Cas de fraude ou de fraude présumée

143. Au cours de l'exercice financier terminé le 30 juin 1998, les trois cas de fraude ou de fraude présumée exposés ci-après ont été signalés au Comité :

a) MONUG : Par suite d'arrangements insuffisants concernant la sécurité de la Caisse, le coffre-fort, qui contenait 35 642 dollars en espèces, et du matériel d'un montant estimé à 2 930 dollars ont été volés. Le coupable n'a pas été identifié mais l'enquête se poursuit;

b) MONUA : Un véhicule tout à fait opérationnel a été recommandé pour passation par profits et pertes, au motif qu'il coûterait trop cher à réparer, et le numéro de son châssis a été effacé. Une commission d'enquête a été saisie de l'affaire;

c) FINUL : À plusieurs reprise, un fonctionnaire a communiqué des renseignements inexacts dans sa demande de remboursement des frais de scolarité de sa fille, escroquant ainsi un montant de 23 000 dollars à l'Organisation. Comme suite aux conclusions de l'enquête, il a été renvoyé sans préavis. L'Administration a pris des mesures pour retenir ce montant sur les sommes dues à la cessation de service de l'intéressé.

D. Remerciements

144. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint à la gestion et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, ainsi que leurs collaborateurs, pour leur coopération et leur assistance.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(Signé) Osei Tutu **Prempeh**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) Sir John **Bourn**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
(Signé) Vijay Krishna **Shunglu**

25 février 1999

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5* (A/51/5), vol. II.

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5* (A/52/5), vol. II.

Annexe I

Liste des missions dont les comptes ont été vérifiés

Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO)

Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés

Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)

Forces de paix des Nations Unies (FPNU)

Force de protection des Nations Unies (FORPRONU)

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (GOMNUIP)

Mission des Nations Unies à Prevlaka (MONUP)

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)

Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA)

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)

Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II)/Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA)

Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MINUL)

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)

Annexe II

Mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport portant sur l'exercice financier achevé le 30 juin 1997^a

Recommandation 10 a)

1. Le montant des réclamations en instance à l'encontre d'opérations de maintien de la paix et qui doivent faire l'objet d'un arbitrage devrait être indiqué dans les notes accompagnant les états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies, ces demandes pouvant constituer une obligation financière pour l'Organisation.

Mesures prises par l'Administration

2. Le montant du passif éventuel est indiqué dans les états financiers figurant dans le présent volume (note 10).

Observations du Comité

3. La recommandation a été appliquée.

Recommandation 10 b)

4. Afin de refléter plus fidèlement la situation financière des opérations de maintien de la paix, les retards enregistrés dans le règlement des contributions mises en recouvrement devraient être signalés dans les états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux organismes des Nations Unies.

Mesures prises par l'Administration

5. Selon l'Administration, les normes comptables n'imposent pas une telle obligation mais laissent une marge de manoeuvre aux organisations, compte tenu des politiques qui leur sont propres. À cet égard, l'ONU a pour pratique de ne pas constituer de provisions pour les retards enregistrés dans le recouvrement des contributions. Toutefois, afin de publier tous les renseignements voulus, l'Administration a indiqué, dans les notes aux états financiers, quels étaient les États Membres qui avaient annoncé leur intention de ne pas participer au financement de certaines missions de maintien de la paix.

Observations du Comité

6. Comme indiqué dans le présent rapport, le Comité consultatif pour les questions administratives (finances et budget) examinera ce point, parmi d'autres, en 1999. Le Comité des commissaires aux comptes gardera la question à l'étude.

^a Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5 (A/51/5), vol. II, par. 10.

Recommandation 10 c)

7. L'Administration devrait arrêter des délais appropriés pour la présentation des demandes d'achats, de sorte que les fournisseurs aient le temps de répondre aux appels d'offres, et veiller à ce que ces délais soient respectés.

Mesures prises par l'Administration

8. L'Administration a établi des plans d'achat pour plusieurs missions, laissant ainsi suffisamment de temps aux fournisseurs pour qu'ils répondent aux appels d'offre chaque fois que possible. Elle a par ailleurs expliqué qu'il n'était pas toujours possible d'arrêter des délais appropriés et qu'il arrivait que l'on raccourcisse ces derniers pour satisfaire des besoins opérationnels immédiats. Elle n'en continuera pas moins à proposer des délais raisonnables chaque fois que possible.

Observations du Comité

9. Le Comité continuera de suivre la question dans ses futures vérifications.

Recommandation 10 d)

10. Afin d'éviter les retards dans l'attribution des contrats, l'Administration devrait fixer des délais précis pour l'évaluation technique des soumissions et les autres opérations d'évaluation interne.

Mesures prises par l'Administration

11. L'Administration a établi, cas par cas, des calendriers d'opérations d'achat prévoyant suffisamment de temps pour les exercices d'évaluation et d'examen. Un groupe de travail composé de représentants de la Division des achats, de la Division de l'administration et de la logistique des missions et du Bureau des affaires juridiques se réunit tous les mois pour suivre l'avancement des travaux et modifier l'ordre des priorités.

Observations du Comité

12. La recommandation est en cours d'application. Le Comité continuera de suivre la question pour s'assurer qu'elle est complètement réglée.

Recommandation 10 e)

13. L'Administration devrait établir un processus global de planification des achats afin d'éviter des prorogations de contrats injustifiées et, chaque fois que possible, de tirer parti des économies d'échelle.

Mesures prises par l'Administration

14. L'Administration, qui a établi un système de contrat général pour l'achat de 2 000 véhicules, estime que le montant des économies qui seront réalisées dans ce cadre s'élèvera à 15 millions de dollars pour l'exercice biennal 1998-1999, et à 3 millions de dollars par an, pour le même exercice, en ce qui concerne l'achat de pièces de rechange. Elle prévoit de signer d'ici à juin 1999 de nouveaux contrats généraux à long terme pour l'achat d'autobus,

de batteries et de pneus. Elle examine actuellement la possibilité de passer ce type de marché dans d'autres domaines.

Observations du Comité

15. Le Comité constate avec satisfaction que l'application de la recommandation entraînera une économie d'au moins 18 millions de dollars.

Recommandation 10 f)

16. Le Département des opérations de maintien de la paix, en liaison avec la FORDEPRENU et la MONUA – qui a succédé à UNAVEM III – devrait mener une enquête sur les circonstances dans lesquelles les deux missions ont été amenées à effectuer des dépenses qui auraient pu être évitées, et prendre les mesures appropriées à cet égard.

Mesures prises par l'Administration

17. L'Administration a indiqué qu'une enquête avait été effectuée. Le Département des opérations de maintien de la paix a pris des mesures pour que les missions examinent plus méticuleusement les factures et les rapprochent de pièces justifiant l'utilisation réelle du matériel correspondant avant de procéder aux paiements des sommes dues au titre des marchés. Des nouveaux fonctionnaires ont été affectés à la MONUA pour les opérations d'achat. L'Administration a informé toutes les missions des préoccupations exprimées par le Comité et leur a rappelé la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats.

Observations du Comité

18. Le Comité continuera de suivre la question dans ses futures vérifications.

Recommandation 10 g)

19. L'Administration devrait appeler l'attention de la MONUA sur la nécessité de se conformer pleinement aux procédures établies en matière d'achats.

Mesures prises par l'Administration

20. Le Département des opérations de maintien de la paix a adressé des rappels aux missions, contenant des instructions strictes sur les soumissions qui sont présentées a posteriori au Comité des marchés du Siège, et pour lesquelles les chefs de l'administration des missions seraient tenus personnellement responsables. De plus, le manuel révisé des achats, publié en avril 1998, avait été envoyé à tous les chefs de départements et de bureaux hors Siège, y compris les missions sur le terrain, et pouvait être consulté sur l'Intranet de l'ONU.

Observations du Comité

21. Pendant sa vérification, le Comité a constaté qu'il fallait que les fonctionnaires de la MONUA se familiarisent avec le nouveau manuel des achats si l'on voulait qu'ils en appliquent les dispositions.

Recommandation 10 h)

22. Afin de faciliter le traitement des demandes de remboursement et de veiller à ce que leur règlement fasse l'objet de contrôles appropriés et porte sur des montants exacts, l'Administration devrait revoir les systèmes informatiques servant à administrer les lettres d'attribution, afin de s'assurer qu'ils sont bien reliés entre eux, que la saisie des données est fiable et que l'information circule effectivement.

Mesures prises par l'Administration

23. Des travaux ont été entrepris par le Département des opérations de maintien de la paix et l'équipe du Système intégré de gestion (SIG) pour rapprocher les états relatifs aux lettres d'attribution qu'ils établissent parallèlement. Il est maintenant possible, grâce aux améliorations apportées au SIG, de suivre la délivrance des lettres d'attribution ainsi que de les approuver à titre prévisionnel et de les régler. Comme suite à ces travaux, le SIG doit désormais permettre d'enregistrer et de suivre les remboursements effectués au titre de ces lettres.

Observations du Comité

24. Le Comité continuera de suivre la question dans ses futures vérifications.

Recommandation 10 i)

25. Le Comité des marchés du Siège ne devrait pas honorer les lettres d'attribution présentées a posteriori; l'Administration devrait définir clairement les cas dans lesquels les demandes de remboursement autres que les lettres d'attribution peuvent être acceptées.

Mesures prises par l'Administration

26. L'Administration a publié des directives destinées aux pays qui fournissent des contingents, rappelant à toutes les missions la nécessité de faire en sorte que toute demande de services supplémentaires fasse l'objet d'une autorisation préalable du Siège. Cette mesure a eu pour effet qu'aucune lettre d'attribution n'a été présentée a posteriori pendant l'exercice financier terminé le 30 juin 1998. La mise en place du nouveau système de contrats de location avec ou sans services relatif au matériel appartenant à des contingents a permis d'éliminer la présentation a posteriori de soumissions au Comité des marchés du Siège.

Observations du Comité

27. La vérification des comptes pour 1998 a certes révélé une réduction importante des soumissions présentées à titre rétroactif au Comité des achats, mais il n'en reste pas moins que – dans un petit nombre de cas – des lettres d'attribution ont été partiellement soumises a posteriori. Le Comité des commissaires aux comptes continuera de suivre l'incidence de l'application des directives et de l'adoption des procédures révisées de remboursement du matériel appartenant aux contingents sur le nombre de soumissions présentées à titre rétroactif. Il note que les soumissions présentées a posteriori ont un caractère purement informatif et empêchent tout examen des demandes auxquelles elles se rapportent.

Recommandation 10 j)

28. La liquidation des missions de maintien de la paix devrait se faire le plus rapidement possible de manière à réduire les coûts au maximum; il conviendrait donc d'établir un plan qui définisse avec précision les délais d'exécution des différentes tâches qui subsistent pour toutes les missions en cours de liquidation, et dont l'application serait étroitement suivie par le Département des opérations de maintien de la paix.

Mesures prises par l'Administration

29. L'Administration a déclaré suivre activement les activités de liquidation en cours de l'ATNUSO et du Groupe d'appui de la police civile des Nations Unies pour s'assurer que les opérations s'achèveront dans les délais prescrits.

Observations du Comité

30. Le Comité continuera de suivre l'évolution des activités de liquidation.

Recommandation 10 k)

31. Pour permettre un contrôle plus efficace, les missions en cours de liquidation devraient dresser un inventaire physique de leurs biens non consommables avant leur cession, conformément aux directives provisoires relatives à la liquidation.

Mesures prises par l'Administration

32. L'Administration compte que le Système de contrôle des avoirs sur le terrain sera installé dans toutes les missions de maintien de la paix d'ici au 30 juin 1999 et qu'il permettra d'obtenir facilement des données établies sur la base de l'inventaire physique.

Observations du Comité

33. Le Comité a présenté ses observations sur la question dans le présent rapport et suivra la mise en place du Système de contrôle des avoirs sur le terrain pour voir s'il permet de pallier les insuffisances.

Recommandation 10 l)

34. L'Administration devrait revoir l'ensemble de la procédure de passation par profits et pertes des biens non consommables, depuis la prise de décisions par les missions jusqu'à l'approbation par le Siège, afin de réduire les délais.

Mesures prises par l'Administration

35. Depuis le 1er octobre 1998, l'Administration délègue davantage de pouvoirs en matière de contrôle et de responsabilité concernant le matériel appartenant à l'ONU et aux contingents. Elle estime que l'octroi d'une plus grande autonomie financière permettra de réduire nettement le nombre de soumissions au Comité de contrôle du matériel du Siège et, ce faisant, d'accélérer l'ensemble du processus. Pour ce qui est de mettre en place des systèmes améliorés de gestion des dossiers, la création d'un système informatisé de liquidation des biens est prévue dans le projet de Système de gestion logistique des missions.

Observations du Comité

36. Comme indiqué dans le présent rapport, des retards allant jusqu'à un an ont été enregistrés dans le traitement des dossiers par le Comité de contrôle du matériel. Avec l'introduction du nouveau système, le Comité des commissaires aux comptes continuera de suivre et d'évaluer, dans ses futures vérifications, l'incidence des mesures susvisées, notamment en ce qui concerne les dossiers restant à traiter par le Comité de contrôle du matériel.

Recommandation 10 m)

37. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait s'assurer, avant qu'une mission en cours de liquidation ne transfère ses avoirs à une mission en cours, qu'il soit procédé à une évaluation appropriée, de manière à éviter que l'expédition de matériel hors d'usage n'entraîne des frais supplémentaires pour l'Organisation.

Mesures prises par l'Administration

38. Dans sa résolution 52/1 A du 15 octobre 1997, l'Assemblée générale a approuvé une mesure prévoyant que seuls pourraient être transférés à la Base de soutien logistique de Brindisi les articles ayant encore au moins deux ans de vie qui étaient en bon état ou pouvaient être réparés à un coût ne dépassant pas 30 % de leur valeur après amortissement.

Observations du Comité

39. Le Comité suivra l'application de cette résolution dans ses futures vérifications.

Chapitre III

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés de I à XXXIII, ainsi que les tableaux numérotés de 1.1 à 33.1 et les notes explicatives concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1998. La responsabilité des états financiers incombe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Notre responsabilité consiste à donner notre opinion sur ces états en fonction de notre vérification.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux règles communes de vérification du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En vertu de ces règles, nous devons organiser et effectuer notre vérification de façon à avoir une certitude raisonnable que les états financiers ne comportent aucune erreur substantielle. Une vérification consiste à examiner, par sondage, les pièces justifiant les montants et les renseignements présentés dans les états financiers. Elle consiste aussi à analyser les principes comptables appliqués et les estimations importantes faites par le Secrétaire général, ainsi qu'à évaluer le mode de présentation générale des états financiers. Nous estimons que notre vérification apporte une justification raisonnable à notre opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent une image fidèle, à tous les égards matériels, de la situation financière au 30 juin 1998 ainsi que des résultats des opérations et des flux de trésorerie durant l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables énoncés dans la note 2 afférente aux états financiers, qui ont été appliqués de la même manière que pour l'exercice précédent.

Notre opinion est, en outre, que les transactions des opérations de maintien de la paix des Nations Unies que nous avons vérifiées par sondage ont été conformes, à tous les égards importants, au Règlement financier et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article XII du Règlement financier, nous avons aussi publié un rapport circonstancié sur notre vérification des états financiers du Programme.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(Signé) Osei Tutu **Prempeh**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) Sir John **Bourn**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
(Signé) Vijay Krishna **Shunglu**

25 février 1999

Chapitre IV

Certificat attestant l'exactitude des états financiers

1. Par sa résolution 49/233 A en date du 23 décembre 1994, l'Assemblée générale a décidé que le cycle budgétaire des opérations de maintien de la paix serait annuel et irait du 1er juillet au 30 juin. Les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 ont été établis conformément à la règle financière 111.4.
2. Les notes contiennent un résumé des principales procédures comptables utilisées pour établir les états financiers. Elles donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières concernant les opérations de maintien de la paix menées par l'Organisation des Nations Unies au cours de la période couverte par ces états, et dont la responsabilité administrative incombe au Secrétaire général.
3. Je certifie que les états financiers des opérations de maintien de la paix des Nations Unies figurant en annexe, et numérotés de I à XXXIII, sont exacts.

Le Sous-Secrétaire général,
Contrôleur
(Signé) Jean-Pierre **Halbwachs**

30 septembre 1998

Chapitre V

États financiers pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix^a

État 1

État, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total, opérations en cours	Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes et Base logistique de l'ONU	Total, opérations terminées	Suppression de tous fonds pour les opérations de maintien de la paix	Total pour la période allant du	
					1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes						
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement	874 560	—	—	—	874 560	1 462 272
Contributions volontaires	63 082	—	—	—	63 082	62 496
Allocations d'autres fonds	—	10 835	—	(10 835)	—	258
Recettes provenant de services rendus	—	32 426	—	(32 426)	—	—
Intérêts créditeurs	28 861	6 184	5 507	—	40 552	49 136
Revenu des placements	—	—	5 585	—	5 585	—
Autres recettes/recettes accessoires	21 726	415	2 550	—	24 691	40 484
Économies diverses (règlements des engagements et ajustements)	—	—	956	—	956	1 568
Total des recettes	988 229	49 860	14 598	(43 261)	1 009 426	1 616 214
Dépenses (états IV à XXXIII)					—	—
Total des dépenses	879 347^b	38 418	199	(43 261)	874 703	1 161 934
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	108 882	11 442	14 399	—	134 723	454 280
Ajustements pour l'exercice précédent	(23 409)	226	(12 404)	—	(35 587)	(13 754)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	85 473	11 668	1 995	—	99 136	440 526
Transfert en provenance (à) d'autres fonds	1 850	—	732	—	2 582	(34 038)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices précédents	20 003	40	5 623	—	25 666	42 690
Sommes portées au crédit des États Membres	(243 728)	—	(69 219)	—	(312 947)	(196 230)
Autres ajustements aux réserves et aux soldes des fonds	1 030	—	—	—	1 030	(4)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	797 804	168 084	260 696	—	1 226 584	973 640
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	662 432	179 792	199 827	—	1 042 051	1 226 584

^a Voir note 5.

^b Tableau 1.1.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 1.1

État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**État des dépenses afférentes aux opérations en cours pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Police civile</i>	<i>Personnel civil</i>	<i>Locaux, logements et infra-structure</i>	<i>Transports</i>	<i>Opérations aériennes</i>	<i>Transmissions</i>	<i>Matériel divers, fournitures et services et fret</i>	<i>Programmes spéciaux</i>	<i>Base logistique de l'ONU et dépenses d'appui aux programmes</i>	<i>Total</i>	
											<i>1998</i>	<i>1997</i>
UNFICYP	23 507	235	13 317	1 453	1 799	978	628	8 173	15	2 594	52 699	44 958
FNUOD	18 321	–	5 831	1 404	2 627	–	534	2 107	–	1 707	32 531	32 393
FINUL	76 444	–	24 901	2 517	8 358	1 096	1 267	5 736	–	4 708	125 027	126 744
MONUIK	24 599	–	12 594	906	2 278	2 856	670	1 547	11	2 631	48 092	48 014
MINURSO	8 879	1 144	16 388	1 560	1 769	6 379	583	2 408	–	1 769	40 879	29 332
FPNU	–	–	1 193	–	–	–	–	–	–	–	1 193	46 780
ATNUSO	39 953	10 867	41 868	4 162	2 828	826	705	6 401	215	12 050	119 875	265 069
FORDEPRENU	20 249	908	8 124	1 425	2 939	1 270	728	1 335	76	2 557	39 611	50 405
MINUBH	1 907	70 915	50 016	4 312	10 038	1 373	4 254	4 612	235	9 466	157 128	118 208
MONUG	3 754	–	8 633	855	2 643	2 517	355	1 086	44	1 041	20 928	15 937
MONUT	1 875	–	4 291	150	1 930	1 389	945	727	2 086	538	13 931	5 667
UNAVEM	58 951	9 587	35 940	4 217	4 384	22 790	4 664	27 203	288	2 404	170 428	302 328
MONUL	701	–	5 812	963	150	281	224	1 138	–	759	10 028	26 085
MANUH	2 169	8 346	10 218	966	1 186	2 897	273	2 276	44	1 037	29 412	48 147
MINURCA	7 341	80	1 693	1 234	1 929	1 091	1 188	2 988	41	–	17 585	–
Total	288 650	102 082	240 819	26 124	44 858	45 743	17 018	67 737	3 055	43 261	879 347	1 160 067

^a Les chiffres comparatifs de cette colonne ont été modifiés en vue d'inclure les missions en cours. La MINUGUA et la MINUAR sont considérées comme des missions terminées durant la période couverte par le rapport.

État II

État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix^a

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total, opérations en cours	Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes	Total, opérations terminées	Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix	Total	
					1998	1997
Actif						
Encaisse et dépôts à terme	469 686	110 069	177 830		757 585	894 483
Contributions à recevoir des États Membres ^b	1 206 602	278	533 041		1 739 921	2 180 723
Comptes spéciaux pour les contributions non acquittées	55 552	—	11 962		67 514	67 514
Contributions volontaires à recevoir	12 296	—	362		12 658	7 035
Sommes à recevoir des États Membres	2 280	—	11		2 291	215
Autres sommes à recevoir	22 060	647	5 754		28 461	46 942
À recevoir d'autres fonds	17 235	11 459	25 895		54 589	16 632
À recevoir d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	—	5 598	75 000	(80 598)	—	—
À recevoir du Fonds général de l'ONU	—	57 601	—		57 601	57 601
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	22 369	438	7 496		30 303	49 663
Total de l'actif	1 808 080	186 090	837 351	(80 598)	2 750 923	3 320 808
Passif						
Contributions ou paiements anticipés	424	—	—		424	5 220
Engagements non réglés	935 681	4 954	274 047		1 214 682	1 564 789
Sommes à payer aux États Membres	89 829	—	243 303		333 132	312 328
Autres sommes à payer	14 111	1 344	612		16 067	23 125
Soldes dus à d'autres fonds	60 687	—	3 915		64 602	69 936
Dû à d'autres fonds pour les opérations de maintien de la paix	28 755	—	51 843	(80 598)	—	—
Dû au Fonds général de l'ONU	—	—	—		—	7 500
Dû au Compte spécial de l'ONU	—	—	3 329		3 329	3 329
Dû au compte «Produit de la vente des obligations» de l'ONU	—	—	44 048		44 048	44 048
Dû au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	—	—	—		—	21 793
Dû au Tribunal pénal international pour le Rwanda	—	—	—		—	11 987

	<i>Total, opérations en cours</i>	<i>Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix et Fonds pour l'appui aux programmes</i>	<i>Total, opérations terminées</i>	<i>Suppressions, tous fonds pour les opérations de maintien de la paix</i>	Total	
					1998	1997
Contributions volontaires inscrites à un compte d'attente	11 178	—	—		11 178	11 177
Crédits utilisés d'avance et autres éléments de passif	4 984	—	16 427		21 411	18 992
Total du passif	1 145 648	6 298	637 524	(80 598)	1 708 872	2 094 224
Réserves et soldes des fonds						
Réserves de fonctionnement	—	5 000	—		5 000	5 000
Fonds de roulement	—	150 000	—		150 000	150 000
Excédent autorisé retenu	132 487	—	—		132 487	108 267
Excédent (déficit) cumulatif	529 945	24 792	199 827		754 564	963 317
Total des réserves et des soldes des fonds	662 432	179 792	199 827		1 042 051	1 226 584
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	1 808 080	186 090	837 351	(80 598)	2 750 923	3 320 808

^a Voir note 5.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État III

État récapitulatif de l'ensemble des opérations de maintien de la paix des Nations Unies^a**Flux nets de trésorerie, au 30 juin 1998, pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses (état I)	99 136	440 526
Augmentation (diminution) des contributions à recevoir	435 179	(106 903)
Augmentation (diminution) des autres sommes à recevoir	16 405	58 102
Augmentation (diminution) des autres avoirs	19 360	4 779
Augmentation (diminution) des contributions ou paiements reçus par anticipation	(4 796)	2 903
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(350 107)	18 728
Augmentation (diminution) des sommes à payer	(27 534)	(38 465)
Augmentation (diminution) des autres engagements	2 419	(129 323)
Moins : intérêts créditeurs	(46 137)	(49 136)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	143 925	201 211
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement et de financement		
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à recevoir	(37 957)	(8 289)
Augmentation (diminution) des soldes interfonds à payer	(5 334)	(29 297)
Plus : intérêts créditeurs	46 137	49 136
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement et de financement	2 846	11 550
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources		
Économies ou annulations au titre d'engagements afférents à des exercices antérieurs	25 666	42 690
Virements à (en provenance) d'autres fonds	2 582	(34 038)
Crédits dus aux États Membres	(312 947)	(196 230)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds	1 030	(4)
Flux nets de trésorerie provenant d'autres sources	(283 669)	(187 582)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme	(136 898)	25 179
Encaisse et dépôts à terme en début d'exercice	894 483	869 304
Encaisse et dépôts à terme en fin d'exercice	757 585	894 483

^a Voir note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État IV

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	29 364	24 230
Contributions volontaires ^c	23 393	24 101
Revenu des placements	1 035	1 181
Autres recettes/recettes accessoires	155	40
Total des recettes	53 947	49 552
Dépenses (tableau 4.1)		
Total des dépenses^d	52 699	44 958
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	1 248	4 594
Ajustements sur exercices antérieurs	(21)	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 227	4 594
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	164	16
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice ^e	14 777	10 167
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	16 168	14 777

État IV (*fin*)

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	20 375	24 003
Contributions à recevoir des États Membres ^b	15 678	13 564
Contributions volontaires à recevoir des États Membres ^f	6 785	6 673
Sommes à recevoir des États Membres	326	72
Autres sommes à recevoir	421	899
Charges comptabilisées d'avance	139	(22) ^g
Transactions interbureaux en attente de traitement	470	479 ^g
Total de l'actif	44 194	45 668
Passif		
Contributions ou paiements reçus à l'avance	394	395
Engagements non réglés – exercice en cours	17 247	17 762
Engagements non réglés – exercices antérieurs	6 727	8 627
Sommes à payer aux États Membres	1 316	1 368
Autres sommes à payer	663	659
Dû à d'autres fonds	1 680	2 080
Total du passif	28 026	30 891
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	16 168	14 777
Total des réserves et des soldes des fonds	16 168	14 777
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	44 194	45 668

^a Voir note 2 b).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Les contributions volontaires proviennent de Chypre (16 892 733 dollars) et de la Grèce (6,5 millions). S'y ajoutent 3,25 millions versés par la Grèce pour une période antérieure dont il n'a pas été tenu compte; les autres recettes proviennent de diverses contributions volontaires.^d Comprend un montant supplémentaire de 724 700 dollars au titre de l'appui logistique pour la période précédente du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et un montant de 1 384 333 dollars pour les demandes de remboursement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au titre de l'appui logistique à partir de 1995, mis en recouvrement au cours de la période considérée.^e Pour la période allant du 27 mars 1964 au 15 juin 1993, les engagements comptabilisés au titre du compte relatif à Chypre sont limités aux fonds provenant de contributions volontaires disponibles au titre du compte spécial. Pour la période qui s'est écoulée entre le début de la mission et le 30 juin 1998 le total cumulatif des engagements non réglés se monte à 186 550 506 dollars. Le chiffre correspondant au 30 juin 1997 était de 193 170 757 dollars.^f Il s'agit des contributions volontaires à recevoir de l'Autriche (2 707 500 dollars), du Canada (103 105 dollars), du Danemark (2 059 209 dollars), des Pays-Bas (125 000 dollars) et de la Suède (1 647 796 dollars) pour la période antérieure au 15 juin 1993. Les demandes de remboursement adressées par les gouvernements à l'UNFICYP seront déduites des contributions volontaires. Cela comprend en outre une contribution de 215 800 dollars du Gouvernement chypriote qui constitue un crédit supplémentaire pour la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, autorisé par la résolution 52/241 du 26 juin 1998.^g Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 4.1

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements du coût des contingents, de l'habillement et de l'équipement, aux taux standard	16 151	5 308	10 842	16 150
Détente et loisirs	327	265	48	313
Rations	2 296	1 580	734	2 314
Relève et rapatriement	2 520	1 775	740	2 515
Autres indemnisations	575	525	49	574
Matériel appartenant aux contingents	1 440		1 441	1 441
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	200	–	200	200
Total partiel, Contingents	23 509	9 453	14 054	23 507
Police civile	235	226	9	235
Personnel civil				
Personnel international et local	13 495	13 094	223	13 317
Locaux/logements/infrastructure	1 453	1 009	444	1 453
Transports				
Achat de véhicules	165	1	165	166
Location de véhicules	1 023	901	132	1 033
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	16	6	8	14
Pièces de rechange, réparations et entretien	594	393	193	586
Total partiel, Transports	1 798	1 301	498	1 799
Opérations aériennes	978	747	231	978
Transmissions				
Matériel de transmissions	237	105	135	240
Pièces de rechange et fournitures	178	85	90	175
Communications par réseaux commerciaux	213	142	71	213
Total partiel, Transmissions	628	332	296	628
Matériel divers	600	285	314	599
Fournitures et services	7 432	6 299	1 133	7 432
Fret	142	99	43	142
Programmes spéciaux				
Programmes de formation	15	13	2	15
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	655	655	–	655
Dépenses d'appui aux programmes	1 939	1 939	–	1 939
Total	52 879	35 452	17 247	52 699

État V

Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1973)**et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)^a****État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	33 616	32 255
Revenu des placements	1 977	1 971
Autres recettes/recettes accessoires	18	58
Total des recettes	35 611	34 284
Dépenses (tableau 5.1)		
Total des dépenses	32 531	32 393
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	3 080	1 891
Ajustements sur exercices antérieurs	5	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	3 085	1 891
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	530	1 137
Crédits restitués aux États Membres ^c	(6 229)	(1 044)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	63 347	61 363
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	60 733	63 347

État V (*fin*)**Force d'urgence des Nations Unies (FENU) (1973)****et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme ^d	35 429	37 690
Contributions à recevoir des États Membres ^e	14 888	15 338
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	35 987	35 987
Sommes à recevoir des États Membres	128	132
Autres sommes à recevoir	886	787
Charges comptabilisées d'avance	178	172 ^e
Transactions interbureaux en attente de traitement	237	74 ^e
Total de l'actif	87 733	90 180
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	12	382
Engagements non réglés – exercice en cours	14 718	15 360
Engagements non réglés – exercices antérieurs	6 174	5 926
Sommes à payer aux États Membres	3 244	2 824
Autres sommes à payer	1 592	187
Dû à d'autres fonds	1 260	2 148
Total du passif	27 000	26 827
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^f	49 609	49 609
Excédent cumulatif	11 124	13 738
Total des réserves et des soldes des fonds	60 733	63 347
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	87 733	90 174

^a Voir notes 2 a) et 3.^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Aux termes des résolutions 51/232 et 52/236 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, le montant total des contributions mises en recouvrement a été réduit de 2 358 000 dollars, représentant le solde excédentaire relatif à la période allant du 1^{er} décembre 1993 au 30 novembre 1994, de 1 129 300 dollars, représentant le solde non engagé pour la période se terminant le 30 juin 1996, de 1 071 000 dollars, représentant le solde excédentaire pour la période du 1^{er} décembre 1994 au 30 novembre 1995 et de 1 671 000 dollars représentant les intérêts créditeurs afférents à ladite période.

^d Y compris un montant représentant l'équivalent de 337 245 dollars en livres syriennes non convertibles.

^e Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

^f Voir note 6.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 5.1
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursement aux gouvernements du coût des contingents, de l'habillement et de l'équipement, aux taux standard	12 821	4 275	8 546	12 821
Détente et loisirs	221	196	26	222
Rations	2 026	1 447	570	2 017
Déploiement, relève et rapatriement	1 220	785	396	1 181
Autres indemnisations	1 451	767	592	1 359
Matériel appartenant aux contingents	421	—	421	421
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	300	—	300	300
Total partiel, Contingents	18 460	7 470	10 851	18 321
Personnel civil				
Personnel international et local	6 035	5 410	421	5 831
Locaux/logements/infrastructure	1 468	670	734	1 404
Transports				
Achat de véhicules	1 081	49	803	852
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	100	29	67	96
Pièce de rechange, réparations et entretien	1 928	1 135	544	1 679
Total partiel, Transports	3 109	1 213	1 414	2 627
Transmissions				
Matériel de transmissions	301	29	256	285
Pièces de rechange et fournitures	284	29	133	162
Communications par réseaux commerciaux	61	69	18	87
Total partiel, Transmissions	646	127	407	534
Matériel divers	672	270	388	658
Fournitures et services	1 325	868	389	1 257
Fret	194	78	114	192
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	459	459	—	459
Dépenses d'appui aux programmes	1 248	1 248	—	1 248
Total	33 616	17 813	14 718	32 531

État VI

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)^a**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes^b		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	124 970	125 723
Revenu des placements	3 969	1 696
Autres recettes/recettes accessoires	3 018	290
Total des recettes	131 957	127 709
Dépenses (tableau 6.1)		
Total des dépenses	125 027	126 744
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	6 930	965
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 144	1 481
Crédits restitués aux États Membres ^d	(2 863)	(9 335)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds ^e	1 030	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	113 503	120 392
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	120 744	113 503

État VI (*fin*)

Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	98 393	37 474
Contributions à recevoir des États Membres ^c	112 735	254 577
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	19 565	19 565
Sommes à recevoir des États Membres ^c	1 774	–
Autres sommes à recevoir	1 641	497
Charges comptabilisées d'avance	536	798
Transactions interbureaux en attente de traitement	217	–
Total de l'actif	234 861	312 911
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	55 697	61 950
Engagements non réglés – exercices antérieurs	24 529	27 239
Sommes à payer aux États Membres	11 456	86 094
Autres sommes à payer	5 590	6 953
Contributions volontaires placées dans un compte d'attente ^f	11 178	11 177
Dû à d'autres fonds	3 428	4 899
Crédits comptabilisés d'avance	2 239	1 096
Total du passif	114 117	199 408
Réserves et soldes des fonds		
Excédent autorisé retenu ^g	82 878	82 878
Excédent cumulatif	37 866	30 625
Total des réserves et des soldes des fonds	120 744	113 503
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	234 861	312 911

^a Voir notes 2 a) et 3.^b Non compris la contribution en nature de l'Allemagne équivalant à 76 810 dollars, qui n'avait pas été inscrite au budget.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Aux termes de la résolution 51/233 de l'Assemblée générale en date du 13 juin 1997, le montant total des contributions mises en recouvrement a été réduit de 2 863 491 dollars, représentant les soldes non engagés pour la période s'achevant le 30 juin 1996.^e Aux termes des résolutions 51/233 et 52/237 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, le montant de 1 773 618 dollars, correspondant aux coûts résultant de l'incident survenu à Cana, est à la charge d'Israël; sur ce montant, 1 030 640 dollars seront traités comme ajustement sur l'exercice antérieur parce qu'ils avaient été comptabilisés comme dépense.^f Contributions reçues de Chypre, du Koweït, du Luxembourg, de l'Oman, des Seychelles et de la Suisse.^g Voir note 7.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 6.1

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements du coût des contingents	55 881	18 403	37 478	55 881
Détente et loisirs	810	702	108	810
Rations	7 435	6 575	900	7 475
Déploiement, relève et rapatriement	5 068	4 198	1 034	5 232
Autres indemnités	6 140	3 354	2 581	5 935
Matériel appartenant aux contingents	111	—	111	111
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 000	—	1 000	1 000
Total partiel, Contingents	76 445	33 232	43 212	76 444
Personnel civil				
Personnel international et local	24 793	24 012	889	24 901
Locaux/logements/infrastructure	2 517	1 170	1 347	2 517
Transports				
Achat de véhicules	1 852	145	1 707	1 852
Matériel d'atelier	181	1	116	117
Pièces de rechange, réparations et entretien	6 325	2 279	4 110	6 389
Total partiel, Transports	8 358	2 425	5 933	8 358
Opérations aériennes	1 143	76	1 020	1 096
Transmissions				
Matériel de transmissions	633	218	416	634
Pièces de rechange et fournitures	365	125	240	365
Matériel d'essai et d'atelier	81	23	57	80
Communications par réseaux commerciaux	187	93	95	188
Total partiel, Transmissions	1 266	459	808	1 267
Matériel divers	2 142	833	1 309	2 142
Fournitures et services	3 224	2 164	1 057	3 221
Fret	374	251	122	373
Dépenses d'appui aux programmes	4 708	4 708	—	4 708
Total	124 970	69 330	55 697	125 027

État VII

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	18 422	18 761
Contributions volontaires ^c	33 066	38 375
Revenu des placements	2 892	2 430
Autres recettes/recettes accessoires ^d	1 051	232
Total des recettes	55 431	59 798
Dépenses (tableau 7.1)		
Total des dépenses	48 092	48 014
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	7 339	11 784
Ajustements des exercices antérieurs ^e	1 383	(3)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	8 722	11 781
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	892	3 350
Crédits restitués aux États Membres ^f	(6 229)	(5 151)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	28 410	18 430
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	31 795	28 410

État VII (*fin*)

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	43 336	49 329
Contributions à recevoir des États Membres ^b	11 102	11 350
Contributions volontaires à recevoir des États Membres	5 511	—
Autres sommes à recevoir	547	545
Charges comptabilisées d'avance	195	208
Total de l'actif	60 691	61 432
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	18	33
Engagements non réglés – exercice en cours	15 968	17 067
Engagements non réglés – exercices antérieurs	10 254	10 045
Sommes à payer aux États Membres	548	1 121
Autres sommes à payer	260	238
Dû à d'autres fonds	1 716	3 794
Crédits comptabilisés d'avance	97	17 ^g
Transactions interbureaux en attente de traitement	35	707 ^g
Total du passif	28 896	33 022
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	31 795	28 410
Total des réserves et des soldes des fonds	31 795	28 410
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	60 691	61 432

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Un montant de 33 066 200 dollars a été reçu du Koweït et un montant de 165 dollars a été reçu de Chypre.^d Comprend un montant de 705 191 dollars représentant le remboursement des trop-perçus au titre de l'indemnité mensuelle de subsistance.^e Représente la contribution volontaire du Koweït pour la période du 1er mai au 30 juin 1997, reçue en octobre 1997.^f Conformément aux résolutions 51/234 et 52/238 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, un montant de 6 229 000 dollars, correspondant au solde inutilisé pour la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997, a été déduit des charges à répartir entre les États Membres.^g Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 7.1

Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	7 067	6 681	375	7 056
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	10 829	3 666	7 162	10 828
Détente et loisirs	284	226	11	237
Rations	2 170	1 419	542	1 961
Déploiement, relève et rapatriement	1 767	935	412	1 347
Autres indemnités	1 184	666	511	1 177
Matériel appartenant aux contingents	1 679	—	1 673	1 673
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	320	—	320	320
Total partiel, Contingents	18 233	6 912	10 631	17 543
Personnel civil				
Personnel international et local	14 578	12 392	202	12 594
Locaux/logements/infrastructure	1 029	475	431	906
Transports				
Achat de véhicules	570	194	344	538
Matériel d'atelier	30	16	12	28
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 698	1 031	681	1 712
Total partiel, Transports	2 298	1 241	1 037	2 278
Opérations aériennes	3 074	756	2 100	2 856
Transmissions				
Matériel de transmissions	448	76	355	431
Pièces de rechange et fournitures	138	41	46	87
Communications par réseaux commerciaux	217	79	73	152
Total partiel, Transmissions	803	196	474	670
Matériel divers	411	153	232	385
Fournitures et services	1 274	654	449	1 103
Fret	68	24	35	59
Programmes spéciaux				
Programmes de formation	12	9	2	11
Programmes de déminage	10	—	—	—
Total partiel, Programmes spéciaux	22	9	2	11
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	679	679	—	679
Dépenses d'appui aux programmes	1 952	1 952	—	1 952
Total	51 488	32 124	15 968	48 092

État VIII

**Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental (MINURSO)^a****État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des
soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Recettes provenant de contributions mises en recouvrement ^b	47 402	31 902
Contributions volontaires	1	—
Intérêts créditeurs	95	253
Autres recettes/recettes accessoires	54	640
Total des recettes	47 552	32 795
Dépenses (tableau 8.1)		
Total des dépenses	40 879	29 332
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	6 673	3 463
Ajustements pour l'exercice précédent	(740) ^c	41
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	5 933	3 504
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	352	512
Crédits restitués aux États Membres ^d	(21 963)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	38 215	34 199
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	22 537	38 215

État VIII (*fin*)**Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 652	1 040
Contributions à recevoir des États Membres ^b	63 947	58 675
Autres sommes à recevoir	632	371
Charges comptabilisées d'avance	311	612 ^c
Transactions interbureaux en attente de traitement	107	286 ^c
Total de l'actif	68 649	60 984
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	9 464	4 194
Engagements non réglés – exercice antérieur	12 421	10 573
Sommes à payer aux États Membres	665	24
Autres sommes à payer	1 937	401
Dû à d'autres fonds	5 249	6 077
Dû au Fonds général des Nations Unies	–	1 500
Dû à la Mission des Nations Unies en Haïti	11 000	–
Dû à la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda	5 300	–
Crédits comptabilisés d'avance	40	–
Transactions interbureaux en attente de traitement	36	–
Total du passif	46 112	22 769
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	22 537	38 215
Total des réserves et des soldes des fonds	22 537	38 215
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	68 649	60 984

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Ajustement pour perte de change.^d Conformément aux résolutions 51/2 B et 52/228 B de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, des montants de 19 392 900 dollars et de 2 570 300 dollars, correspondant respectivement au solde inutilisé pour les périodes du 1er janvier au 30 juin 1996 et du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, ont été déduits des charges à répartir entre les États Membres.^e Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 8.1

**Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental**
**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	5 319	4 854	338	5 192
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	905	2	411	413
Détente et loisirs	9	2	—	2
Rations	1 187	693	420	1 113
Déploiement, relève et rapatriement	840	170	661	831
Autres indemnités	185	176	—	176
Matériel appartenant aux contingents	1 015	—	1 015	1 015
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	137	—	137	137
Total partiel, Contingents	4 278	1 043	2 644	3 687
Police civile	1 218	1 050	94	1 144
Personnel civil				
Personnel international et local	21 323	15 458	796	16 254
Personnel fourni par les gouvernements	157	125	9	134
Total partiel, Personnel civil	21 480	15 583	805	16 388
Locaux/hébergement/infrastructure	1 784	665	895	1 560
Transports				
Achat de véhicules	838	177	628	805
Location de véhicules	27	—	27	27
Matériel d'atelier	20	16	—	16
Pièces de rechange, réparations et entretien	937	633	288	921
Total partiel, Transports	1 822	826	943	1 769
Opérations aériennes	6 591	3 578	2 801	6 379
Transmissions				
Matériel de transmissions	81	31	50	81
Pièces de rechange et fournitures	162	52	45	97
Communications par réseaux commerciaux	375	372	33	405
Total partiel, Transmissions	618	455	128	583
Matériel divers	655	402	238	640
Fournitures et services	1 041	781	202	983
Fret	787	409	376	785
Programmes spéciaux				
Programmes de déminage	40	—	—	—
Total partiel, Programmes spéciaux	40	—	—	—
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	647	647	—	647
Dépenses d'appui aux programmes	1 122	1 122	—	1 122
Total	47 402	31 415	9 464	40 879

État IX

Quartier général des Forces de paix des Nations Unies (FPNU)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	—	316 698
Contributions volontaires ^c	4	2
Intérêts créditeurs	2 223	3 509
Autres recettes/recettes accessoires ^e	3 075	19 324
Total des recettes	5 302	339 533
Dépenses (tableau 9.1)		
Total des dépenses	1 193	46 780
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	4 109	292 753
Ajustements sur exercices antérieurs	(4 461)	(3 921)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(352)	288 832
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 864	671
Crédits restitués aux États Membres ^f	(87 793)	(114 335)
Virements à d'autres fonds ^g	1 850	(21 793)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	327 541	174 166
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	243 110	327 541

État IX (*fin*)

Quartier général des Forces de paix des Nations Unies (FPNU)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Recettes		
Encaisse et dépôts à terme	3 296	16 398
Contributions à recevoir des États Membres ^b	693 791	942 828
Autres sommes à recevoir	8 148	5 703
À recevoir d'autres fonds	14 422	–
Charges comptabilisées d'avance	29	567 ^h
Transactions interbureaux en attente de traitement	15 077	16 385 ^h
Total de l'actif	734 763	981 881
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	–	8 670
Engagements non réglés – exercices antérieurs	448 250	551 040
Sommes à payer aux États Membres	33 695	59 676
Autres sommes à payer	356	1 087
Dû à d'autres fonds	–	12 074
Dû au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	–	21 793
Dû à l'Opération des Nations Unies au Mozambique	8 000	–
Dû à la Mission des Nations Unies en Haïti	1 000	–
Crédits comptabilisés d'avance	352	–
Total du passif	491 653	654 340
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	243 110	327 541
Total des réserves et des soldes des fonds	243 110	327 541
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	734 763	981 881

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contribution en espèces de Chypre.^d Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans sa lettre du 29 juillet 1997, a approuvé la demande du contrôleur tendant à utiliser 1 199 200 dollars pour couvrir le coût de l'achèvement de la liquidation des Forces de paix des Nations Unies.^e Comprend des dépenses s'élevant à 1 641 227 dollars au titre des salaires, à 909 679 dollars au titre des soldes des contingents et à 1 909 708 dollars au titre d'un ajustement des recettes.^f Conformément à la résolution 51/12 B de l'Assemblée générale, en date du 13 juin 1997, un montant total de 87 793 328 dollars, correspondant au solde inutilisé pour la période se terminant le 30 juin 1996, a été déduit des charges à répartir entre les États Membres.^g Se réfère à un ajustement de 1 850 865 dollars qui avait été transféré au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie.^h Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 9.1
Forces de paix des Nations Unies

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	Total
Personnel civil			
Personnel international et local	1 142	1 193	1 193
Locaux/hébergement/infrastructure	4	–	–
Transports			
Pièces de rechange, réparations et entretien	21	–	–
Transmissions			
Pièces de rechange et fournitures	2	–	–
Communications par réseaux commerciaux	10	–	–
Total partiel, transmissions	12	–	–
Fournitures et services	20	–	–
Total	1 199	1 193	1 193

État X

Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO)^a**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes^b		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	134 825	280 968
Contributions volontaires ^d	298	–
Intérêts créditeurs	6 722	6 142
Autres recettes/recettes accessoires ^e	3 285	99
Total des recettes	145 130	287 209
Dépenses (tableaux 10.1 et 10.2)		
Total des dépenses	119 875	265 069
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	25 255	22 140
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	7 088	2 620
Crédits restitués aux États Membres ^f	(34 726)	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	49 851	25 091
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	47 468	49 851

État X (*fin*)**Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	92 430	154 152
Contributions à recevoir des États Membres ^c	50 621	56 265
Autres sommes à recevoir	828	915
Charges comptabilisées d'avance	97	612
Total de l'actif	143 976	211 944
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	27 637	134 943
Engagements non réglés – exercices antérieurs	59 528	15 089
Sommes à payer aux États Membres	5 212	564
Autres sommes à payer	207	1 082
Dû à d'autres fonds	3 907	10 415
Transactions interbureaux en attente de traitement	17	–
Total du passif	96 508	162 093
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	47 468	49 851
Total des réserves et des soldes des fonds	47 468	49 851
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	143 976	211 944

^a Voir note 2 a).^b Ne comprend pas une contribution volontaire en nature d'une valeur de 489 600 dollars, reçue de gouvernements ayant fourni du personnel.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Représente une contribution volontaire en nature d'une valeur de 297 500 dollars, reçue de la Belgique, pour laquelle des crédits avaient été ouverts.^e Comprend des recettes s'élevant à 3 112 752 dollars, provenant de la vente de matériel usagé.^f Crédits restitués aux États Membres, représentant 18 826 400 dollars correspondant au solde inutilisé pour la période du 1er janvier au 30 juin 1997, conformément aux résolutions 51/153 B et 52/244 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 10.1
Administration transitoire des Nations Unies
pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental

Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	2 244	2 044	33	2 077
Contingents				
Remboursements aux gouvernements au taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	14 613	11 808	2 765	14 573
Détente et loisirs	192	92	–	92
Rations	2 766	2 494	–	2 494
Indemnité journalière	603	559	–	559
Déploiement, relève et rapatriement	1 639	365	546	911
Indemnité d'habillement et d'équipement	1 020	805	187	992
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	17 500	–	17 500	17 500
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	755	–	755	755
Total partiel, Contingents	39 088	16 123	21 753	37 876
Police civile	8 591	7 827	123	7 950
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	41 754	35 126	1 598	36 724
Volontaires des Nations Unies	1 874	1 253	364	1 617
Total partiel, Personnel civil	43 628	36 379	1 962	38 341
Locaux/hébergement/infrastructure	5 603	3 210	799	4 009
Transports				
Location de véhicules	50	29	2	31
Pièces de rechange, réparations et entretien	2 242	415	169	584
Carburants et lubrifiants	1 661	1 203	247	1 450
Assurance	594	329	265	594
Total partiel, Transports	4 547	1 976	683	2 659
Opérations aériennes	1 541	823	3	826
Transmissions				
Matériel de transmissions	297	119	20	139
Communications par réseaux commerciaux	771	272	236	508
Total partiel, Transmissions	1 068	391	256	647
Matériel divers	310	79	87	166
Fournitures et services	1 834	1 056	631	1 687
Fret	5 767	3 672	762	4 434

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	136	67	2	69
Programmes de formation	28	10	2	12
Programmes de déminage	134	–	134	134
Total partiel, Programmes spéciaux	298	77	138	215
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	1 774	1 774	–	1 774
Dépenses d'appui aux programmes	10 276	10 276	–	10 276
Total	126 569	85 707	27 230	112 937

Tableau 10.2
Groupe d'appui à la Police civile des Nations Unies

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 16 janvier au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Police civile	3 007	2 824	93	2 917
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international	4 092	3 412	115	3 527
Locaux/hébergement/infrastructure	187	76	77	153
Transports				
Pièces de rechange, réparations et entretien	49	10	29	39
Carburants et lubrifiants	156	66	32	98
Assurance	32	32	—	32
Total partiel, Transports	237	108	61	169
Transmissions				
Pièces de rechange et fournitures	42	2	—	2
Communications par réseaux commerciaux	89	25	31	56
Total partiel, Transmissions	131	27	31	58
Fournitures et services	329	85	29	114
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	17	—	—	—
Total	8 000	6 532	406	6 938

État XI

Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	46 507	51 670
Contributions volontaires ^c	1	1
Intérêts créditeurs	2 545	1 355
Autres recettes/recettes accessoires	850	32
Total des recettes	49 903	53 058
Dépenses (tableau 11.1)		
Total des dépenses	39 611	50 405
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	10 292	2 653
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	1 068	—
Crédits restitués aux États Membres ^d	(6 525)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	8 523	5 870
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	13 358	8 523

État XI (*fin*)

Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	61 928	35 355
Contributions à recevoir des États Membres ^b	11 103	13 029
Autres sommes à recevoir	314	149
Charges comptabilisées d'avance	18	48 ^c
Transactions interbureaux en attente de traitement	678	765 ^c
Total de l'actif	74 041	49 346
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	14 477	30 798
Engagements non réglés – exercices antérieurs	20 238	5 238
Sommes à payer aux États Membres	13 061	3 988
Autres sommes à payer	13	757
Dû à d'autres fonds	12 894	42
Total du passif	60 683	40 823
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	13 358	8 523
Total des réserves et des soldes des fonds	13 358	8 523
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	74 041	49 346

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contribution en espèces reçue de Chypre.^d Conformément aux résolutions 51/154 B et 52/245 de l'Assemblée générale en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, des montants s'élevant à 5 259 700 dollars et à 1 264 400 dollars, correspondant au solde inutilisé pour les périodes terminées respectivement le 30 juin 1996 et le 30 juin 1997, ont été déduits du total des charges à répartir entre les États Membres.^e Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 11.1
Force de déploiement préventif des Nations Unies

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 306	1 250	41	1 291
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	10 564	5 303	5 261	10 564
Détente et loisirs	125	69	26	95
Rations	2 522	2 465	295	2 760
Déploiement, relève et rapatriement	1 135	553	66	619
Autres indemnités	1 140	589	429	1 018
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	3 538	—	3 538	3 538
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	364	—	364	364
Total partiel, Contingents	19 388	8 979	9 979	18 958
Police civile	972	891	17	908
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	10 500	7 698	426	8 124
Locaux/hébergement/infrastructure	1 933	1 077	348	1 425
Transports				
Achat de véhicules	685	—	430	430
Pièces de rechange, réparations et entretien	3 041	802	1 707	2 509
Total partiel, Transports	3 726	802	2 137	2 939
Opérations aériennes	1 451	993	277	1 270
Transmissions				
Matériel de transmissions	38	7	—	7
Pièces de rechange et fournitures	689	74	210	284
Communications par réseaux commerciaux	578	94	343	437
Total partiel, Transmissions	1 305	175	553	728
Matériel divers	365	71	108	179
Fournitures et services	1 546	570	258	828
Fret	1 296	26	302	328
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	121	43	31	74
Programme de formation	40	2	—	2
Total partiel, Programmes spéciaux	161	45	31	76
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	650	650	—	650
Dépenses d'appui aux programmes	1 907	1 907	—	1 907
Total	46 506	25 134	14 477	39 611

État XII

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)^a**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	178 881	151 240
Contributions volontaires ^c	2	4
Intérêts créditeurs	2 056	1 898
Autres recettes/recettes accessoires	4 597	1 236
Total des recettes	185 536	154 378
Dépenses (tableau 12.1)		
Total des dépenses	157 128	118 208
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	28 408	36 170
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 883	20
Crédits restitués aux États Membres ^d	(39 549)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	46 380	10 190
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	38 122	46 380

État XII (*fin*)

Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	23 653	35 297
Contributions à recevoir des États Membres ^b	54 441	29 818
Sommes à recevoir des États Membres	52	–
Autres sommes à recevoir	3 833	2 856
Charges comptabilisées d'avance	143	358 ^c
Transactions interbureaux en attente de traitement	400	328 ^c
Total de l'actif	82 522	68 657
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	16 198	13 473
Engagements non réglés – exercices antérieurs	6 412	3 751
Sommes à payer aux États Membres	15 508	43
Autres sommes à payer	1 820	565
Dû à d'autres fonds	3 764	4 445
Crédits comptabilisés d'avance	698	–
Total du passif	44 400	22 277
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	38 122	46 380
Total des réserves et des soldes des fonds	38 122	46 380
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	82 522	68 657

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Représente une contribution volontaire en espèces d'un montant de 1 703 dollars, reçue de Chypre, pour laquelle aucun crédit n'a été ouvert.^d Conformément aux résolutions 51/152 B et 52/243 de l'Assemblée générale, en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, les montants de 6 516 800 dollars et 33 031 700 dollars, représentant les soldes non engagés pour les périodes terminées respectivement le 30 juin 1996 et le 30 juin 1997, ont été déduits du total des charges à répartir entre les États Membres.^e Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 12.1
Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 237	1 079	52	1 131
Contingents				
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	824	—	776	776
Police civile	71 895	68 669	2 246	70 915
Personnel civil				
Fonctionnaires recrutés sur le plan international et sur le plan local	68 109	48 478	1 538	50 016
Locaux/hébergement/infrastructure	5 628	3 770	542	4 312
Transports				
Achat de véhicules	11 660	1 383	5 426	6 809
Location de véhicules	—	21	—	21
Pièces de rechange, réparations et entretien	6 125	2 330	878	3 208
Total partiel, Transports	17 785	3 734	6 304	10 038
Opérations aériennes	3 384	814	559	1 373
Transmissions				
Matériel de transmissions	578	514	681	1 195
Pièces de rechange et fournitures	998	313	833	1 146
Communications par réseaux commerciaux	3 517	732	1 181	1 913
Total partiel, Transmissions	5 093	1 559	2 695	4 254
Matériel divers	1 048	457	581	1 038
Fournitures et services	4 323	2 760	664	3 424
Fret	150	64	86	150
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	200	38	69	107
Programmes de formation	232	42	86	128
Total partiel, Programmes spéciaux	432	80	155	235
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	2 585	2 585	—	2 585
Dépenses d'appui aux programmes	6 881	6 881	—	6 881
Total	189 374	140 930	16 198	157 128

État XIII

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes de fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	18 581	17 090
Recettes provenant des contributions volontaires ^d	2 058	–
Intérêts créditeurs	221	190
Autres recettes/recettes accessoires	10	32
Total des recettes	20 870	17 312
Dépenses (tableau 13.1)		
Total des dépenses	20 928	15 937
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(58)	1 375
Ajustements sur exercices antérieurs	–	312
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(58)	1 687
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	677	1 137
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	4 845	3 818
Crédits restitués aux États Membres ^f	(1 875)	(1 797)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 589	4 845

État XIII (*fin*)

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	4 797	4 743
Contributions à recevoir des États Membres ^b	6 639	6 343
Autres sommes à recevoir	119	44
Charges comptabilisées d'avance	52	97 ^e
Transactions interbureaux en attente de traitement	136	128 ^e
Total de l'actif	11 743	11 355
Passif		
Contributions ou versements perçus à l'avance	—	7
Engagements non réglés – exercice en cours	4 169	2 255
Engagements non réglés – exercices antérieurs	570	343
Sommes à payer aux États Membres	1 062	958
Autres sommes à payer	15	122
Dû à d'autres fonds	1 247	2 697
Dû à la Mission des Nations Unies en Haïti	1 000	
Crédits comptabilisés d'avance	91	128
Total du passif	8 154	6 510
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	3 589	4 845
Total des réserves et des soldes des fonds	3 589	4 845
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	11 743	11 355

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contribution volontaire en nature de la Suisse (2 057 600 dollars), qui n'a pas été comptabilisée au budget.^d Conformément aux résolutions 51/236 et 52/242 de l'Assemblée générale en date respectivement du 13 juin 1997 et du 26 juin 1998, le total des contributions des États Membres a été réduit de 1 056 950 et 818 300 dollars, représentant les soldes non engagés pour les périodes terminées respectivement le 30 juin 1996 et le 30 juin 1997.^e Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 13.1
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	3 777	3 436	243	3 679
Contingents				
Rations	10	—	8	8
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	27	—	27	27
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40	—	40	40
Total partiel, Contingents	77	—	75	75
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	9 527	8 214	419	8 633
Locaux, logements, infrastructure	973	459	396	855
Transports				
Achat de véhicules	1 764	11	1 684	1 695
Matériel d'atelier	32	20	20	40
Pièces de rechange, réparations et entretien	894	484	424	908
Total partiel, Transports	2 690	515	2 128	2 643
Opérations aériennes	2 555	2 304	213	2 517
Transmissions				
Matériel de transmissions	137	89	101	190
Pièces de rechange et fournitures	85	37	57	94
Communications par réseaux commerciaux	139	71	—	71
Total partiel, Transmissions	361	197	158	355
Matériel divers	307	70	230	300
Fournitures et services	561	311	145	456
Fret	333	202	128	330
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	42	10	29	39
Programmes de formation	5	—	5	5
Total partiel, Programmes spéciaux	47	10	34	44
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	276	276	—	276
Dépenses d'appui aux programmes	765	765	—	765
Total	22 249	16 759	4 169	20 928

État XIV

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	15 000	7 479
Recettes provenant des contributions volontaires ^c	1 340	—
Intérêts créditeurs	236	354
Autres recettes/recettes accessoires	34	19
Total des recettes	16 610	7 852
Dépenses (tableau 14.1)		
Total des dépenses	13 931	5 667
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	2 679	2 185
Ajustements sur exercices antérieurs ^d	(590)	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	2 089	2 185
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	6	—
Crédits restitués aux États Membres	(4 368)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	6 330	4 145
Réserve et soldes des fonds en fin d'exercice	4 057	6 330

État XIV (*fin*)

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 970	7 249
Contributions à recevoir des États Membres ^b	7 006	2 552
Autres sommes à recevoir	154	45
Charges comptabilisées d'avance	14	58
Total de l'actif	11 144	9 904
Dépenses		
Engagements non réglés – exercice en cours	3 535	1 009
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 567	1 287
Sommes à payer aux États Membres	308	9
Autres sommes à payer	534	287
Dû à d'autres fonds	1 122	967
Crédits comptabilisés d'avance	19	14 ^f
Transactions interbureaux en attente de traitement	2	1 ^f
Total du passif	7 087	3 574
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	4 057	6 330
Total des réserves, des soldes et des fonds	4 057	6 330
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	11 144	9 904

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contribution volontaire en nature équivalant à 1 340 000 dollars reçue des États-Unis, qui a été comptabilisée au budget.^d Remboursement de 590 264 dollars à l'Allemagne, correspondant à la contribution volontaire en espèces qui n'a pas été utilisée durant la période du mandat allant du 16 juin au 15 décembre 1995.^e Conformément à la résolution 51/237 de l'Assemblée générale, en date du 13 juin 1997, les montants de 1 548 000 dollars et 1 312 200 dollars, représentant le solde inutilisé pour les périodes terminées respectivement le 15 décembre 1995 et le 30 juin 1996, ont été déduits du montant total des charges à répartir entre les États Membres.^f Reclassé pour se conformer à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 14.1
Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	1 850	1 693	129	1 822
Contingents				
Rations	48	8	4	12
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	33	—	33	33
Matériel appartenant aux contingents	8	—	8	8
Total partiel, Contingents	89	8	45	53
Personnel civil				
Police civile	13	10	1	11
Personnel international et personnel local	4 934	4 015	265	4 280
Total partiel, Personnel civil	4 947	4 025	266	4 291
Locaux/logement/infrastructure	150	123	27	150
Transports				
Achat de véhicules	1 459	338	1 070	1 408
Location de véhicules	11	5	—	5
Matériel d'atelier	61	32	27	59
Pièces de rechange, entretien et réparations	429	198	260	458
Total partiel, Transports	1 960	573	1 357	1 930
Opérations aériennes	1 455	1 123	266	1 389
Transmissions				
Matériel de transmissions	468	109	409	518
Pièces de rechange et fournitures	75	32	61	93
Matériel d'atelier	6	—	12	12
Communications par réseaux commerciaux	544	292	30	322
Total partiel, Transmissions	1 093	433	512	945
Matériel divers	585	190	329	519
Fournitures et services	209	92	96	188
Fret	21	11	9	20
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	58	41	16	57
Assistance aux programmes de désarmement et de démobilisation	2 045	1 546	483	2 029
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	230	230	—	230
Dépenses d'appui aux programmes	308	308	—	308
Total	15 000	10 396	3 535	13 931

État XV

Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA)
et Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	175 000	308 097
Contributions volontaires ^c	2	11
Intérêts créditeurs	3 876	6 531
Autres recettes/recettes accessoires ^d	4 533	10 465
Total des recettes	183 411	325 104
Dépenses (tableau 15.1)		
Total des dépenses	170 428	302 328
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	12 983	22 776
Ajustements au titre de l'exercice précédent ^{e f}	(18 752)	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(5 769)	22 776
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	2 241	2 404
Crédits restitués aux États Membres ^g	(22 491)	(20 687)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	72 180	67 687
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	46 161	72 180

État XV (*fin*)

**Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA)
et Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM)**

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^a
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	54 110	108 679
Contributions à recevoir des États Membres ^b	122 551	158 191
Autres sommes à recevoir	3 851	2 554
Charges comptabilisées d'avance	487	2 507
Transactions interservices en attente	1 171	2 477
Total de l'actif	182 170	274 408
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	47 011	123 033
Engagements non réglés – exercices antérieurs	82 897	57 914
Sommes à payer aux États Membres	839	13 114
Autres sommes à payer	530	863
Dû à d'autres fonds	3 668	6 198
Crédits comptabilisés d'avance	1 001	1 106
Transactions interservices en attente	63	–
Total du passif	136 009	202 228
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	46 161	72 180
Total des réserves et des soldes des fonds	46 161	72 180
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	182 170	274 408

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Contribution volontaire du Gouvernement chypriote.^d Sur ce montant, 4 218 134 dollars représentent le remboursement de dépenses engagées au titre d'exercices antérieurs.^e Y compris des dépenses s'élevant à 2 204 300 dollars pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, conformément à la résolution 52/8 C de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998 autorisant l'utilisation du solde inutilisé au cours de la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997.^f Cette somme comprend le règlement d'un montant de 15 180 713 dollars mis en recouvrement une deuxième fois en juin 1996 et un ajustement aux recettes accessoires de 1 381 481 dollars moins d'autres crédits d'ajustements de 13 765 dollars.^g Conformément aux résolutions 52/8 A et 52/8 C des 31 octobre 1997 et 26 juin 1998 respectivement, le montant total des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres a diminué de 18 926 500 dollars et 3 564 300 dollars, sommes qui correspondent aux soldes inutilisés pour les périodes du 1er janvier au 30 juin 1996 et du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997.^h Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 15.1
Mission d'observation des Nations Unies en Angola

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	5 164	4 840	217	5 057
Contingents				
Remboursement aux gouvernements aux taux standard, indemnités d'habillement et d'équipement	24 039	12 069	11 847	23 916
Détente et loisirs	289	267	–	267
Rations	12 053	11 833	398	12 231
Déploiement, relève et rapatriement	2 792	1 301	1 138	2 439
Autres indemnités	3 617	3 542	–	3 542
Remboursement au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	10 548	–	10 548	10 548
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	951	1	950	951
Total partiel, Contingents	54 288	29 013	24 881	53 894
Police civile	9 921	9 112	475	9 587
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	36 942	32 975	1 088	34 063
Volontaires des Nations Unies	1 860	1 451	407	1 858
Personnel fourni par les gouvernements	20	5	14	19
Total partiel, Personnel civil	38 821	34 431	1 509	35 940
Locaux/hébergement/infrastructure	4 248	3 211	1 006	4 217
Transports				
Achat de véhicules	186	168	–	168
Location de véhicules	762	692	62	754
Pièces de rechange, réparations et entretien	3 421	1 522	1 940	3 462
Total partiel, Transports	4 369	2 382	2 002	4 384
Opérations aériennes	22 300	14 176	8 614	22 790
Transmissions				
Matériel de transmissions	100	39	27	66
Pièces de rechange et fournitures	500	270	180	450
Communications par réseaux commerciaux	4 237	3 207	941	4 148
Total partiel, Transmissions	4 837	3 516	1 148	4 664
Matériel divers	942	313	238	551
Fournitures et services	23 319	17 570	5 738	23 308
Fret	3 620	2 256	1 088	3 344
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	208	175	13	188
Programmes de formation	83	–	83	83
Programmes de déminage	467	10	–	10
Aide au désarmement et à la démobilisation	8	7	–	7
Total partiel, Programmes spéciaux	766	192	96	288
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	2 404	2 404	–	2 404
Total	175 000	123 417	47 011	170 428

État XVI

Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	5 112	31 915
Intérêts créditeurs	514	657
Autres recettes/recettes accessoires	646	139
Total des recettes	6 272	32 711
Dépenses (tableaux 16.1 et 16.2)		
Total des dépenses	10 028^c	26 085
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(3 756)	6 626
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(233)	(23)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(3 989)	6 603
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	90	33
Crédits restitués aux États Membres	—	(13 451)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	14 052	20 867
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	10 153	14 052

État XVI (*fin*)

Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	7 396	12 158
Contributions à recevoir des États Membres ^b	6 149	21 441
Autres sommes à recevoir	339	1 875
À recevoir d'autres fonds	2 813	—
Charges comptabilisées d'avance	49	7 ^d
Transactions interservices en attente	336	177 ^d
Total de l'actif	17 082	35 658
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	1 371	9 052
Engagements non réglés – exercices antérieurs	4 818	4 200
Sommes à payer aux États Membres	7	5 351
Autres sommes à payer	527	252
Dû à d'autres fonds	—	2 751
Crédits comptabilisés d'avance	100	—
Transactions interservices en attente	106	—
Total du passif	6 929	21 606
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	10 153	14 052
Total des réserves et des soldes des fonds	10 153	14 052
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	17 082	35 658

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c La somme de 3 273 800 dollars provenant des crédits ouverts pour la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 a été utilisée aux fins du processus électoral à compter de juillet 1997, ainsi que l'a autorisé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.^d Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 16.1
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Observateurs militaires	681	604	56	660
Contingents				
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	41	—	41	41
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	4 816	4 582	198	4 780
Volontaires des Nations Unies	53	23	29	52
Total partiel, Personnel civil	4 869	4 605	227	4 832
Locaux/hébergement/infrastructure	927	874	37	911
Transports				
Location de véhicules	19	4	—	4
Pièces de rechange, réparations et entretien	93	81	10	91
Total partiel, Transports	112	85	10	95
Opérations aériennes	243	214	3	217
Transmissions				
Pièces de rechange et fournitures	31	24	4	28
Communications par réseaux commerciaux	202	82	113	195
Total partiel, Transmissions	233	106	117	223
Matériel divers	16	15	1	16
Fournitures et services	277	220	37	257
Fret	795	445	343	788
Dépenses d'appui aux programmes	759	759	—	759
Total	8 953	7 927	872	8 799

Tableau 16.2
Mission d'observation des Nations Unies au Libéria :
processus électoral

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	533	179	42	221
Volontaires des Nations Unies	801	93	232	325
Observateurs électoraux civils	1 276	221	213	434
Total partiel, Personnel civil	2 610	493	487	980
Locaux/hébergement/infrastructure	119	52	—	52
Transports				
Location de véhicules	64	55	—	55
Opérations aériennes	347	52	12	64
Transmissions				
Communications par réseaux commerciaux	1	1	—	1
Matériel divers	32	—	—	—
Fournitures et services	101	77	—	77
Total	3 274	730	499	1 229

État XVII

**Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH),
Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH)
et Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH) ^a**

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	28 319	56 105
Contributions volontaires ^c	2 000	1
Intérêts créditeurs	500	399
Autres recettes/recettes accessoires	400	333
Total des recettes	31 219	56 838
Dépenses (tableaux 17.1, 17.2 et 17.3)		
Total des dépenses	29 412	46 988
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 807	9 850
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	4	—
Crédits restitués aux États Membres ^d	(9 117)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	9 850	—
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	2 544	9 850

État XVII (*fin*)

**Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH),
Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH)
et Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH)**

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^c
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	15 891	3 598
Contributions à recevoir des États Membres ^b	17 547	31 243
Autres sommes à recevoir	276	1 158
Charges comptabilisées d'avance	53	92
Transactions interservices en attente	1 088	–
Total de l'actif	34 855	36 091
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	–	156
Engagements non réglés – exercice en cours	5 149	16 318
Engagements non réglés – exercices antérieurs	5 247	–
Sommes à payer aux États Membres	2 908	11
Autres sommes à payer	18	4
Dû à d'autres fonds	18 901	8 466
Crédits comptabilisés d'avance	88	1 286
Total du passif	32 311	26 241
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	2 544	9 850
Total des réserves et des soldes des fonds	2 544	9 850
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	34 855	36 901

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Représente une contribution volontaire en nature des États-Unis d'Amérique s'élevant à 1 999 900 dollars inscrite au budget et une contribution en liquide de Chypre s'élevant à 377 dollars non inscrite au budget.^d Conformément à la résolution 52/246 de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998, le montant total des contributions mises en recouvrement a été réduit de 9 117 000 dollars, somme représentant les soldes inutilisés pour la période se terminant le 30 juin 1997.^e Montants révisés, la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) faisant l'objet d'états séparés pendant l'exercice en cours; elle faisait l'objet de l'état XVIII au cours de l'exercice précédent.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 17.1
Mission d'appui des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er au 31 juillet 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	580	580	—	580
Détente et loisirs	2	2	—	2
Rations	121	121	—	121
Déploiement, relève et rapatriement	83	55	28	83
Autres indemnités	137	137	—	137
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	292	—	292	292
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	27	—	27	27
Total partiel, Contingents	1 242	895	347	1 242
Police civile	553	434	15	449
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	4 006	3 708	20	3 728
Volontaires des Nations Unies	27	23	4	27
Total partiel, Personnel civil	4 033	3 731	24	3 755
Locaux/hébergement/ infrastructure	153	107	1	108
Transports				
Pièces de rechange, réparations et entretien	154	83	9	92
Opérations aériennes	172	10	162	172
Transmissions				
Matériel de transmissions	11	5	—	5
Pièces de rechange et fournitures	12	12	—	12
Communications par réseaux commerciaux	35	20	10	30
Total partiel, Transmissions	58	37	10	47
Matériel divers	14	13	1	14
Fournitures et services	75	68	1	69
Fret	5	4	1	5
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	6	2	3	5
Dépenses d'appui aux programmes	561	561	—	561
Total	7 026	5 945	574	6 519

Tableau 17.2
Mission de transition des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er août au 30 novembre 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursements aux gouvernements aux taux standard, indemnité d'habillement et d'équipement	246	152	94	246
Détente et loisirs	2	2	—	2
Rations	12	—	—	
Relève et rapatriement	200	191	—	191
Autres indemnités	419	422	6	428
Total partiel, Contingents	879	767	100	867
Police civile	3 300	3 102	193	3 295
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	1 047	957	2	959
Volontaires des Nations Unies	138	70	38	108
Total partiel, Personnel civil	1 185	1 027	40	1 067
Locaux/hébergement/ infrastructure	193	177	—	177
Transports				
Pièces de rechange, réparations et entretien	286	210	54	264
Opérations aériennes	666	361	300	661
Transmissions				
Matériel de transmissions	20	6	—	6
Pièces de rechange et fournitures	18	18	—	18
Communications par réseaux commerciaux	32	37	1	38
Total partiel, Transmissions	70	61	1	62
Matériel divers	105	72	33	105
Fournitures et services	299	218	75	293
Fret	1 010	695	315	1 010
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	26	8	18	26
Total	8 019	6 698	1 129	7 827

Tableau 17.3
Mission de police civile des Nations Unies en Haïti

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er décembre 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	60	—	60	60
Police civile	4 611	3 088	1 514	4 602
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	5 289	4 575	620	5 195
Volontaires des Nations Unies	201	152	49	201
Total partiel, Personnel civil	5 490	4 727	669	5 396
Locaux/hébergement/ infrastructure	681	381	300	681
Transports				
Achat de véhicules	38	38	—	38
Location de véhicules	310	—	211	211
Pièces de rechange, réparations et entretien	580	223	358	581
Total partiel, Transports	928	261	569	830
Opérations aériennes	2 051	2 040	11	2 051
Opérations navales	13	1	12	13
Transmissions				
Matériel de transmissions	26	—	26	26
Pièces de rechange et fournitures	42	39	3	42
Communications par réseaux commerciaux	96	56	40	96
Total partiel, Transmissions	164	95	69	164
Matériel divers	172	108	64	172
Fournitures et services	611	430	174	604
Fret	4	4	—	4
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	13	9	4	13
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	476	476	—	476
Total	15 274	11 620	3 446	15 066

État XVIII

Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA)^aÉtat récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 15 avril au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	15 avril-30 juin 1998
Recettes	
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	18 561
Contributions volontaires ^c	917
Total des recettes	19 478
Dépenses (tableau 18.1)	
Total des dépenses	17 585
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 893
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	1 893

État XVIII (*fin*)**Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998
Actif	
Encaisse et dépôts à terme	1 030
Contributions à recevoir des États Membres ^b	18 404
Autres sommes à recevoir	71
Charges comptabilisées d'avance	147
Transactions interservices en attente	4
Total de l'actif	19 656
Passif	
Engagements non réglés – exercice en cours	13 408
Autres sommes à payer	49
Dû à d'autres fonds	1 851
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	2 455
Total du passif	17 763
Réserves et soldes des fonds	
Excédent cumulatif	1 893
Total des réserves et des soldes des fonds	1 893
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	19 656

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Représente des contributions volontaires en nature (de la France s'élevant à 916 886 dollars inscrites au budget).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 18.1
Mission des Nations Unies en République centrafricaine

**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 15 avril au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Contingents				
Remboursement aux gouvernements aux coûts standard, indemnité d'habillement et d'équipement	3 520	—	3 398	3 398
Détente et loisirs	17	—	13	13
Rations	1 357	730	685	1 415
Déploiement, relève et rapatriement	1 210	407	662	1 069
Autres indemnités	168	141	9	150
Remboursements au titre de l'utilisation du matériel appartenant aux contingents	1 185	385	800	1 185
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	111	—	111	111
Total partiel, Contingents	7 568	1 663	5 678	7 341
Police civile	208	37	43	80
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	2 167	1 347	341	1 688
Personnel fourni par les gouvernements	11	—	5	5
Total partiel, Personnel civil	2 178	1 347	346	1 693
Locaux/logements/infrastructure	1 239	63	1 171	1 234
Transports				
Achat de véhicules	1 691	302	1 275	1 577
Location de véhicules	183	4	—	4
Matériel pour ateliers de réparation et d'entretien	16	—	15	15
Pièces de rechange, réparations et entretien	323	88	245	333
Total partiel, Transports	2 213	394	1 535	1 929
Opérations aériennes	1 319	141	950	1 091
Transmissions				
Matériel de transmissions	1 158	192	850	1 042
Pièces de rechange et fournitures	45	—	34	34
Matériel d'atelier et d'essai	103	—	—	—
Communications par réseaux commerciaux	86	17	95	112
Total partiel, Transmissions	1 392	209	979	1 188
Matériel divers	1 557	169	1 139	1 308
Fournitures et services	659	154	434	588
Fret	1 093	—	1 092	1 092
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	9	—	1	1
Programmes de formation	43	—	40	40
Total partiel, Programmes spéciaux	52	—	41	41
Total	19 478	4 177	13 408	17 585

État XIX

Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Allocations d'autres fonds	—	258
Intérêts créditeurs	5 907	5 349
Recettes diverses ^a	277	33
Total des recettes	6 184	5 640
Dépenses		
Total des dépenses	3^b	4^c
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	6 181	5 636
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	162 664	157 028
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	168 845	162 664

État XIX (*fin*)**Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	105 517	101 500
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^a	278	18
Intérêts échus	228	144
À recevoir d'autres fonds	258	258
À recevoir du Fonds général de l'ONU ^d	57 601	57 601
À recevoir du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition	2 240	2 240
À recevoir du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq	903	903
À recevoir de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine ^e	2 455	—
Total de l'actif	169 480	162 664
Passif		
Autres sommes à payer	635	—
Total du passif	635	—
Réserves et soldes des fonds		
Fonds de roulement ^f	150 000	150 000
Excédent (déficit cumulatif)	18 845	12 664
Total des réserves et des soldes des fonds	168 845	162 664
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	169 480	162 664

^a Contributions mises en recouvrement auprès des États qui sont devenus membres de l'Organisation des Nations Unies après l'adoption de la résolution 47/217 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1992 portant création du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

^b Représente des frais bancaires de 2 619,87 dollars.

^c Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

^d À prélever sur le montant de 154 881 112 dollars qui a été conservé en Fonds général, conformément à la résolution 42/216 A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1987.

^e Représente une avance pour les frais de mise en place de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine.

^f Y compris les montants prélevés sur les soldes excédentaires des comptes spéciaux du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (49 242 762 dollars) et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (18 156 200 dollars) ainsi que le montant de 82 601 038 dollars prélevé sur le Fonds général de l'ONU.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XX

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes		
Recettes pour services rendus	32 426	30 534
Intérêts créditeurs	255	451
Autres recettes/recettes diverses	1	889
Total des recettes	32 682	31 874
Dépenses		
Dépenses de personnel et dépenses connexes	25 643	25 750
Frais de voyage	873	93
Services contractuels	376	484
Dépenses d'exploitation	1 538	1 609
Acquisitions	524	130
Total des dépenses	28 954	28 066
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	3 728	3 808
Ajustements au titre de l'exercice précédent	223	2 802
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	3 951	6 610
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	3 388	(3 222)
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	7 339	3 388

État XX (*fin*)**Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse	4 276	5 314
Autres sommes à recevoir	230	635 ^a
À recevoir d'autres fonds	4 326	—
Autres actifs	406	—
Total de l'actif	9 238	5 949
Passif		
Engagements non réglés	1 210	809
Autres sommes à payer	689	693 ^a
Dû à d'autres fonds	—	1 059
Total du passif	1 899	2 561
Réserves et soldes des fonds		
Réserve d'exploitation	5 000	5 000
Excédent (déficit) cumulatif	2 339	(1 612)
Total des réserves et des soldes des fonds	7 339	3 388
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	9 238	5 949

^a Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXI

Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du	
	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes		
Allocations d'autres fonds ^a	10 835	7 375
Intérêts créditeurs	22	—
Autres recettes/recettes accessoires	137	6
Total des recettes	10 994	7 381
Dépenses (tableau 21.1)		
Total des dépenses^b	9 461	5 349
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	1 533	2 032
Ajustements au titre de l'exercice précédent	3	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	1 536	2 032
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	40	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	2 032	—
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	3 608	2 032

État XXI (*fin*)**Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	276	372
Sommes à recevoir	189	161
À recevoir d'autres fonds	6 875	3 873
Charges comptabilisées d'avance	29	36
Transactions interservices en attente	3	–
Total de l'actif	7 372	4 442
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	3 344	1 623
Engagements non réglés – exercices antérieurs	400	–
Autres sommes à payer	20	787
Total du passif	3 764	2 410
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	3 608	2 032
Total des réserves et des soldes des fonds	3 608	2 032
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	7 372	4 442

^a Montants calculés au cas par cas et prélevés sur les budgets des différentes opérations de maintien de la paix.

^b Y compris un montant de 2 798 494 dollars concernant le projet de mise à jour de l'inventaire.
Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 21.1

Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	5 520	4 888	41	4 929
Locaux/hébergement/infrastructure	1 407	236	996	1 232
Transports				
Achat de véhicules	46	—	56	56
Location de véhicules	106	51	30	81
Pièces de rechange, réparations et entretien	645	128	565	693
Carburants et lubrifiants	102	29	23	52
Assurance des véhicules	64	2	36	38
Total partiel, Transports	963	210	710	920
Transmissions				
Matériel de transmissions	52	45	—	45
Pièces de rechange, réparations et entretien	499	183	237	420
Communications par réseaux commerciaux	27	16	13	29
Total partiel, Transmissions	578	244	250	494
Matériel divers	830	241	478	719
Fournitures et services	1 338	242	745	987
Fret	154	30	112	142
Programmes spéciaux				
Programmes d'information	44	26	12	38
Total	10 834	6 117	3 344	9 461

État XXII

**Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies
au Guatemala (MINUGUA)^a****État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 15 février au 31 mai 1997**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>	
	<i>15 février au 31 mai 1997</i>	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>
Recettes		
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	4 000	—
Intérêts créditeurs	—	38
Recettes accessoires	—	65
Total des recettes	4 000	103
Dépenses		
Total des dépenses	3 946	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	54	103
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	—	10
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	54
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	54	167

État XXII (*fin*)**Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies
au Guatemala (MINUGUA)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	108	1 222
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	322	2 366
Sommes à recevoir d'autres fonds	2	–
Total de l'actif	432	3 588
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	265	1 243
Autres sommes à payer	–	123
Dû à d'autres fonds	–	2 168
Total du passif	265	3 534
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	167	54
Total des réserves et des soldes des fonds	167	54
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	432	3 588

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXIII

Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 15 novembre 1993 au 15 novembre 1994

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	15 novembre 1993 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	910	–	–
Intérêts créditeurs	32	14	18
Autres recettes/recettes accessoires	89	1	–
Total des recettes	1 031	15	18
Dépenses			
Total des dépenses	587	–	–
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	444	15	18
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(2)	(2)	(1)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	442	13	17
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	3	2	–
Crédits restitués aux États Membres	(375)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	70	53
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	70	85	70

État XXIII (*fin*)**Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^c
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	259	292
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	14	16
Total de l'actif	273	308
Passif		
Engagements non réglés - exercices antérieurs	—	2
Sommes à payer aux États Membres	171	224
Dû à d'autres fonds	16	11
Transactions interservices en suspens	1	1
Total du passif	188	238
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	85	70
Total des réserves et des soldes des fonds	85	70
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	273	308

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXIV

**Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR)
et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR)^a**
État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 22 juin 1993 au 19 avril 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	22 juin 1993 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	512 290	–	2100
Contributions volontaires	477	–	–
Intérêts créditeurs	9 820	2 409	4 456
Autres recettes/recettes accessoires	5 716	849	3 769
Total des recettes	528 303	3 258	10 325
Dépenses (tableau 24.1)			
Total des dépenses	435 458	199	2 415
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	92 845	3 059	7 910
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(16 733)	(8 470) ^c	(8 913)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	76 112	(5 411)	(1 003)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	10 320	476	10 320
Virements en provenance d'autres fonds	260	–	–
Virements à d'autres fonds	(33 236)	732 ^d	(11 987)
Crédits restitués aux États Membres	(11 819)	–	–
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	41 637	44 307
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	41 637	37 434	41 637

État XXIV (*fin*)**Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR)
et Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^c
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	36 324	60 063
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	26 669	34 720
Autres sommes à recevoir	1 333	723
À recevoir d'autres fonds	—	288
Dû par la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental	5 300	—
Charges comptabilisées d'avance	11	4 160
Transactions interservices en suspens	220	4 263
Total de l'actif	69 857	104 217
Passif		
Engagements non réglés – exercice en cours	—	43
Engagements non réglés – exercices antérieurs	29 303	42 503
Sommes à payer aux États Membres	981	3 637
Autres sommes à payer	41	3 591
Dû à d'autres fonds	1 784	—
Dû au Tribunal pénal international pour le Rwanda	—	11 987
Crédits comptabilisés d'avance	208	—
Transactions interservices en suspens	106	819
Total du passif	32 423	62 580
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	37 434	41 637
Total des réserves et des soldes des fonds	37 434	41 637
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	69 857	104 217

^a Conformément à la résolution 846 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 22 juin 1993, les comptes de la MINUAR et de la MONUOR ont été regroupés avec effet à compter du 23 décembre 1993. Voir également note 2 a).

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^c Y compris un montant pour les rations de 4 530 415 dollars, des ajustements aux recettes de 3 591 092 dollars et des dépenses additionnelles s'élevant à 348 412 dollars.

^d Représente un ajustement de 731 940 dollars préalablement virés au Tribunal pénal international pour le Rwanda.

^e Les chiffres comparatifs ont été remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 24.1

Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda**Dépenses engagées au 30 juin 1998 pour la période
allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Engagements non réglés</i>	Total
Personnel civil				
Personnel international et personnel local	170	199	—	199
Total	170	199	—	199

État XXV

Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) ^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 23 septembre 1993 au 31 juillet 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>23 septembre 1993 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997^a</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	357 541	–	1 197
Contributions volontaires	1	–	1
Intérêts créditeurs	11 986	5 257	6 046
Autres recettes/recettes accessoires	2 934	15	1 804
Total des recettes	372 462	5 272	9 048
Dépenses			
Total des dépenses	306 156	–	1 159
Excédent net des recettes sur les dépenses	66 306	5 272	7 889
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	472	–	472
Crédits restitués aux États Membres ^d	(35 214)	(8 220)	(15 735)
Autres ajustements aux réserves et soldes des fonds	24		
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	31 588	38 962
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	31 588	28 640	31 588

État XXV (*fin*)
Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^d
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	89 895	116 093
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	8 481	12 695
Sommes à recevoir des États Membres	11	11
Autres sommes à recevoir	755	704
À recevoir d'autres fonds	19 286	19 996
Dû par la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental	11 000	–
Dû par l'Opération des Nations Unies en Somalie	10 400	–
Dû par la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie	1 000	–
Dû par la Force de protection des Nations Unies	1 000	–
Charges comptabilisées d'avance	–	1 045
Total de l'actif	141 828	150 544
Passif		
Contributions ou paiements anticipés	–	4 247
Engagements non réglés – exercice en cours	–	22
Engagements non réglés – exercices antérieurs	61 546	64 872
Sommes à payer aux États Membres	50 735	49 799
Autres sommes à payer	–	16
Transactions interservices en suspens	907	–
Total du passif	113 188	118 956
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	28 640	31 588
Total des réserves et des soldes des fonds	28 640	31 588
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	141 828	150 544

^a Voir notes 2 a).

^b Montant révisé, la Mission des Nations Unies en Haïti faisant l'objet d'états séparés pendant l'exercice en cours; elle faisait l'objet de l'état XVIII au cours de l'exercice antérieur.

^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

^d Conformément aux résolutions 51/14 A et 51/14 B de l'Assemblée générale, en date respectivement des 4 novembre 1996 et 13 juin 1997, le montant total des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres a diminué de 1 197 100 et 7 022 800 dollars, sommes qui correspondent aux soldes inutilisés pour les périodes se terminant les 29 février 1996 et 30 juin 1996.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVI

Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ)^aÉtat récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et dépenses, des réserves
et des soldes des fonds pour la période allant du 15 octobre 1992 au 31 mars 1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	15 octobre 1992 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	561 098	—	—
Intérêts créditeurs	4 971	1 347	1 814
Autres recettes/recettes accessoires	2 778	1 124	426
Total des recettes	568 847	2 471	2 240
Dépenses			
Total des dépenses	492 556	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	76 291	2 471	2 240
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(921)	(2 854) ^c	(493)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	75 370	(383)	1 747
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	12 426	1 570	10 318
Crédits restitués aux États Membres	(25 986)	(52 256) ^{d, e}	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	61 810	49 745
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	61 810	10 741	61 810

État XXVI (*fin*)

Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^f
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	15 401	34 659
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	24 263	39 150
À recevoir de l'Opération des Nations Unies en Somalie	16 300	13 600
À recevoir de la Force de protection des Nations Unies	8 000	–
Autres sommes à recevoir	1 425	2 742
Charges comptabilisées d'avance	–	1 000
Transactions interservices en attente	575	2 953
Total de l'actif	65 964	94 104
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	13 778	25 902
Sommes à payer aux États Membres	40 127	3 827
Autres sommes à payer	–	1 933
Dû à d'autres fonds	1 008	369
Crédits comptabilisés d'avance	194	263
Transactions interservices en attente	116	–
Total du passif	55 223	32 294
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	10 741	61 810
Total des réserves et des soldes des fonds	10 741	61 810
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	65 964	94 104

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Y compris les dépenses afférentes aux carburant/combustibles (1 165 950 dollars), les coûts salariaux (1 674 561 dollars) et autres frais divers (13 526 dollars).^d Conformément à la résolution 52/240 de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998, le montant total des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres a diminué de 36 956 800 et 4 971 000 dollars, sommes qui correspondent respectivement aux soldes inutilisés pour la période se terminant le 31 mars 1995 et aux intérêts créditeurs accumulés depuis le début.^e En outre, conformément à la résolution 52/240 de l'Assemblée générale, le montant total des contributions mises en recouvrement auprès des États Membres a diminué de 10 328 200 dollars, dont 2 778 000 représentent des recettes accessoires et 7 550 200 dollars proviennent des soldes inutilisés.^f Les chiffres comparatifs ont été remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVII

Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM) ^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er mai 1992 au 28 février 1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er mai 1992 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	1 738 202	—	—
Intérêts créditeurs	5 612	75	105
Autres recettes/recettes accessoires	4 998	456	520
Total des recettes	1 748 812	531	625
Dépenses			
Total des dépenses	1 648 559	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	100 253	531	625
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(6 286)	(610) ^c	(3 457)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	93 967	(79)	(2 832)
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	13 912	326	—
Crédits restitués aux États Membres	(83 930)	—	—
Virements à d'autres fonds	103	—	103
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	24 052	26 884
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	24 052	24 299	24 052

État XXVII (*fin*)

Opération des Nations Unies en Somalie (ONUSOM)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997 ^d
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	1 469	3 187
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	301 142	300 902
Autres sommes à recevoir	1 375	22 893
À recevoir d'autres fonds	4 138	–
Charges comptabilisées d'avance	101	1 459
Transactions interservices en attente	3 529	5 013
Total de l'actif	311 754	333 454
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	148 896	246 448
Sommes à payer aux États Membres	89 554	24 134
Autres sommes à payer	3	1 197
Dû à d'autres fonds	–	2 471
Dû à l'Opération des Nations Unies au Mozambique	16 300	13 600
Dû au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition	16 000	15 000
Dû à la Mission des Nations Unies en Haïti	10 400	–
Dû à la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador	6 000	–
Dû au Fonds général de l'ONU	–	6 000
Sommes exigibles comptabilisées d'avance	302	552
Total du passif	287 455	309 402
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	24 299	24 052
Total des réserves et des soldes des fonds	24 299	24 052
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	311 754	333 454

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^c Y compris des coûts salariaux s'élevant à 177 782 dollars, un ajustement d'une somme passée par pertes et profits s'élevant à 421 034 dollars et autres dépenses accessoires (10 755 dollars).^d Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXVIII

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC)^{a, b}

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er novembre 1991 au 31 mars 1994

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	1er novembre 1991 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^c	1 582 192	—	—
Contributions volontaires	9 493	—	—
Intérêts créditeurs	6 944	148	359
Autres recettes/recettes accessoires	5 983	14	37
Total des recettes	1 604 612	162	396
Dépenses			
Total des dépenses	1 604 693	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(81)	162	396
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(1 259)	(84)	(86)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	(1 340)	78	310
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	14 151	3 239	6 853
Crédits restitués aux États Membres ^d	—	(8 743)	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	12 811	5 648
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	12 811	7 385	12 811

État XXVIII (*fin*)

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	3 457	3 106
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^c	43 149	48 308
Contributions volontaires à recevoir des États Membres ^e	362	362
Autres sommes à recevoir	433	465
À recevoir d'autres fonds	1 479	–
Charges comptabilisées d'avance	172	172 ^f
Transactions interservices en attente	27	27 ^f
Total de l'actif	49 079	52 440
Passif		
Engagements non réglés	19 253	23 156
Sommes à payer aux États Membres	21 663	15 698
Autres sommes à payer	221	190
Dû à d'autres fonds	–	27
Crédits comptabilisés d'avance	557	558
Total du passif	41 694	39 629
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	7 385	12 811
Total des réserves et des soldes des fonds	7 385	12 811
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	49 079	52 440

^a Voir note 2 a).^b Le Compte spécial de la Mission préparatrice des Nations Unies au Cambodge a été regroupé avec celui de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.^c Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^d Conformément à la résolution 52/239 de l'Assemblée générale en date du 26 juin 1998, des crédits s'élevant à 8 743 400 dollars ont été restitués aux États Membres, représentant 6 944 000 dollars d'intérêts créditeurs et 1 799 400 dollars de recettes accessoires.^e Contribution volontaire des Pays-Bas.^f Chiffres remaniés pour être conformes à la présentation actuelle.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXIX

Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL)^a

État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 7 novembre 1989 au 31 mai 1995

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Période allant du		
	7 novembre 1989 au 30 juin 1997	1er juillet 1997 au 30 juin 1998	1er juillet 1996 au 30 juin 1997
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	238 987	–	842
Contributions volontaires	1 641	–	–
Intérêts créditeurs	3 142	328	730
Autres recettes/recettes accessoires	2 588	–	10
Total des recettes	246 358	328	1 582
Dépenses			
Total des dépenses	199 484	–	–
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	46 874	328	1 582
Ajustements au titre de l'exercice précédent	(12)	(4)	(5)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	46 862	324	1 577
Économies ou annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs	4 181	–	553
Crédits restitués aux États Membres	(42 934)	–	(14 695)
Transfert au Fonds de réserve des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(258)	–	(258)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	7 851	20 674
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	7 851	8 175	7 851

État XXIX (*fin*)

Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL)

État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	5 244	15 138
Contributions mises en recouvrement auprès des États Membres ^b	11 944	10 072
Autres sommes à recevoir	22	32
Dû par l'Opération des Nations Unies en Somalie	6 000	–
Charges comptabilisées d'avance	–	3
Total de l'actif	23 210	25 245
Passif		
Engagements non réglés – exercices antérieurs	1 006	1 010
Sommes à payer aux États Membres	13 105	11 032
Autres sommes à payer	32	129
Dû à d'autres fonds	766	5 223
Sommes exigibles comptabilisées d'avance	6	–
Transactions interservices en attente	120	–
Total du passif	15 035	17 394
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	8 175	7 851
Total des réserves et des soldes des fonds	8 175	7 851
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	23 210	25 245

^a Voir note 2 a). Conformément à la résolution 47/223 de l'Assemblée générale, en date du 16 mars 1993, les opérations du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale ont été intégrées à celles de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.

^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXX

Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT)^a**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 1er avril 1988 au 30 juin 1991**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>1er avril 1988 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	416 162	—	—
Contributions volontaires	23 736	—	—
Intérêts créditeurs	38 771	1 158	1 040
Autres recettes/recettes accessoires	13 361	26	3
Total des recettes	492 030	1 184	1 043
Dépenses			
Total des dépenses	374 185	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	117 845	1 184	1 043
Ajustements pour l'exercice précédent	(30)	(379)	(6)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	117 815	805	1 037
Virements au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(49 243)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements de l'exercice antérieur	32 016	—	793
Crédits restitués aux États Membres	(66 896)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	33 692	31 862
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	33 692	34 497	33 692

État XXX (*fin*)**Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	20 550	20 616
Contributions à recevoir des États Membres ^b	411	497
Intérêts échus	176	78
Autres sommes à recevoir	168	168
À recevoir de l'Opération des Nations Unies en Somalie	16 000	15 000
Charges comptabilisées d'avance	5	5
Total de l'actif	37 310	36 364
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	372	379
Autres sommes à payer	8	5
Dû à d'autres fonds	192	21
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	2 240	2 240
Crédits comptabilisés d'avance	1	27
Total du passif	2 813	2 672
Réserves et soldes des fonds		
Excédent cumulatif	34 497	33 692
Total des réserves et des soldes des fonds	34 497	33 692
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	37 310	36 364

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXI

**Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
(GOMNUII)^a**
État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 9 août 1988 au 31 mars 1991

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant du</i>		
	<i>9 août 1988 au 30 juin 1997</i>	<i>1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes			
Recettes provenant des contributions mises en recouvrement ^b	199 113	—	—
Contributions volontaires	14 715	—	—
Intérêts créditeurs	11 313	277	202
Autres recettes/recettes accessoires	12 048	—	—
Total des recettes	237 189	277	202
Dépenses			
Total des dépenses	177 895	—	—
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	59 294	277	202
Ajustements pour l'exercice précédent	(11)	(1)	(1)
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	59 283	276	201
Virement au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	(18 156)	—	—
Économies ou annulations au titre d'engagements de l'exercice antérieur	4 997	—	—
Crédits restitués aux États Membres	(43 484)	—	—
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	2 640	2 439
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	2 640	2 916	2 640

État XXXI (*fin*)**Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
(GOMNUII)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse et dépôts à terme	5 123	4 207
Contributions à recevoir des États Membres ^b	127	165
Intérêts échus	14	–
Autres sommes à recevoir	53	28
Soldes à recevoir d'autres fonds	–	682
Charges comptabilisées d'avance	7	7
Total de l'actif	5 324	5 089
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	1 049	1 267
Autres sommes à payer	307	279
Dû à d'autres fonds	149	–
Dû au Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	903	903
Total du passif	2 408	2 449
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	2 916	2 640
Total des réserves et des soldes des fonds	2 916	2 640
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	5 324	5 089

^a Voir note 2 a).^b Quelles que soient les perspectives de recouvrement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État XXXII

Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 14 juillet 1960 au 30 juin 1964**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant</i>		
	<i>De 1960 au 30 juin 1997</i>	<i>Du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>Du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^a	241 549	–	–
Contributions volontaires	36 193	–	–
Produit de la vente d'obligations de l'ONU	110 726	–	–
Intérêts créditeurs	48	41	48
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	45 588	103 ^b	173
Total des recettes	434 104	144	221
Dépenses			
Total des dépenses	397 437	–	–
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	36 667	144	221
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	–	36 667	36 446
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	36 667	36 811	36 667

État XXXII (*fin*)**Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Encaisse	–	1 549
Contributions non acquittées ^a (tableau 32.1)	73 892	73 892
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	6 687	6 687
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes ^c	1 973	1 973
À recevoir d'autres fonds	909	–
Autres sommes à recevoir	–	3
Total de l'actif	83 461	84 104
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	6 907	7 694
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	855	855
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement – rétrocedées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires	1 560	1 560
Dû au Compte spécial de l'ONU	1 397	1 397
Dû au compte «Produit de la vente d'obligations de l'ONU»	35 931	35 931
Total du passif	46 650	47 437
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	36 811	36 667
Total des réserves et des soldes des fonds	36 811	36 667
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	83 461	84 104

^a Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^b Gain de change dû à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.^c 268 455 dollars pour 1961; 1 118 712 dollars pour la deuxième moitié de 1963; et 585 899 dollars pour la première moitié de 1964.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 32.1
Compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo

État des contributions non acquittées au 30 juin 1998

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>	<i>Montants recouvrés du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1998</i>
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	37 603	—	37 603
Bénin	6 994	—	6 994
Bolivie	34 833	—	34 833
Brésil	248 838	—	248 838
Burkina Faso	14 145	—	14 145
Congo	9 938	—	9 938
Égypte	48 387	—	48 387
Équateur	4 120	—	4 120
Guatemala	38 209	—	38 209
Guinée	9 938	—	9 938
Iraq	22 362	—	22 362
Liban	12 108	—	12 108
Mali	24 259	—	24 259
Paraguay	24 229	—	24 229
République centrafricaine	6 589	—	6 589
Sénégal	20 418	—	20 418
Somalie	17 445	—	17 445
Soudan	5 860	—	5 860
Tchad	9 832	—	9 832
Yougoslavie	333 269	—	333 269
Total partiel	929 376	—	929 376
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Arabie saoudite	69 487	—	69 487
Burundi	10 471	—	10 471
Chili	224 847	—	224 847
Espagne	985 159	—	985 159
Haïti	33 916	—	33 916
Mauritanie	17 215	—	17 215
Mexique	786 193	—	786 193
Nicaragua	33 916	—	33 916
Ouganda	10 471	—	10 471
Panama	33 916	—	33 916
Pérou	89 183	—	89 183
Portugal	201 673	—	301 673
République arabe syrienne	20 379	—	20 379
République dominicaine	54 503	—	54 503
Rwanda	10 471	—	10 471

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>	<i>Montants recouvrés du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1998</i>
Togo	25 324	—	25 324
Uruguay	97 662	—	97 662
Yémen	43 602	—	43 602
Total partiel	2 748 388	—	2 748 388
C. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	43 602	—	43 602
Bélarus	1 357 881	—	1 357 881
Bulgarie	190 746	—	190 746
Cuba	260 259	—	260 259
Fédération de Russie	39 223 085	—	39 223 085
France	17 031 152	—	17 031 152
Hongrie	995 024	—	995 024
Jordanie	43 602	—	43 602
Mongolie	17 215	—	17 215
Pologne	2 466 010	—	2 466 010
République tchèque	1 379 704	—	1 379 704
Roumanie	641 015	—	641 015
Slovaquie	1 379 704	—	1 379 704
Ukraine	5 185 697	—	5 185 697
Total partiel	70 214 696	—	70 214 696
Total général	73 892 460	—	73 892 460

État XXXIII

Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1956)**État récapitulatif, au 30 juin 1998, des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période allant du 5 novembre 1956 au 30 juin 1967**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Période allant</i>		
	<i>De 1956 au 30 juin 1997</i>	<i>Du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998</i>	<i>Du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997</i>
Recettes			
Contributions mises en recouvrement ^a	166 375	—	—
Contributions volontaires	28 086	—	—
Produit de la vente d'obligations de l'ONU	19 207	—	—
Avance prélevée sur le Compte spécial de l'ONU	3 911	—	—
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagement et ajustements	5 785	853 ^b	1 395
Total des recettes	223 364	853	1 395
Dépenses			
Total des dépenses	215 540	—	—
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses	7 824	853	1 395
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	—	7 824	6 429
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	7 824	8 677	7 824

État XXXIII (*fin*)**Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1956)****État, au 30 juin 1998, de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1998	1997
Actif		
Contributions non acquittées (tableau 33.1) ^a	42 627	42 708
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	5 275	5 275
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions mises en recouvrement et les contributions volontaires portées en recettes	876	876
À recevoir d'autres fonds	81	–
Total de l'actif	48 859	48 859
Passif		
Sommes à payer aux États Membres	18 639	19 492
Montants portés au crédit des États Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (États autres que les États-Unis d'Amérique)	465	465
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement – rétrocédées aux États Membres qui ont versé des contributions volontaires	614	614
Sommes mises en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve ^c	10 415	10 415
Dû au Compte spécial de l'ONU	1 932	1 932
Dû au compte «Produit de la vente des obligations de l'ONU»	8 117	8 117
Total du passif	40 182	41 035
Réserves et soldes des fonds		
Excédent (déficit) cumulatif	8 677	7 824
Total des réserves et des soldes des fonds	8 677	7 824
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	48 859	48 859

^a Quelles que soient les perspectives de recouvrement.^b Gain de change dû à la réévaluation des sommes à payer en monnaie locale.^c Pour 1965, 3 550 000 dollars, en application de la partie II de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1966, 3 550 000 dollars, en application de la partie III de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1967, 3 315 000 dollars, en application de la résolution 2194 B (XXI) de l'Assemblée générale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 33.1
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)

État, au 30 juin 1998, des contributions non acquittées

(En dollars des États-Unis)

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>	<i>Montants recouvrés 1er juillet 1997- 30 juin 1998</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1998</i>
A. États Membres ayant des arriérés de paiement			
Afghanistan	29 499	—	29 499
Afrique du Sud	15 485	15 485	—
Algérie	8 932	—	8 932
Bénin	5 530	—	5 530
Bolivie	41 905	—	41 905
Cambodge	1 689	—	1 689
Cameroun	1 689	—	1 689
Chili	165 903	—	165 903
Congo	9 249	—	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	—	1 689
El Salvador	7 411	—	7 411
Équateur	10 129	—	10 129
Guinée	19 410	—	19 410
Haïti	25 661	—	25 661
Iraq	100 407	—	100 407
Jamahiriya arabe libyenne	1 689	—	1 689
Liban	19 850	—	19 850
Mali	5 469	—	5 469
Mexique	679 491	—	679 491
Niger	1 906	—	1 906
Ouganda	9 589	—	9 589
Panama	15 648	—	15 648
Paraguay	31 661	—	31 661
Pérou	77 441	—	77 441
Philippines	15 632	—	15 632
République centrafricaine	2 256	—	2 256
République dominicaine	22 898	—	22 898
Sénégal	9 814	—	9 814
Sierra Leone	2 469	—	2 469
Somalie	11 191	—	11 191
Tchad	8 385	—	8 385
Thaïlande	9 026	—	9 026
Uruguay	54 388	—	54 388
Venezuela	32 298	—	32 298
Yougoslavie	7 598	—	7 598
Total partiel	1 463 287	15 485	1 447 802
B. États Membres n'ayant effectué aucun versement			
Burkina Faso	19 936	—	19 936
Burundi	11 278	—	11 278
Égypte	351 946	—	351 946

	<i>Contributions non acquittées au 30 juin 1997</i>	<i>Montants recouvrés 1er juillet 1997- 30 juin 1998</i>	<i>Total des contributions non acquittées au 30 juin 1998</i>
Espagne	1 089 981	–	1 089 981
République arabe syrienne	46 654	–	46 654
Rwanda	11 278	–	11 278
Soudan	89 332	–	89 332
Togo	16 174	–	16 174
Yémen	45 299	–	45 299
Total partiel	1 681 878	–	1 681 878
C. États Membres n'ayant pas acquitté le versement de 25 % au titre de la réserve			
Afrique du Sud	65 377	65 377	–
Belgique	144 583	–	144 583
France	765 655	–	765 655
Total partiel	975 615	65 377	910 238
D. États Membres ayant déclaré qu'ils ne feraient aucun versement			
Albanie	45 299	–	45 299
Arabie saoudite	74 890	–	74 890
Bélarus	911 964	–	911 964
Bulgarie	181 155	–	181 155
Cuba	249 811	–	249 811
Fédération de Russie	27 665 631	–	27 665 631
Hongrie	898 298	–	898 298
Jordanie	45 299	–	45 299
Mongolie	12 387	–	12 387
Pologne	2 528 364	–	2 528 364
République tchèque	907 423	–	907 423
Roumanie	682 212	–	682 212
Slovaquie	907 422	–	907 422
Ukraine	3 476 580	–	3 476 580
Total partiel	38 586 735	–	38 586 735
Total	42 707 515	80 862	42 626 653

Notes relatives aux états financiers des opérations de maintien de la paix (période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998)

Note 1. L'Organisation des Nations Unies et ses activités

a) La Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, est entrée en vigueur le 24 octobre 1945. Les principaux objectifs de l'Organisation, dont la poursuite est confiée à ses cinq principaux organes, sont les suivants :

- i) Maintenir la paix et la sécurité internationales;
- ii) Favoriser le progrès et le développement socioéconomiques internationaux;
- iii) Assurer le respect universel des droits de l'homme;
- iv) Administrer la justice internationale et veiller au respect du droit international;
- v) Faire accéder les territoires sous tutelle à l'autonomie;

b) L'Assemblée générale se consacre à des problèmes politiques, économiques et sociaux très divers, ainsi qu'aux aspects financiers et administratifs de l'Organisation;

c) Sous la direction du Conseil de sécurité, l'Organisation s'est occupée de divers aspects du maintien de la paix et du rétablissement de la paix, intervenant notamment pour résoudre des conflits, rétablir la démocratie, favoriser le désarmement, apporter une assistance électorale et faciliter la consolidation de la paix après les conflits;

d) Le Conseil économique et social a des attributions particulières en matière de développement socioéconomique, jouant notamment un rôle de premier plan en encadrant l'activité déployée par les autres organismes des Nations Unies face aux problèmes internationaux d'ordre économique, social et sanitaire;

e) La compétence de la Cour internationale de Justice s'étend aux différends entre États Membres que ceux-ci lui soumettent pour qu'elle donne un avis consultatif ou rende un arrêt ayant force obligatoire;

f) Le Conseil de tutelle a achevé ses fonctions essentielles en 1994, date à laquelle a pris fin l'Accord de tutelle relatif au dernier territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies.

Note 2. Principales règles et méthodes comptables

Les principales règles et méthodes comptables de l'Organisation des Nations Unies sont les suivantes :

a) Les comptes de l'Organisation sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation adopté par l'Assemblée générale, aux Règles de gestion financière que le Secrétaire général a établies en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à la gestion ou par le Contrôleur. Ils tiennent aussi pleinement compte des normes comptables communes pour le système des Nations Unies qui ont été adoptées par le Comité administratif de coordination et dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 48/216 C, en date du 23 décembre 1993. L'Organisation applique la norme comptable internationale 1 relative à la divulgation des principes comptables, telle que modifiée et adoptée par le Comité consultatif pour les questions administratives à sa cinquante-quatrième session, à savoir :

- i) Continuité des activités, permanence des méthodes et comptabilité d'engagement sont les conventions comptables fondamentales. Lorsque lesdites conventions sont

appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de le signaler. Si une de ces conventions n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant pourquoi;

ii) Prudence, primauté de la substance sur la forme et caractère significatif de l'information doivent déterminer le choix et l'application des méthodes comptables;

iii) Les états financiers doivent indiquer clairement et brièvement toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;

iv) L'indication des principales conventions comptables appliquées fait partie intégrante des états financiers, et toutes lesdites conventions doivent normalement être indiquées au même endroit;

v) Les chiffres correspondants de l'exercice précédent doivent figurer dans les états financiers;

vi) Toute modification d'une méthode comptable qui a une incidence significative sur l'exercice en cours ou peut en avoir une sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. Si elle est significative, l'incidence de la modification doit être indiquée et quantifiée;

b) Les comptes de l'Organisation sont tenus sur la base de la «comptabilité par fonds». Des fonds distincts à des fins générales ou déterminées peuvent être établis par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général. Les comptes de chaque fonds sont tenus comme ceux d'une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre en partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature;

c) Conformément aux dispositions de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, l'exercice des opérations de maintien de la paix est devenu un exercice de 12 mois qui va du 1er juillet au 30 juin. L'exercice de l'Organisation pour tous les autres fonds est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives;

d) Les éléments de l'actif et du passif ainsi que les recettes et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagements;

e) Les comptes sont libellés en dollars des États-Unis. Si certains comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des États-Unis au taux de change fixé pour la date de l'opération par le Secrétaire général adjoint à la gestion. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que le Contrôleur peut prescrire en vertu des pouvoirs que lui délègue le Secrétaire général adjoint à la gestion indiquent les disponibilités, les placements, les contributions annoncées non versées et les comptes débiteurs et créanciers dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, convertis en dollars au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU à la date de l'établissement des états. Si le montant obtenu par application de ce taux pour le dernier mois de l'exercice est sensiblement différent de celui qui résulterait de l'application du taux du marché à la date de l'établissement des états, le montant de la différence est indiqué dans une note de bas de page;

f) Les états financiers de l'Organisation sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services;

g) Les états financiers de l'Organisation sont présentés conformément aux recommandations formulées par le Groupe de travail sur les états financiers du Comité consultatif pour les questions administratives (Questions financières et budgétaires), qui a défini les normes comptables du système des Nations Unies. En application de ces dernières, l'état I indique les recettes et les dépenses et l'évolution des réserves et du solde du Fonds,

pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix; l'état II indique l'actif, le passif, les réserves et le solde du fonds, pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix; et l'état III indique les flux de trésorerie pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix;

h) Recettes :

i) Les montants nécessaires pour financer les activités entreprises au titre du budget ordinaire de l'ONU, des opérations de maintien de la paix et des tribunaux internationaux et pour alimenter le Fonds de roulement sont mis en recouvrement auprès des États Membres après avoir été répartis selon le barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale;

ii) Aux fins des états financiers, les contributions sont comptabilisées au chapitre des recettes lorsque l'Assemblée a autorisé leur mise en recouvrement auprès des États Membres et le Secrétariat a émis les avis de mise en recouvrement correspondant à l'exercice considéré. Ni les ouvertures de crédit ni les autorisations d'engagement de dépenses ne figurent parmi les recettes, sauf si la mise en recouvrement des quotes-parts correspondantes auprès des États Membres a été autorisée;

iii) Les sommes mises en recouvrement auprès d'États non membres qui acceptent de rembourser le coût de leur participation à des traités, organes et conférences des Nations Unies sont comptabilisées comme recettes accessoires;

iv) Les contributions volontaires d'États Membres ou d'autres donateurs sont comptabilisées comme recettes dès lors qu'elles font l'objet d'un engagement écrit de versement à des dates spécifiées pendant l'exercice en cours. Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1989, les contributions volontaires versées en espèces ou sous forme de services et de fournitures que le Secrétaire général juge acceptables sont comptabilisées comme recettes ou signalées dans les états financiers;

v) Les montants alloués d'autres fonds représentent des sommes prélevées sur un fonds ou affectées par ce fonds pour être transférées à un autre fonds d'où elles seront décaissées;

vi) Les recettes provenant de services rendus sont notamment les sommes remboursées au titre des traitements correspondant aux services des fonctionnaires et les autres coûts imputables à la fourniture d'un appui technique et administratif à d'autres organisations;

vii) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts et revenus connexes produits par les fonds placés, les comptes bancaires et dépôts à terme;

viii) Les recettes accessoires comprennent les recettes provenant des loyers, de la vente du matériel usagé ou excédentaire, des remboursements de dépenses passées en charges au cours des exercices antérieurs, des gains nets réalisés sur les opérations de change, des indemnisations versées par les compagnies d'assurances et des sommes reçues dont la destination n'a pas été spécifiée, ainsi que les autres recettes diverses;

i) Actif :

i) L'encaisse et les dépôts à terme comprennent les fonds déposés dans des comptes en banque portant intérêts, les certificats de dépôt et les comptes à vue;

ii) Les contributions mises en recouvrement non acquittées par les États Membres sont comptabilisées quelles que soient leurs perspectives de recouvrement, sans qu'il soit tenté de rendre compte des retards qui peuvent intervenir dans le recouvrement des sommes en question;

iii) Les charges comptabilisées d'avance comprennent les postes de dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputés à l'exercice en cours et qui seront comptabilisés comme dépenses d'un exercice ultérieur. Ces postes de dépenses comprennent notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 110.6. Ces engagements prévisionnels sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère permanent, ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;

iv) Aux fins des états financiers uniquement, la partie des avances au titre de l'indemnité pour frais d'études censée se rapporter aux années scolaires ou universitaires achevées à la date de l'état financier est comptabilisée comme charge comptabilisée d'avance. Le montant intégral des avances continue d'apparaître comme sommes à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que ces derniers produisent les pièces justificatives requises, après quoi les avances sont portées aux comptes budgétaires et réglées;

v) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres biens durables et les aménagements apportés aux locaux loués ne sont pas compris dans les avoirs de l'Organisation. Les acquisitions sont imputées aux comptes budgétaires l'année de l'achat. La valeur des biens durables est indiquée dans les notes relatives aux états financiers;

j) Passif, réserves et soldes des fonds :

i) Les réserves opérationnelles ou autres sont incluses dans les totaux indiqués pour les réserves et soldes des fonds dans les états financiers;

ii) Les sommes dues par l'Organisation se rapportant aux exercices antérieurs, à l'exercice considéré et aux exercices suivants sont indiquées sous la désignation d'engagements non réglés. Les engagements de l'exercice comptabilisés dans les comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix demeurent valables 12 mois après la fin dudit exercice. Les engagements liés aux opérations de maintien de la paix qui n'ont pas encore été réglés à des États Membres peuvent normalement être maintenus dans les comptes pendant une durée de cinq ans après la fin de l'exercice concerné;

iii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir sont comptabilisés à la fois comme charges comptabilisées d'avance et comme engagements non réglés.

iv) Le cas échéant, les dettes éventuelles sont signalées dans les notes relatives aux états financiers;

v) L'ONU fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer des prestations de retraite et d'assurances décès et invalidité, parmi d'autres prestations du même ordre. Il s'agit d'un régime par capitalisation à prestations définies. Les obligations financières de l'Organisation vis-à-vis de la Caisse consistent à lui verser sa cotisation, au taux fixé par l'Assemblée générale, ainsi que sa part de toute somme devant lui être versée, en vertu de l'article 26 de ses Statuts, pour combler un éventuel déficit actuariel.

Note 3. Dispositions concernant la comptabilité des opérations de maintien de la paix

Tous les comptes des opérations de maintien de la paix ont été tenus conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu des dispositions ci-après :

- a) Article 2.1 du Règlement financier, selon lequel l'exercice des opérations de maintien de la paix est une période de 12 mois allant du 1er juillet au 30 juin;
- b) Article 11.4 du Règlement financier, selon lequel le Secrétaire général présente chaque année au Comité des commissaires aux comptes, au plus tard le 30 septembre, les comptes annuels des opérations de maintien de la paix dotées d'un compte spécial;
- c) Article IV du Règlement financier. L'Assemblée générale a approuvé des arrangements spéciaux concernant les engagements non réglés ayant trait à certaines opérations de maintien de la paix. Le paragraphe 2 de sa résolution 33/13 F du 14 décembre 1978 se lit comme suit :

«2. *Approuve* pour la Force d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en ce qui concerne l'application de l'article IV du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les arrangements spéciaux suivants en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les engagements contractés envers les gouvernements qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique aux Forces resteront utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4 du Règlement financier :

a) À l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi est comptabilisé comme sommes à payer; ces sommes à payer demeurent comptabilisées comme telles au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question qui concernent des marchandises livrées et des services fournis et qui ont été contractés envers des gouvernements, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeurent valables pour une période supplémentaire de quatre ans à la fin de la période de 12 mois prévue à l'article 4.3 du Règlement financier; les montants correspondant aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans sont comptabilisés, selon qu'il convient, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus; à l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé est annulé et le solde de tous crédits reportés est en conséquence annulé.»

Des dispositions analogues ont été adoptées en ce qui concerne d'autres missions, à savoir :

<i>Mission</i>	<i>Résolution</i>	<i>Date</i>
FNUOD	33/13 F	14 décembre 1978
FINUL	34/9 C	17 décembre 1979
GOMNUII	45/245	31 décembre 1990
GANUPT	45/265	17 mai 1991
MONUIK	47/208 B	14 septembre 1993
FORPRONU	47/210 B	14 septembre 1993
ONUSAL	47/234	14 septembre 1993
UNAVEM	49/227	23 décembre 1994
MINURSO	49/466 (décision)	23 décembre 1994
MONUG	49/231	12 juillet 1995
MONUL	50/210	23 décembre 1995
MINUHA	50/90 B	7 juin 1996
MINUAR	50/211 B	7 juin 1996
UNFICYP	50/236	7 juin 1996
MANUH	51/15 B	13 juin 1997
MINUBH	51/152 B	13 juin 1997
ATNUSO	51/153 B	13 juin 1997
FORDEPRENU	51/154 B	13 juin 1997
APRONUC	52/239	26 juin 1998
ONUMOS	52/240	26 juin 1998
ONUSOM ^a		

^a Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a donné son assentiment par une lettre datée du 16 juillet 1997.

d) Contributions volontaires :

i) Dispositions générales :

a. Conformément à la résolution 44/192 A de l'Assemblée générale, les contributions volontaires versées à titre de dons purs et simples, tant en espèces que sous forme de fournitures et de services agréés par le Secrétaire général, sont considérées comme des recettes à porter au crédit du compte spécial de l'opération de maintien de la paix concernée, sauf dans le cas de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Les contributions en espèces mises volontairement à la disposition du Secrétaire général à titre d'avances ne sont pas considérées comme des recettes aux fins du calcul du montant total à mettre en recouvrement auprès des États Membres; sauf stipulation contraire du donateur, ces contributions sont versées à un compte d'attente.

b. Dans la résolution susmentionnée, l'Assemblée a pris note de certaines propositions concernant les directives techniques qui régissent le traitement et l'évaluation des contributions volontaires effectuées sous forme de fournitures et de services. Ces directives prévoient notamment qu'une contribution volontaire en nature faite à titre de don portant sur des biens ou services pour lesquels aucun crédit n'a été prévu au budget ne soit pas comptabilisée, mais que son montant soit indiqué dans une note accompagnant les états financiers. Si cette contribution a trait à des biens et services pour lesquels des crédits ont été prévus au budget, elle est portée en recettes sous la rubrique Contributions volontaires, pour le montant budgétisé; elle n'est comptabilisée que lorsque la fourniture des biens ou services considérés a commencé;

ii) Comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre :

a. Avant le 16 juin 1993, le Secrétaire général n'était pas habilité à utiliser d'autres fonds que les contributions volontaires offertes par des gouvernements pour financer la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Aux termes de la règle de gestion financière 106.1, il ne pouvait être contracté d'engagements prévisionnels ni engagé ou effectué de dépenses imputables sur quelque fonds que ce soit sans l'autorisation écrite du Contrôleur ou de son représentant autorisé. Cette autorisation revêtait la forme d'une allocation de crédit à laquelle il ne pouvait être procédé, pour la période antérieure au 16 juin 1993, qu'une fois reçues des contributions suffisantes pour faire face aux engagements financiers prévus. Les crédits alloués à la Force et les engagements comptabilisés pour la période antérieure au 16 juin 1993 ne peuvent donc dépasser le montant total des contributions annoncées. Par conséquent, le montant global des engagements à régler au titre de la Force pour la période antérieure au 16 juin 1993 n'a pas été comptabilisé, en particulier les sommes correspondant au remboursement des dépenses supplémentaires au titre de la solde et des indemnités versées aux contingents et du matériel leur appartenant. Ce montant global est indiqué dans une note au bas des états financiers correspondants;

b. Par sa résolution 47/236 du 14 septembre 1993, l'Assemblée a décidé que les dépenses de la Force engagées à compter du 16 juin 1993 seraient traitées comme des dépenses de l'Organisation devant être supportées par les États Membres selon les termes du paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Pour des périodes correspondant aux mandats successifs de la Force, entre le 16 juin 1993 et le 30 juin 1996, des crédits ont été ouverts et leur montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée;

e) Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix. Par sa résolution 47/217 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a créé un Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix en tant que facilité de trésorerie permettant à l'Organisation de répondre rapidement aux besoins d'opérations de maintien de la paix. Le montant du Fonds de réserve a été fixé à 150 millions de dollars. Conformément à l'alinéa f) de cette résolution, le Fonds a été financé au moyen de prélèvements sur les Comptes spéciaux du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (49 242 762 dollars) et du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (18 156 200 dollars) et sur les économies dont le report au Fonds général de l'ONU avait été autorisé (82 601 038 dollars).

Note 4. Notes explicatives sur les contributions à recevoir

Les contributions à recevoir qui figurent dans les comptes de l'exercice terminé le 30 juin 1997 ont été comptabilisées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés, certains États Membres ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de retenir une partie de leurs contributions, ou de ne les verser qu'à certaines conditions. À ce propos, un certain nombre d'États Membres ont demandé que soit signalée la position qu'ils ont adoptée (et qui a été exposée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée), en particulier ce qui suit :

a) S'agissant de montants qui ont trait à des dépenses imputées sur le compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC) ou sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1956), certains États Membres estiment, en vertu des dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, qu'ils ne sont pas tenus

de contribuer au financement de ces dépenses considérées par eux comme illégales. Les montants que lesdits États Membres ont, en conséquence, refusé de verser en vue du financement de l'ONUC (état XXXII) et de la FUNU (état XXXIII) sont estimés respectivement à 70,2 et 38,6 millions de dollars. Ces montants, calculés sur la base des quotes-parts des États concernés, ne comprennent pas les contributions non acquittées de la Chine pour la période antérieure au 24 octobre 1971, au titre de l'ONUC (6,7 millions de dollars) et de la FUNU (1973) (5,3 millions de dollars). Quand l'Assemblée générale eut adopté sa résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971, intitulée «Rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies», le montant en question a été viré sur un compte spécial en application de la résolution 3049 (XXVII) de l'Assemblée en date du 19 décembre 1972;

b) Certains États Membres ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de participer au financement de la FUNU (1973), de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et de la FINUL; d'autres ont déclaré qu'ils avaient déduit de leurs contributions à la FUNU leur part des dépenses qu'ils attribuent aux fonctions supplémentaires résultant de l'accord conclu entre l'Égypte et Israël le 4 septembre 1975;

c) En raison des positions susmentionnées, certains États Membres n'ont pas acquitté leur part des dépenses relatives au financement de la FUNU (1973), jusqu'à sa dissolution en 1979, et de la FINUL, jusqu'au 30 juin 1998, soit un montant estimatif de 5 millions de dollars. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 36 millions de dollars correspondant aux contributions que la Chine n'a pas acquittées pour la période du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été viré sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981;

d) Les montants que certains États Membres ont refusé de verser pour contribuer au financement de la FINUL sont estimés à 46,3 millions de dollars, chiffre calculé sur la base des quotes-parts de chacun de ces États depuis la création de la FINUL, le 19 mars 1978, jusqu'au 30 juin 1998. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 19,6 millions de dollars correspondant aux contributions que la Chine n'a pas acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été viré sur un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale.

Note 5. États récapitulatifs de l'ensemble des comptes spéciaux des opérations de maintien de la paix : recettes et dépenses et évolution des réserves et du solde des fonds (état I); actif, passif, réserves et soldes des fonds (état II); flux de trésorerie (état III)

a) Les états I, II et III présentent les résultats financiers de l'ensemble des fonds des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, des chiffres consolidés étant donnés pour trois groupes de fonds apparentés et pour l'ensemble des comptes des opérations de maintien de la paix de l'Organisation. Il n'y a pas lieu d'interpréter ces regroupements comme signifiant que l'un ou l'autre des fonds puisse être utilisé à une fin autre que celle pour laquelle sa création a été approuvée. Les résultats financiers de l'ensemble des opérations de maintien de la paix sont récapitulés dans les états I et II, qui rendent compte de toutes les missions de maintien de la paix en cours (états IV à XVIII), du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix (état XIX), du Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (état XX), de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (état XXI) et des missions de maintien de la paix achevées (états XXII à XXXIII);

b) Afin de respecter la nouvelle présentation uniforme des états financiers, l'excédent des recettes sur les dépenses (ou le déficit) est calculé de deux façons différentes dans l'état

I. Le premier calcul tient compte uniquement des recettes et des dépenses de la période considérée de l'exercice biennal. Le deuxième donne des montants nets, compte tenu de l'incidence d'ajustements sur exercices antérieurs ayant éventuellement porté sur les recettes et les dépenses;

c) L'état récapitulatif des flux de trésorerie est calculé selon la «méthode indirecte» visée par la norme comptable internationale No 7 relative aux tableaux de financement.

Note 6. Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (état V)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FUNU et à la FNUOD de conserver certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à sa résolution 50/83 du 15 décembre 1995, ces excédents ont été réduits proportionnellement de 15,3 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. Le montant total des reports autorisés s'élève à 49 609 273 millions de dollars au 30 juin 1998.

Note 7. Force intérimaire des Nations Unies au Liban (état VI)

À différentes occasions, l'Assemblée générale a autorisé la suspension temporaire des articles 5.2 b), 5.2 d), 4.3 et 4.4 du Règlement financier pour permettre à la FINUL de reporter certains excédents qui auraient autrement dû être restitués aux États Membres. Conformément à sa résolution 50/83 du 15 décembre 1995, ces excédents ont été réduits proportionnellement de 25,6 millions de dollars pour compenser en partie la radiation des contributions que l'Afrique du Sud aurait dû acquitter au titre de différentes opérations de maintien de la paix pour la période du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. Le montant total de l'excédent dont le report a été autorisé s'élève à 82 877 948,51 millions de dollars au 30 juin 1998.

Note 8. État des contributions au 30 juin 1998

a) Dans la plupart des états financiers, les contributions dont les États Membres étaient redevables au 30 juin 1998 ne sont indiquées qu'en chiffres globaux. Des renseignements détaillés sur l'état au 30 juin 1998 des contributions mises en recouvrement et versées, ainsi que sur le solde dû par chaque État Membre au titre de chacune des opérations de maintien de la paix figurent dans le rapport intitulé «État des contributions au 30 juin 1998» (ST/ADM/SER.B/529);

b) Le rapport sur l'état des contributions au 30 juin 1998 est paru trop tôt, en juillet 1998, pour qu'il puisse y être tenu compte des sommes dont l'Assemblée générale a approuvé la mise en recouvrement fin juin 1998. Les états financiers, eux, font apparaître dans tous les cas les sommes en question parmi les recettes, les nouveaux montants dus étant incorporés à celui des contributions non acquittées par les États Membres au 30 juin 1998. De ce fait, les montants indiqués pour les contributions à recevoir des États Membres au 30 juin 1998 peuvent être plus élevés, dans les états financiers, que les chiffres correspondants dans le rapport sur l'état des contributions à la même date. En pareil cas, les sommes mises en recouvrement fin juin 1998 sont prises en compte dans le rapport sur l'état des contributions à fin juillet 1998 (ST/ADM/SER.B/529);

Note 9. Matériel durable

On trouvera dans le tableau ci-après un relevé, établi d'après la comptabilité matières de l'Organisation au 30 juin 1998, indiquant la valeur, au prix d'achat, du matériel durable utilisé dans les zones des missions. Conformément aux principes comptables de l'Organisation, ledit matériel ne figure pas parmi les immobilisations de l'Organisation, sa valeur étant imputée sur les crédits disponibles au moment de son achat.

<i>Mission</i>	<i>Montant (en millions de dollars É.-U.)</i>
UNFICYP	4,5
FNUOD	23,6
FINUL	92,4
MONUIK	38,2
MINURSO	23,3
ATNUSO	7,9
FORDEPRENU	17,3
MINUBH	58,3
MONUG	6,5
MONUT	3,7
UNAVEM/MONUA	81,4
MINUAR	—
MONUL	—
MANUH/MINUHA/MIPONU	21,0
MINUGUA	7,0
MINURCA	2,5
Base de soutien logistique de l'ONU à Brindisi	58,2
MONUSIL	0,9
Total	446,7

Note 10. Passif éventuel

a) Une éventualité est définie dans la norme comptable internationale 10 comme étant une condition, une situation ou un ensemble de circonstances dont l'incidence finale, gain ou perte, ne sera établie que lorsqu'un ou plusieurs événements se seront réalisés ou qu'il sera certain qu'ils ne se réaliseront pas;

b) L'Organisation peut avoir au titre des différentes opérations de maintien de la paix des éléments de passif d'un montant non négligeable mais impossible à déterminer; il peut s'agir de demandes de remboursement en cours de négociation portant sur des services fournis par des gouvernements, ou bien de litiges avec des prestataires de services qui sont encore en cours d'arbitrage. Le total des sommes réclamées s'élève à 255 millions de dollars – mais, si l'on s'en fie à l'expérience passée, les montants versés sont généralement nettement inférieurs aux montants demandés, qu'ils résultent d'un règlement amiable ou qu'ils soient fixés par le Tribunal d'arbitrage.

Annexe I

Opérations de maintien de la paix financées au moyen du budget ordinaire

État des ouvertures de crédits, ventilées entre les principaux objets de dépenses, pour la période de 6 mois de l'exercice biennal 1998-1999 terminée le 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Programmes/principaux objets de dépenses</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Traitements et dépenses communes de personnel</i>	<i>Frais de voyage</i>	<i>Services contractuels</i>	<i>Dépenses de fonctionnement et fournitures</i>	<i>Achats et nouveaux locaux</i>	<i>Toutes autres dépenses</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Solde</i>
Titre II, chapitre 3 – Opérations de maintien de la paix et missions spéciales									
Direction exécutive et gestion	9 423,2	1 614,8	88,1	11,5	170,1	75,1	–	1 959,6	7 463,6
MINUGUA	36 815,0	8 893,0	183,8	53,8	2 034,7	1 551,8	895,7	13 612,8	23 202,2
ONUST	53 461,3	6 762,1	630,7	–	919,8	151,6	1 785,6	10 249,8	43 211,5
UNMOGIP	15 703,0	1 347,6	212,1	–	560,7	154,1	257,7	2 532,2	13 170,8
Bureau du Secrétaire général en Afghanistan	3 968,1	491,2	72,0	–	421,0	15,0	126,9	1 126,1	2 842,0
MICIVIH	7 677,2	1 885,5	11,9	141,0	216,2	4,2	–	2 258,8	5 418,4
Mission au Burundi	2 565,4	915,9	26,2	–	399,1	23,6	–	1 364,8	1 200,6
Appui aux opérations hors siège	4 003,8	790,5	15,4	–	–	–	–	805,9	3 197,9
Autres missions spéciales	13 143,6	3 000,4	288,8	–	1 152,8	404,8	146,8	4 993,6	8 150,0
Total, chapitre 3	146 760,6	25 701,0	1 529,0	206,3	5 874,4	2 380,2	3 212,7	38 903,6	107 857,0

Annexe II

Activités liées à des opérations de maintien de la paix financées au titre de fonds d'affectation spéciale

État au 30 juin 1998 des recettes et des dépenses, des réserves et des soldes des fonds pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et solde des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour le règlement des questions frontalières entre l'Iraq et le Koweït	760	48	0	808
Fonds d'affectation spéciale pour le rétablissement des services publics essentiels à Sarajevo	10 159	1 159	4 599	6 719
Fonds d'affectation spéciale pour l'application de l'Accord de Cotonou sur le Libéria	4 202	785	1 578	3 409
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu et de cessation temporaires des hostilités à la frontière tadjiko-afghane et à l'intérieur du pays pendant la durée des pourparlers	36	1	21	16
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance électorale en Haïti	542	70	10	602
Fonds d'affectation spéciale pour la négociation d'un règlement politique du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie	772	49	12	809
Fonds d'affectation spéciale pour la revitalisation économique et le rétablissement de services essentiels en Slavonie orientale	1 635	1 752	2 431	956
Fonds de contributions volontaires pour le processus de paix au Cambodge	3 240	194	5	3 429
Fonds d'affectation spéciale pour les activités de la Commission internationale d'appui et de vérification	3 331	208	0	3 539
Fonds d'affectation spéciale pour le Cambodge	1 676	100	0	1 776
Fonds d'affectation spéciale pour le Commandement unifié en Somalie	9 647	605	0	10 252
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces, signé à Moscou le 14 mai 1994	80	36	0	116
Fonds d'affectation spéciale pour le financement de biens et services destinés au Programme international de contrôle de la police et d'autres objectifs spécifiés en Haïti	1 669	180	629	1 220
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités de déminage en Angola	393	11	379	25
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance à la police en Bosnie-Herzégovine	2 867	6 158	2 954	6 071
Fonds d'affectation spéciale pour les mesures de confiance en Slavonie orientale	46	515	189	372
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités de la MANUH	5 720	5 841	5 495	6 066
Fonds d'affectation spéciale pour la Sierra Leone	0	3 346	0	3 346
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la MINURCA	0	71	0	71
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies	39 590	2 397	0	41 987
Fonds d'affectation spéciale pour la Commission sur la vérité en El Salvador	217	8	0	225

<i>Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Réserves et soldes des fonds en début d'exercice</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Réserves et solde des fonds en fin d'exercice</i>
Fonds d'affectation spéciale pour les activités liées aux aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix	162	10	0	172
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie	630	48	364	314
Fonds d'affectation spéciale concernant les activités de déminage de la FORPRONU	838	53	0	891
Fonds d'affectation spéciale destiné à recueillir l'aide des gouvernements et des organisations non gouvernementales à l'intention du mécanisme d'exploitation des enseignements tirés des missions du Département des opérations de maintien de la paix	474	22	407	89
Fonds d'affectation spéciale pour le financement d'une conférence sur le soutien médical des opérations de maintien de la paix	67	5	26	46
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux activités de la FNUOD	143	221	110	254
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au personnel militaire détaché à titre gracieux par des gouvernements pour appuyer des opérations de maintien de la paix	35	4	1	38
Fonds d'affectation spéciale destiné à améliorer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique	210	13	65	158
Fonds d'affectation spéciale pour l'état-major de mission à déploiement rapide	474	328	101	701
Total	89 615	24 238	19 376	94 477

^a Y compris dépenses, ajustements afférents à des exercices antérieurs, virements aux réserves de crédits et à la réserve d'exploitation, virements des réserves de crédits et de la réserve d'exploitation, remboursements aux donateurs et virements à d'autres fonds.